

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

Le 51^e congrès de Lutte ouvrière

- **Le capitalisme en crise et l'interventionnisme de l'État**
- **La situation internationale**
- **La situation intérieure**
- **Nos objectifs pour les campagnes électorales**
- **Discussions sur les textes d'orientation**
- **Conclusions**
- **Interventions des groupes invités**

**NATHALIE
ARTHAUD**

lutte
ouvrière 

Nathalie Arthaud sera la candidate de Lutte ouvrière à la présidentielle.

Au sommaire de ce numéro

Le 51 ^e congrès de Lutte ouvrière	1
Le capitalisme en crise et l'interventionnisme de l'État	2
La situation internationale – première partie	11
La situation internationale – deuxième partie	19
Une situation intérieure marquée par la campagne électorale	26
Nos objectifs pour les deux campagnes électorales de 2022, présidentielle et législatives (extraits)	31
Discussion sur les textes d'orientation (extraits)	33
Conclusions (extraits)	40
Interventions des groupes invités (extraits)	45

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- | | | | |
|----------------------|------|-------------------------------|------|
| • France, DOM-TOM | 15 € | • France, DOM-TOM | 32 € |
| • DOM-TOM, par avion | 17 € | • DOM-TOM, par avion | 37 € |
| • Europe | 20 € | • Europe (lettre prioritaire) | 45 € |
| • Monde | 24 € | • Monde (lettre prioritaire) | 58 € |

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 – BIC PSSTFRPPPAR

Plis fermés



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Le 51^e congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et discussions du 51^e congrès de Lutte ouvrière, qui s'est réuni en région parisienne, les 4 et 5 décembre.

Quatre textes étaient soumis à la discussion et au vote des délégués :

- Le capitalisme en crise et l'interventionnisme de l'État
- La situation internationale (première et deuxième parties)
- Une situation intérieure marquée par la campagne électorale
- Nos objectifs pour les deux campagnes électorales de 2022, présidentielle et législatives (extraits)

Nous publions ci-dessous ces quatre textes, rédigés à la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre. Ils ont été adoptés à l'unanimité des délégués, des votes qui traduisent la cohésion politique de notre organisation.

Le congrès a dressé un bilan de notre activité au cours de l'année écoulée, évoqué les comptes de notre parti et la diffusion de notre presse, et discuté de notre participation à l'élection présidentielle et aux élections législatives de 2022. Nous reproduisons également ci-dessous des extraits des discussions et des conclusions du congrès.

Par ailleurs, le congrès a entendu les interventions de groupes invités, liés à Lutte ouvrière au sein de l'Union communiste internationaliste (trotskyste), et qui militent en Martinique et en Guadeloupe, à l'île de La Réunion, en Haïti, en Côte d'Ivoire, aux États-Unis, en Turquie, en Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique et Italie. Nous reproduisons ci-après de larges extraits de leurs interventions.

Enfin, le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière : comité central et comité exécutif.

7 décembre 2021



Le capitalisme en crise et l'interventionnisme de l'État

La pandémie du coronavirus et la crise sanitaire qu'elle a entraînée n'ont pas seulement aggravé la crise de l'économie capitaliste. Elles ont rendu plus perceptibles les tendances profondes de son évolution.

L'attitude offensive du patronat, complétée par les mesures gouvernementales, indique à la classe ouvrière ce à quoi elle doit s'attendre. Mais aussi la nécessité de se défendre par la lutte collective et de contre-attaquer si elle ne veut pas être poussée à la misère et à la déchéance.

Le bilan des deux dernières années est dominé par le renforcement ininterrompu et considérable des trusts les plus puissants et par l'enrichissement de la grande bourgeoisie.

Pour reprendre l'expression même d'un journal aussi dévoué aux intérêts de la grande bourgeoisie que *Les Échos* (29 juillet 2021), qui s'en effraie: «*Il y a des performances financières qui ont de quoi faire peur. Constaté ainsi qu'en pleine crise sanitaire et économique, les géants américains de la tech accumulent les records et les milliards de dollars a de quoi inquiéter ceux qui trouvaient déjà avant la pandémie de Covid que le pouvoir des Gafam était démesuré. [...] les chiffres sont sans appel. À eux seuls, Google, Apple et Microsoft ont pratiquement doublé au cours du dernier trimestre leurs bénéfices pour dégager plus de 5 milliards de profits après impôts par semaine! Bien que devenus gigantesques, ces colosses gardent en*

prime un rythme de croissance digne de start-up.»

Et il ne s'agit pas seulement de ces trois trusts américains. Pour citer toujours *Les Échos*, cette fois-ci du 22 juillet: «*Dans la région Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA), les entreprises ont accumulé 1 300 milliards d'euros de liquidités en 2020, selon l'agence de notation Moody's. Une grande partie de ces réserves est détenue par 25 grandes sociétés qui ont amassé 491 milliards d'euros de cash, soit 37% du total.*»

Ce qui, dans ces sommes colossales, ne va pas à la spéculation est tourné vers des opérations de fusions-acquisitions. *Les Échos* (1^{er} et 2 octobre 2021) affirme même que «*2021 marque la plus grande phase de consolidation mondiale de l'histoire des fusions-acquisitions. Plus de 4360 milliards de dollars de deals ont été signés en neuf mois à fin septembre*» pour ajouter: «*Un chiffre qui pulvérise d'ores et déjà le record de 2015 en année pleine, à 4218 milliards de dollars.*»

Pour que le quotidien économique éprouve le besoin d'ajouter que cette fièvre de rachat est «*exacerbée par les fonds de capital-investissement*», c'est que, même dans ces opérations de concentration, la spéculation

joue un rôle important.

Mais, même si la concentration est surtout financière, elle concerne des entreprises, c'est-à-dire là où se produit la plus-value. Comme toujours, si la spéculation a des conséquences pour déterminer qui sera favorisé dans la répartition de la plus-value globale de la classe capitaliste, celle-ci provient en dernier ressort des entreprises qui produisent de la plus-value, c'est-à-dire de l'exploitation des travailleurs.

Ce mouvement de concentration est précisément la fonction des crises dans l'économie capitaliste: débarrasser l'économie de ses entreprises moins rentables et le faire au profit des plus puissants groupes capitalistes, en augmentant toujours davantage leur poids sur l'économie mondiale.

Les États jouent un rôle considérable dans cette accumulation. Le «*quoi qu'il en coûte*» de Macron a été une attitude largement partagée par tous les États impérialistes. La contrepartie des aides étatiques apportées aux capitalistes a été une explosion de l'endettement de tous les États.

«*Les dettes publiques européennes atteignent des records*», affirme cette fois-ci *Le Monde* du 24 juillet. «*À*

la fin du premier trimestre, la dette publique de la zone euro a culminé à 100,5 % du produit intérieur brut (PIB), franchissant pour la première fois la barre des 100 %, selon les chiffres publiés [...] par Eurostat. En France, [...], elle s'est élevée à 118 % du PIB, contre 100,8 % un an plus tôt. En Allemagne, elle s'est établie à 71,2 % du PIB et en Espagne, à 125,2 %. Elle a dépassé la barre des 150 % en Italie (160 %) et en Grèce (209 %). [...]

Et cette quantité considérable de cash n'est que très partiellement investie dans la production. Mais, comme il faut que l'argent tourne et surtout rapporte, voilà de quoi donner une impulsion considérable à la spéculation, avec la menace permanente de krach financier qu'elle recèle.

Un article significatif du *Monde* du 24 juillet est consacré au « spectre d'une économie durablement fragilisée ». Il part du constat qu'alors que l'épidémie repart, nombre d'économistes de la bourgeoisie ne croient plus au scénario privilégié jusque-là d'un choc ponctuel suivi d'un retour à la situation d'avant 2020.

Le constat que la pandémie « a réhabilité le rôle de l'État après quarante ans d'interrogations » amène les économistes et hommes d'affaires, dont *Le Monde* exprime la position, à préconiser que soit prolongée l'intervention de l'État qui se voulait circonstancielle pendant la pandémie. « On est passé d'une épidémie à une endémie. Cela fait moins d'à-coups sur la croissance, mais cela a d'autres effets, sur les inégalités, l'épargne, les entreprises, les ménages... Parce que ça dure. » Et de prévoir l'avenir ainsi: « La crise a fait émerger de nouvelles formes de précarité en matière de logement, d'éducation, de santé. » Ce n'est pas seulement une prévision. C'est l'ébauche d'un plan d'attaque de la bourgeoisie contre les travailleurs.



En juin dernier, le groupe de matériel médical Medline a été racheté pour 34 milliards de dollars par trois sociétés d'investissement, Blackstone, Carlyle et Hellman & Friedman. Ici, un entrepôt Medline, à Tracy, près de San Francisco.

Pour reprendre la formulation d'une autre publication économique, la *Revue d'économie financière*: « Les évolutions que nous venons de décrire [...] rentrent en résonance avec les changements politiques et sociaux qui ébranlent le monde en ce début de siècle. [...] La pandémie n'a fait que les aggraver. »

Entre en résonance avec ces évolutions le « plan d'investissement France 2030 » que vient d'annoncer Macron. L'annonce est évidemment un début de campagne présidentielle de Macron. Mais, au-delà des ambitions électorales de Macron, il y a une préoccupation de la classe capitaliste à propos des secteurs prometteurs de profit pour l'avenir: filière nucléaire, hydrogène, batteries, puces électroniques. « Mieux investir », titrait l'édito des *Échos*. Et, surtout, faire financer les investissements par l'État, devrait-on ajouter.

Ces « changements politiques et sociaux qui ébranlent le monde » résument l'aggravation de l'exploitation qui est le prix payé par les classes laborieuses pour permettre à la grande bourgeoisie de s'enrichir encore plus malgré la crise ou, plus exactement, en en profitant.

L'offensive patronale se conjugue avec les mesures gouvernementales pour diminuer le pouvoir d'achat de toutes les composantes de la classe ouvrière, celles qui ont du travail comme celles qui en sont écartées par le chômage ou par l'âge. Pour celles qui sont au travail, c'est l'aggravation des cadences, le resserrement de la discipline, la multiplication des sanctions, pour imposer plus de production avec moins de travailleurs. Et, surtout, pour rappeler qui est le patron dans les entreprises, après une période où la production a été désorganisée ou interrompue par des périodes de chômage partiel. Au blocage des salaires officiels s'ajoutent de multiples manières d'abaisser les salaires réels (non-paiement des primes, heures supplémentaires plus mal payées, etc.).

Le non-renouvellement des contrats d'intérim augmente le nombre des licenciés bien au-delà des plans de licenciements annoncés. Les quelques protections juridiques mises en place dans le passé sautent les unes après les autres. La condition ouvrière recule vers ce qu'elle était avant la Seconde Guerre mondiale.



Caricature de 1904 : la Standard Oil attrape des capitalistes d'autres secteurs, le Capitole et la Maison-Blanche.

Il est commode pour des économistes qui se placent sur le terrain de la bourgeoisie d'attribuer à la pandémie et à sa durée l'intervention de l'État dans l'économie pour sauver le capitalisme en crise. Là encore, la pandémie n'est pas la cause mais le révélateur d'une réalité. Une réalité qui ne date pas d'aujourd'hui.

Au-delà de ce que le rôle de l'État dans l'économie capitaliste montre du parasitisme de la bourgeoisie, il y a des raisons plus fondamentales, que Trotsky avait constatées et formulées ainsi au début des années 1940 : « *L'acuité de la crise sociale provient de ce que, par suite de la concentration actuelle des moyens de production, c'est-à-dire le monopole des trusts, la loi de la valeur, le marché est déjà incapable d'équilibrer les rapports économiques. L'intervention de l'État devient une nécessité absolue.* »

Le texte cité date de 1940. Au fil des années de dépression qui suivirent le krach de 1929, la bourgeoisie a eu l'opportunité d'expérimenter différentes méthodes politiques pour tenter d'éviter l'effondrement de son économie. Au-delà de la variété des situations des différents pays impérialistes, elles se sont partagées entre l'étatisme du fascisme, dans l'Italie de Mussolini et l'Allemagne de

Hitler, « *une tentative à la fois pour sauver la propriété privée et pour la contrôler* » (Trotsky), et l'étatisme du New Deal de Roosevelt aux États-Unis (avec différentes variantes intermédiaires). Si le cheminement sur ces deux voies a été différent, les deux voies ont conduit d'abord à l'économie de guerre – tout sacrifier pour l'armée – puis à la Deuxième Guerre mondiale.

Cette « *nécessité absolue* » de « l'intervention de l'État » reflète deux aspects d'une même réalité, fondamentalement contradictoires, qu'exprime la crise de l'économie capitaliste : la poussée du développement économique vers plus de coordination, exprimant la nécessité d'une économie organisée, planifiée, à l'échelle internationale, et l'impossibilité de la réaliser en raison de la propriété privée des moyens de production.

Même si l'État bourgeois parvient à imposer une certaine régulation à l'économie capitaliste, cela ne la sortira pas de l'impasse. Comme le rappelait Trotsky : « *La crise du système capitaliste est suscitée non seulement par le rôle réactionnaire de la propriété privée mais aussi par le rôle non moins réactionnaire de l'État national.* »

Les avanies de l'État français

avec l'Australie et, plus encore, avec les États-Unis, concernant la vente de sous-marins, soulignent le ridicule des gesticulations d'un impérialisme de seconde zone contre l'impérialisme américain. Mais pas seulement. Ils rappellent surtout la rivalité féroce entre les puissances impérialistes, chacune s'appuyant sur une « *concentration gigantesque des forces productives, fusion du capital monopoliste avec l'État* » (Lénine, *L'impérialisme...*).

L'internationalisation de la division du travail est de longue date en contradiction avec le morcellement en États nationaux. « *L'impérialisme est l'expression même de cette contradiction* », affirmait Trotsky. « *Le capitalisme impérialiste cherche à résoudre cette contradiction par l'extension des frontières, la conquête de nouveaux territoires, etc.* »

Trotsky en résumait les conséquences politiques poussées jusqu'au bout dans cette formule lapidaire : « *La centralisation et la collectivisation caractérisent aussi bien la politique de la révolution que celle de la contre-révolution.* » Il en concluait la nécessité de renverser le capitalisme par la seule voie possible, la révolution prolétarienne, car la politique de la bourgeoisie face à ce développement conduisait au fascisme et à la guerre.

La dernière tentative pour unifier par la force le marché européen, en l'occurrence au profit de l'impérialisme allemand, a été celle de Hitler. Elle a échoué. Les bourgeoisies des principales puissances impérialistes du continent s'évertuent, depuis la fin de la guerre, par la prétendue « *construction européenne* » – expression aussi pompeuse que fausse ! – à contourner les difficultés dues au morcellement en États nationaux, dont, pourtant, elles ne peuvent ni ne veulent

se passer. La pandémie du coronavirus est l'illustration de la facilité avec laquelle les frontières se sont reconstituées, pour la bonne raison que les États nationaux n'ont jamais été mis en cause.

Ce qui se passe en ce moment dans le domaine de l'énergie illustre le fait que cette fameuse construction européenne par la bourgeoisie n'a pas levé les contradictions. Elle en a seulement modifié les modalités tout en les accentuant.

On nous explique, par exemple, que si le prix de l'électricité augmente en ce moment en France, c'est parce qu'il est indexé sur le prix du gaz. Mais pourquoi cette indexation ?

Le marché commun de l'électricité à l'échelle de l'Union européenne a été constitué dans le cadre du marché commun de l'énergie. Or, les sources de l'énergie (charbon, éoliennes, barrages hydroélectriques, nucléaire, etc.) sont différentes d'un pays impérialiste européen à l'autre (quant aux pays non impérialistes d'Europe, ils n'ont de toute façon le droit qu'à la parole et pas celui de décider).

Du coup, au fil de moult négociations, a été mis en place un système compliqué, visant à compenser le désavantage des uns par rapport à telle ou telle ressource par un avantage par rapport à une autre ressource. Et à permettre aux entreprises les moins rentables de faire du profit et, s'agissant de celles qui sont privatisées, de rapporter à leurs actionnaires des dividendes convenables. Il en résulte un système où le prix annoncé de l'électricité n'a aucun rapport avec la réalité de sa production.

Même ce régulateur du système capitaliste qu'est la loi de l'offre et de la demande est faussé, voire vidé de sens.

Les gesticulations d'un Le Maire, prétendant remédier à

la situation ubuesque que cela produit, sont de la poudre aux yeux. Il n'y peut rien !

Même si les prix des différentes formes d'énergie n'ont plus qu'un rapport lointain avec la réalité de leur production, la hausse brutale des prix est oh combien réelle pour les consommateurs. Et ce ne sont certainement pas les mesures dérisoires de Castex qui compenseront la perte de pouvoir d'achat des salariés que les hausses du prix de l'essence et du fioul provoquent.

La complexité du système des prix a cependant un avantage pour les entreprises capitalistes : ajouter un écran de fumée de plus à tout ce qui cache déjà la formation des prix dans l'économie capitaliste à l'ère impérialiste.

Il contribue en particulier à dissimuler les manipulations des trusts du pétrole dans l'envolée des prix de l'essence et du fioul.

Ces hausses interviennent dans un contexte où il est de plus en plus question de remplacer les moteurs thermiques par des systèmes hybrides ou des moteurs électriques. La plupart des pays d'Europe envisageraient la date limite de 2035 pour interdire la vente de

véhicules thermiques neufs. Tout en laissant aux écologistes le soin d'amuser la galerie avec l'expression « transition écologique », les patrons des trusts du pétrole, tout comme ceux de la filière automobile, préparent de longue date leur reconversion.

Les quelques grands trusts qui dominent le secteur pétrolier depuis plus d'un siècle n'ont certainement pas envie de se faire enlever un marché qui a fait leur richesse extraordinaire, en tout cas pas sans les remplacer par des marchés de substitution aussi rentables. Et, surtout, leur position de monopole les met en situation d'imposer leurs choix, y compris au détriment de leurs compères capitalistes moins puissants.

Une position de monopole sert à cela dans le monde des grands fauves du capitalisme. Ceux qui sont dans la même position, ne serait-ce que dans leurs secteurs respectifs – papier, conteneurs, puces électroniques – en font autant.

« La transition requiert de très gros investissements. Et l'énergie coûtera plus cher. » L'homme qui a prononcé cette phrase est bien placé pour savoir ce qu'il affirme car il s'agit de Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies.



gies – nouvelle appellation du trust pétrolier Total. Et dans la même interview donnée aux *Échos* (1^{er} et 2 octobre), il ne cache pas qu'il s'agit d'une opération volontaire, préparée de longue date. « *Il y a deux ans, affirme-t-il, lorsque nous avons commencé à travailler sur notre société commune ACC (Automotive Cells Company) dans le domaine des batteries avec le directeur général de Stellantis, Carlos Tavares, nous avons un débat sur l'engagement que PSA pouvait prendre pour garantir les achats des batteries des usines.* » Et d'affirmer : « *Depuis cette année, le monde a complètement changé.* »

Le PDG de Total ne mentionne ici que les batteries, un des gros problèmes de la conversion des voitures thermiques à l'électrique.

Mais les recherches s'orientent vers bien d'autres carburants, l'hydrogène notamment. Et, pour la production d'électricité, à côté de l'éolien, des cellules photovoltaïques, voilà le retour vers le nucléaire, verdi pour les besoins de la cause, voire vers le charbon, voué aux gémonies il y a peu.

Les trusts du pétrole et leurs alliés de l'automobile et connexe n'ont même pas nécessairement fait leur choix pour leur orientation future. Ils savent, en revanche, que la reconversion coûtera de l'argent, à commencer par la recherche pour déterminer ce qui est le plus profitable, et qu'il vaut mieux faire financer par avance leurs investissements par les consommateurs et par l'État.

Comme quoi, la hausse de prix brutale du pétrole, présentée par tous les médias ainsi que par les ministres comme une « surprise », est une opération réfléchie, planifiée et peaufinée de longue date !

Si la hausse actuelle des prix des produits pétroliers se poursuit et s'amplifie, ce qui paraît



Des panneaux solaires alimentent une ferme en Dordogne.

certain, cela signifiera que les trusts du pétrole cherchent à faire financer dès aujourd'hui par les consommateurs leur reconversion partielle et les investissements que celle-ci suppose.

Sont-ils à l'initiative de tout le battage autour de la « transition écologique » ? Essaient-ils seulement d'anticiper le mouvement en en tirant avantage ? Tout se passe comme si les trusts pétroliers étaient en train de reproduire les mécanismes des grands chocs pétroliers des années 1970. Les réserves de pétrole à bas coût ne suffisant plus à l'époque à couvrir la consommation anticipée, les trusts du pétrole avaient imposé à l'économie mondiale le choc d'une véritable explosion des prix du pétrole et du gaz, afin de faire payer, par avance, aux consommateurs les investissements nécessaires pour exploiter des gisements moins rentables (pétrole « off shore », puis gaz de schiste, etc.). Opération préparée par une campagne mensongère, invoquant pêle-mêle l'épuisement des gisements – on affirmait à l'époque qu'il n'y aurait plus de pétrole du tout en 2000 ! –, l'avidité des « émirs du pétrole », la toute-puissance de l'Opep (Organisation des pays exporta-

teurs de pétrole). Aujourd'hui, on évoque la responsabilité de la demande chinoise, des problèmes de gazoduc, la volonté de Poutine de vendre le gaz russe le plus cher possible, le renchérissement du transport maritime, etc.

Derrière les boucs émissaires dénoncés ou des raisons totalement inventées, il y a, comme il y a un demi-siècle, une opération consciemment planifiée et exécutée par les monopoles du pétrole et quelques autres de l'automobile.

Les « crises du pétrole » des années 1970 ont conduit, progressivement ou brutalement, à une hausse générale des prix. Celle-ci a rebattu les cartes des rapports de force entre entreprises capitalistes elles-mêmes. Il en sera de même cette fois-ci. Les bouleversements que la hausse des prix de l'énergie est susceptible d'entraîner aggraveront la crise et modifieront un peu plus encore la répartition de la plus-value globale en faveur des trusts les plus puissants. La hausse des prix de l'énergie se répercutera sur l'ensemble de l'économie. Le mouvement est déjà en train de se produire, progressivement ou avec brutalité, touchant en particulier les prix des produits

les plus vitaux pour les masses populaires.

Il faut, bien sûr, mettre en cause la responsabilité des trusts, en particulier ceux de l'énergie, et le double intérêt qu'ils trouvent à l'opération d'encaisser dès maintenant le surprofit résultant de la vente des produits pétroliers et de préparer leur reconversion future. Il faut dévoiler ce qui se dissimule derrière le pseudo-emballage pour l'écologie, défendu au début par les mouches du coche de l'écologie politique, repris aujourd'hui par toutes les vedettes politiques de la bourgeoisie. Il faut se saisir de ce constat pour mettre en lumière la nécessité de supprimer le secret des affaires comme étape nécessaire du contrôle des travailleurs et des classes populaires sur la production et la répartition de ce qui est produit.

Les problèmes écologiques sont bien réels. Mais les solutions de la bourgeoisie portent leur caractère de classe. En ceci, déjà, qu'elles pèsent sur les classes populaires, en rendant les transports et le chauffage plus chers; en sélectionnant par l'argent ceux qui ont le droit de se chauffer et d'être transportés sans limitation. Mais en ceci, surtout, qu'une organisation économique dont le fondement est la propriété privée et l'État national est incapable de donner une réponse à des problèmes qui exigeraient la planification à l'échelle internationale.

Mais il faut surtout saisir l'occasion pour mettre en avant parmi les salariés la revendication de l'indexation des salaires sur les hausses de prix. Il faut partir du fait ressenti par tous les travailleurs en tant que consommateurs que les hausses de prix signifient diminution du pouvoir d'achat, c'est-à-dire un abaissement des salaires réels.

AUTORITARISME CROISSANT DE L'ÉTAT, CONDITION INÉVITABLE POUR SES INTERVENTIONS DANS LE SAUVETAGE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

La *Revue d'économie financière*, déjà citée constate que : «*La pandémie [...] a donné aux États un pouvoir d'intervention et de coercition exorbitant. Ils redeviennent des acteurs majeurs de la vie économique. [...] Ils ont pris en charge la santé et la subsistance de chacun. L'État-providence est omniprésent. [...]*»

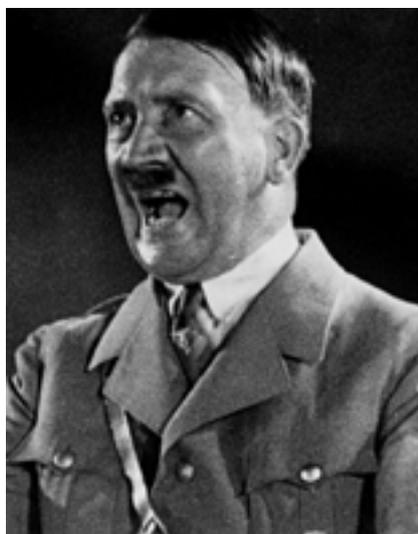
Dans les années 1930, à peine deux décennies après la révolution russe et malgré la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique, la condition politique fondamentale de la politique économique du fascisme – sauver le capitalisme en réduisant les travailleurs à la misère et en préparant la guerre – a été de briser au préalable une classe ouvrière vivante et combative.

Ce que Hitler avait imposé en Allemagne en brisant la classe ouvrière, aux États-Unis, Roosevelt l'avait obtenu en accordant des primes à l'aristocratie ouvrière grâce à l'entremise des appareils syndicaux réformistes. La mobilisation puissante de la classe ouvrière amé-

ricaine des années 1930 une fois retombée, c'est la menace de guerre qui avait donné à l'État américain les moyens de s'engager dans une politique qui mettait à la disposition de l'économie capitaliste ce que l'État prélevait directement sur les classes populaires.

Nous ne sommes évidemment pas dans la même situation aujourd'hui. Pour tenter de prévenir et de désamorcer la résistance des travailleurs, il y a la nécessité de l'anesthésier. Là encore, la pandémie et les mesures gouvernementales pour la combattre n'en ont pas été la raison fondamentale, mais en ont offert l'occasion. La «*guerre contre le coronavirus*», invoquée par Macron au début de la pandémie, a joué son rôle en déguisant derrière des raisons sanitaires une mise au pas collective. Elle participe de la mise en place de ce «*pouvoir d'intervention et de coercition exorbitant*» qu'évoque la *Revue d'économie financière*.

Les conditions politiques qui permettent l'étatisme pour sauver le capitalisme en crise ont été offertes à la bourgeoisie bien avant la pandémie par l'apathie politique de la classe ouvrière, écœurée, détournée des préoccupations politiques par des décennies de trahisons des partis qui se revendiquaient d'elle.



Hitler et Roosevelt.



« Un rein contre du contreplaqué ».

La pénurie de matériaux de construction bloque des chantiers.

L'expression de Trotsky dans le *Programme de transition* : « La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat », exprime une réalité qui s'est aggravée au fil du temps. Le stalinisme a détruit jusqu'à la notion même de « direction du prolétariat ».

Ce renforcement de l'interventionnisme étatique n'a évidemment pas fait disparaître les contradictions du capitalisme sénile. Même avec les interventions des États, le marché est totalement incapable d'équilibrer les rapports économiques.

La concentration en trusts, en multinationales, est issue du capitalisme de libre concurrence. Le développement du capitalisme qui a fini en impérialisme, même avec l'intervention conjointe de l'État, n'a pas supprimé les crises, mais a amoindri leur rôle régulateur.

La forme et l'ampleur prises aujourd'hui par l'anarchie capitaliste, faussement attribuées aux conséquences de la seule pandémie, sont illustrées par la désorganisation d'un

grand nombre de filières de production à l'échelle internationale : retards ou interruptions des approvisionnements, à-coups dans le fonctionnement des transports (des gazoducs jusqu'aux conteneurs de transport maritime), soubresauts dans les prix provoqués à différentes étapes du processus de production, etc.

L'anarchie de la production capitaliste n'est certes pas une nouveauté dans les relations entre entreprises, entre l'entreprise productrice finale et ses sous-traitants. C'est même une des marques de fabrique de l'organisation capitaliste de la production. Chaque entreprise capitaliste est, en revanche, caractérisée par une répartition réglementée du travail, appuyée sur une discipline rigoureuse imposée aux travailleurs. Le chaos actuel se répercute cependant jusqu'à l'intérieur des entreprises.

Toute la filière automobile est désorganisée, et peut-être pas seulement ponctuellement mais pour une certaine période, parce que, même avec les interventions des États, le marché est incapable de réguler l'offre et la demande d'un certain

nombre de produits intermédiaires indispensables. Et cela, non pas en raison de grèves ou de blocages résultant de la lutte de classe, mais pour des raisons inhérentes au fonctionnement même de l'économie capitaliste. Une désorganisation à la fois à l'échelle internationale mais jusques et y compris au niveau des entreprises, où la maîtrise et l'encadrement ne savent pas où donner de la tête pour faire fonctionner la machinerie capitaliste de la production.

Les communistes révolutionnaires ont évidemment à dénoncer le fait que tous ces à-coups de la production sont payés par une dégradation de la condition ouvrière : augmentation des cadences, entrecoupées à certains moments de chômage partiel, licenciement des intérimaires, précarité des salaires et des horaires de travail, pertes de salaire, etc. Mais, bien au-delà de ces conséquences jour après jour, ils ont à dénoncer une organisation économique et sociale de plus en plus incapable de réguler l'équilibre fondamental entre capacités de production et besoins à satisfaire.

Les ministres répètent sur tous les tons que la reprise est là. Passons sur la part due ici, en France, dans cet optimisme, à la campagne électorale ! Certains éléments semblent donner du crédit à cette affirmation.

Un élément invoqué par des têtes pensantes de la bourgeoisie pour appuyer leur optimisme : la reprise du commerce mondial. « *Le volume du commerce mondial de marchandises, affirme Les Échos, devrait croître de 10,8% cette année, après un recul de 5,3% en 2020.* »

Constat immédiatement contrebalancé par un autre, la pénurie. *Le Monde* du 7 octobre 2021 affirmait : « *Épices, laine, jouets, smartphones... les pénuries sont parties pour durer. Plusieurs grains de sable ont grippé une chaîne logistique mondiale*

jusqu'ici bien huilée, mise sous tension par un fort redémarrage de la demande. Jusqu'à la faire dérailler. L'économie mondiale a basculé dans l'imprévisible.»

Les Échos du 7 octobre parle de son côté d'« une reprise de l'industrie européenne toujours sous contrainte. Le rebond est fort puisqu'après avoir reculé de plus de 25 % en avril 2020 par rapport à janvier 2020, la production industrielle du Vieux Continent a retrouvé son niveau d'avant-crise en juillet dernier. C'est aussi presque le cas aux États-Unis.»

Mais, là encore, un gros bémol, en affirmant que : « *En Allemagne, la production industrielle reste inférieure de l'ordre de 4 % à son niveau de janvier 2020. L'industrie française tourne aussi encore en sous-régime puisque sa production reste inférieure d'environ 3 % à ce qu'elle était avant la pandémie.»*

Un économiste de la Coface en donne son explication : « *L'Allemagne et la France sont à la traîne, ce qui s'explique par la composition de leur industrie. L'industrie française est très dépendante de l'aéronautique et l'Allemagne, de l'automobile. Or l'automobile, qui représente près d'un quart de la production industrielle allemande, et l'aéronautique, environ 12 % de celle de la France, sont toujours affectées.»*

Une « *reprise sur le fil du rasoir* », formule le rédacteur des *Échos*. Son journal le confirme, en se basant sur les prévisions du FMI : « *La croissance mondiale donne des signes d'essoufflement.»*

Les mois qui viennent montreront si la production amorce une reprise réelle ou s'il s'agit d'un rattrapage momentané après les perturbations de production liées à la pandémie.

Le seul secteur où la reprise est incontestable est celui de la finance. Mais son carburant,

ce sont les milliards de liquidités déversés dans l'économie par les banques centrales. Ces milliards ont été générés par la création monétaire, le crédit distribué à gogo, et par le rachat pour ainsi dire sans limite de dettes publiques et privées, notamment d'obligations d'État. Cette politique est appelée, en jargon d'économiste, « assouplissement quantitatif » (quantitative easing, en anglais). Elle combine en pratique deux éléments, à savoir l'achat de titres et la baisse des taux. L'achat de titres signifie déverser sans limite de l'argent et du crédit dans l'économie ; la baisse des taux signifie mettre le moins cher possible ces liquidités à la disposition des capitalistes.

Les deux éléments favorisent l'inflation. Faut-il poursuivre cette politique ou, au contraire, l'abandonner, ce qui risque de créer de l'affolement dans le monde de la finance et de précipiter la crise financière ? Le débat divise les têtes pensantes de la bourgeoisie : et pour cause ! C'est la quadrature du cercle. Une fois de plus, les remèdes contre une phase du capitalisme malade se révèlent des poisons pour la phase suivante.

En attendant, le titre des *Echos* du 11 octobre annonce : « Les banques européennes au sommet de leur forme en Bourse. » Avec 44 % de hausse, les banques affichent la meilleure performance en Bourse tous secteurs confondus depuis le début de l'année. Et les cours pourraient encore grimper d'ici à la fin de l'année. De nombreux établissements ont annoncé de généreux plans de redistribution à leurs actionnaires.

Il y a quasi-unanimité dans la presse économique pour évoquer la menace d'une nouvelle crise financière majeure, une « crise systémique ». Il y a, en revanche, nombre d'hypothèses sur la façon dont elle peut éclater. Celle qui tient la vedette en ce moment concernant la

spéculation immobilière est la menace de faillite des sociétés chinoises Evergrande et Fantasia.

Toute l'économie productive danse sur le volcan d'une explosion financière. D'autant que la spéculation immobilière qui a conduit vers la faillite d'Evergrande est un phénomène généralisé dans la quasi-totalité des grands pays industriels. La France elle-même y apporte sa modeste contribution à partir de la hausse des prix de l'immobilier dans les villes petites et moyennes. L'emballlement des bobos parisiens pour acheter leur résidence principale dans une province desservie par le TGV se traduit déjà par une hausse des prix pour les acheteurs locaux. Elle sera inévitablement relayée par la spéculation.

Qu'une certaine reprise vienne, ou pas, cela ne mettra pas fin à la crise de fond, dont les débuts remontent aux crises monétaires et pétrolières. Il en est ainsi depuis un demi-siècle, où la stagnation globale se manifestait par une succession de reculs et de reprises.

L'utilité de suivre la succession de toutes ces phases est de savoir comment adapter les différentes revendications, résumées dans le *Programme de transition*, aux préoccupations des travailleurs. Le mot d'ordre de l'indexation des salaires sur les prix ou l'échelle mobile des salaires, par exemple, n'a jamais disparu de la propagande communiste révolutionnaire. Mais il est évident que, comme mot d'ordre pour l'agitation quotidienne, il avait moins d'efficacité il y a quelques mois, lorsque l'inflation n'était pratiquement pas perceptible, qu'aujourd'hui, alors que les couches populaires souffrent en faisant le plein de leur voiture ou en calculant leur budget chauffage.

L'économie capitaliste se sortira sans doute de la phase ac-



tuelle de sa crise. Comme elle s'est sortie des phases précédentes, notamment celle qui a failli faire exploser tout le système bancaire en 2008. Elle a une grande capacité d'adaptation. Mais, à la lumière de ce demi-siècle qui nous sépare du début de ce que nombre d'économistes de la bourgeoisie ont appelé la « crise séculaire », les soubresauts de plus en plus fréquents de l'économie (crises du pétrole, monétaire, de l'euro, du système bancaire, de l'immobilier; crises spécifiques dans telle ou telle région du monde...) sont la démonstration éclatante de l'incapacité du capitalisme de continuer à administrer les forces productives qui le font craquer de toutes parts.

Engels observait, il y a près d'un siècle et demi, dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, que « ces forces productives elles-mêmes poussent avec une puissance

croissante à la suppression de la contradiction, à leur affranchissement de leur qualité de capital, à la reconnaissance effective de leur caractère de forces sociales ». Une autre expression d'Engels dans le même ouvrage sonne comme une anticipation de la situation actuelle : « La reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'impose aux capitalistes eux-mêmes : appropriation des grands organismes de production et de communication, d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, suivis par l'État. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue, toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des employés rémunérés », pour ajouter : « Résolution des contradictions, le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains

de la bourgeoisie en propriété publique. »

Aussi accrochée au pouvoir que soit la bourgeoisie, aussi féroce que soit sa volonté de se cramponner à la forme capitaliste de l'économie qui lui assure prédominance et privilèges, les lois du développement économique sont bien plus puissantes.

Depuis qu'Engels a écrit ces lignes, le développement économique a conduit à des progrès scientifiques et à des inventions techniques, de l'utilisation de l'énergie atomique à la communication instantanée à l'échelle planétaire, en passant par le début de la conquête de l'espace. Il a créé des liens entre tous les êtres humains à l'échelle internationale. Des multinationales aux grandes banques et aux géants de la distribution genre Amazon, une multitude de formes d'organisation, secrétées par le développement capitaliste lui-même, donnent à la société des moyens de gérer, consciemment, rationnellement et dans l'intérêt de tous, la production et la répartition des biens créés par la société.

Sénile, cacochyme, perclus d'une multitude de maladies, le capitalisme peut-il finir par s'écrouler? Pour que cela n'entraîne pas l'effondrement de toute la civilisation humaine, il faudra que la classe ouvrière parvienne à le renverser. C'est dans ce sens que l'absence d'une direction révolutionnaire, d'un parti communiste révolutionnaire pèse sur l'avenir, autant et pour les mêmes raisons qu'au temps de Trotsky. □

13 octobre 2021



La situation internationale - première partie

Pandémie, chaos économique, affrontements armés, menaces de guerre

CAPITALISME ET GESTION DE LA PANDÉMIE

Le chaos de l'économie capitaliste en crise se reflète dans les relations internationales et les domine.

La pandémie et la façon dont les gouvernements la gèrent illustrent les contradictions de plus en plus aiguës de l'organisation sociale capitaliste.

D'une part, l'évolution du capitalisme lui-même lie les économies et les peuples en un tout qui implique la nécessité de réorganiser la société à l'échelle internationale. Elle offre en même temps à l'humanité les moyens de le faire. D'autre part, on assiste à des repliements nationaux dans les faits comme dans les consciences.

D'un côté, les progrès des sciences et des techniques ont permis de trouver rapidement les moyens de combattre le Covid; de l'autre, ces moyens sont refusés, de fait, à une partie de l'humanité.

D'un côté, une demi-douzaine de trusts pharmaceutiques ont la capacité de produire et de distribuer des vaccins à l'échelle internationale; de l'autre, cette capacité de planifier à cette échelle n'a pas rendu leur concurrence moins féroce. La propriété privée des moyens de production et l'existence d'États nationaux

se conjuguent pour rendre impossible de faire du vaccin « un bien commun de toute l'humanité ».

La pandémie et le sentiment d'une menace commune ont offert aux gouvernements des pays développés – ceux qui disposent d'un système de santé – l'opportunité d'imposer une discipline nationale derrière l'État. Ils l'ont saisie à des degrés divers. Mais la nature collective de la menace qui paraissait commune à tous les êtres humains n'a rien changé à la nature de classe de l'État, qui demeure l'instrument de la bourgeoisie. Toute mise au pas de la population par le pouvoir, même partiellement consentie, sert fondamentalement les intérêts de la classe dominante.

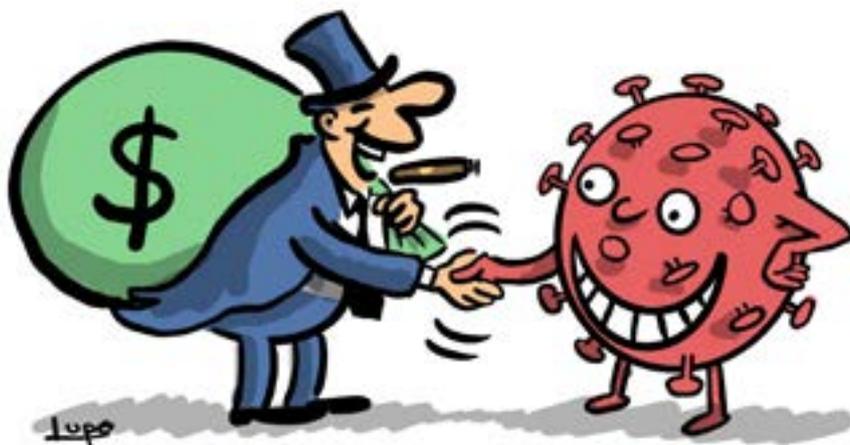
C'est également en invoquant la nécessité de limiter la circulation du virus que les États ont renforcé les barrières nationales entre les peuples. Les uns l'ont fait sous la forme « soft » d'interdire ou au moins de rendre plus compliqués les voyages d'un pays à l'autre. D'autres ont simplement ajouté des raisons sanitaires à tant d'autres, censées justifier les barbelés érigés autour de leur pays pour empêcher les migrations.

Quelle meilleure illustration des contradictions de la mondialisation sous l'égide du capitalisme que la prétention

d'arrêter la pandémie par l'isolement national et l'impossibilité de le faire? La « guerre contre la pandémie » elle-même a suscité un déchaînement d'égoïsmes nationaux (stocks de vaccins détournés au détriment d'un autre pays, vaccins fabriqués par les uns non reconnus par les autres, etc.). Elle a surtout creusé encore plus l'écart entre les pays développés, impérialistes, et les pays pauvres dont seules les couches dirigeantes ont accès aux vaccins (généralement en se rendant dans les pays plus développés).

Ce sont précisément les progrès scientifiques et techniques de l'humanité, sa capacité croissante à mesurer les dégâts que l'économie capitaliste, sa course au profit et son anarchie infligent à la nature, qui imposent les problèmes écologiques dans l'opinion publique. Il apparaît de plus en plus largement perceptible que les plus importants de ces problèmes, du réchauffement climatique à la réduction de la biodiversité, exigent une coopération internationale.

Les catastrophes naturelles elles-mêmes rappellent à l'humanité qu'elle est une et indivisible et qu'elle fait partie d'un ensemble plus vaste encore, celui du vivant. Au-delà de la société humaine, c'est la vie elle-même qui est menacée par



une forme d'organisation économique prédatrice.

Mais, en même temps qu'émerge cette conscience, elle ne se concrétise que par des conférences internationales aussi bavardes que stériles. Là encore, la propriété privée et les États nationaux constituent des obstacles insurmontables devant la mise en commun de tous les moyens élaborés par le génie humain. Ils rendent impossible de prendre des décisions correspondant aux besoins collectifs et de les mettre en œuvre.

Même ceux qui, dans la mouvance écologiste, se préoccupent sincèrement de l'avenir de la planète – et pas seulement pour se coller une étiquette d'écologiste afin de servir leurs ambitions politiques –, découragés par l'inaction des États, en restent à faire appel à la conscience individuelle. C'est encore une façon de s'opposer à la prise de conscience collective, c'est-à-dire celle de la nécessité de détruire le fondement même de l'économie capitaliste: la propriété privée des moyens de production et la course au profit.

Incapable de trouver aux problèmes de la société des solutions parce qu'elles remettraient toutes forcément en cause son credo fondamental, la recherche du profit, le capi-

talisme en crise pousse jusqu'à l'absurde les défauts de son organisation sociale: le chacun-pour-soi des individus comme des peuples, la montée des formes les plus agressives du nationalisme, la loi de la jungle. Ce qui signifie la domination des plus puissants sur les plus faibles, de la bourgeoisie impérialiste sur tous les peuples du monde.

COMPLICES CONTRE LES PEUPLES, EN CONCURRENCE LES UNS AVEC LES AUTRES

Complices pour soumettre les peuples à leur domination, les puissances impérialistes restent rivales. La récente affaire des sous-marins opposant la France à l'Australie, ou, plus exactement, l'impérialisme français à l'impérialisme des États-Unis, en a fourni une illustration éloquent. Illustration aussi que leurs relations sont basées sur le rapport de force et que l'impérialisme de seconde zone qu'est la France en est réduit à des protestations symboliques. Plus que l'annulation d'un contrat de vente de sous-marins, de plusieurs dizaines de milliards d'euros tout de même, ce dont se lamentent les dirigeants français, c'est l'annonce brutale d'une nouvelle alliance entre les États-

Unis, l'Australie et le Royaume-Uni dans le Pacifique, désignée par l'acronyme Aukus. Façon de signifier à la France qui, du haut de ses possessions d'outre-mer dans la région – Polynésie dite française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna –, prétend jouer un rôle majeur dans les affaires indo-pacifiques, qu'elle n'est qu'une vassale que les États-Unis peuvent traiter par-dessus la jambe!

Mêmes relations à la « je t'aime moi non plus » entre les deux impérialismes américain et français, alliés et néanmoins rivaux en Afrique, en particulier dans l'ancien empire colonial français. Côté jardin, ils sont alliés: leurs relations reposent sur l'aval des États-Unis à ce que la France se charge du travail de gendarme dans son pré carré, en y assurant une présence militaire, et sur la nécessité pour la France de disposer de l'appui des États-Unis, y compris logistique, ne serait-ce que pour pouvoir déployer ses troupes. Côté cour: ces deux impérialismes sont rivaux pour les ressources naturelles et pour les marchés existants ou futurs.

Un documentaire d'Arte parle d'un second partage de l'Afrique, faisant allusion au premier qui s'est déroulé à Berlin (en 1884-1885) pour dépecer le continent et le partager entre les impérialismes européens. Comme lors du premier partage, il ne s'agit pas seulement de compétition pour mettre la main sur des ressources déjà exploitées – uranium, pétrole, fer, métaux rares, etc. –, mais aussi pour occuper la place afin de rendre difficile pour un rival d'y accéder.

Plus généralement, si le continent africain n'a jamais cessé de connaître des affrontements sanglants, des guerres entre ethnies ou entre États, ce n'est pas la résurgence d'un lointain passé ou un retour aux guerres tribales d'antan.



Capture d'écran : le 17 septembre 2021 sur bfmtv.

Il y a derrière, directement ou indirectement, les rivalités entre trusts, celles entre impérialismes, et les manœuvres de leurs services secrets. Tout cela est dissimulé par les secrets, en premier lieu celui des affaires, si cher au capitalisme. L'opinion publique et même les cercles de la bourgeoisie dits informés n'en connaissent que la partie émergée. Et encore...

Le quotidien belge *Le Soir* (24 août) a décrit comment l'armée rwandaise est intervenue récemment au Mozambique pour y affronter des groupes armés djihadistes. Qu'est-ce que le Rwanda est allé chercher au Mozambique, alors que les deux pays n'ont aucune frontière commune? Un début de réponse réside dans le fait que, suite au génocide de leur ethnie par les Hutus, les Tutsis ont reconquis le pouvoir en se donnant une armée efficace, plus en tout cas que la plupart des armées du continent dont l'expérience militaire se réduit à l'oppression de leurs peuples. Mais l'intervention des groupes djihadistes, puis celle de l'armée rwandaise pour remettre de l'ordre, étaient consécutives à la découverte d'un immense gisement gazier au Mozambique, et s'effectuaient dans le contexte d'une rivalité opposant les sociétés italienne Eni et américaine Anadarko, que la française Total cherchait à évincer.

Quels étaient les rôles res-

pectifs de ces différents trusts? Seuls le savent ceux qui sont dans la confiance. Mais Total n'avait certainement pas envie de procéder aux investissements importants pour la production et la liquéfaction du gaz dans une zone de guerre...

IMPÉRIALISMES EUROPÉENS, PLUS RIVAUX QU'UNIS

Quant à cet assemblage d'impérialismes de seconde zone qu'est le noyau d'origine de l'Union européenne, l'histoire de leur vie commune illustre à la fois l'obligation de s'unir pour survivre économiquement et l'impossibilité de le faire complètement.

Les dirigeants politiques des pays impérialistes de l'Union européenne rêvent à la puissance économique qu'elle pourrait être, étant donné leur population, leur marché, la puissance de leurs industries additionnées. Leur rêve se heurte cependant, en permanence, à la réalité de la concurrence entre leurs capitalistes.

La crise économique et ses rebondissements dans les différents secteurs remettent sans cesse en cause les équilibres laborieusement élaborés entre les puissances rivales de l'Union européenne. C'est ainsi, par exemple, que l'accord compliqué entre ces pays, mis

en place en matière d'énergie, en répartissant le poids donné respectivement au charbon, au nucléaire, à l'hydraulique, à l'éolien, au photovoltaïque, est remis en cause du fait de l'augmentation brutale du prix du gaz et du pétrole, voulue par les trusts du pétrole.

Du coup, les vingt-sept pays de l'Union européenne sont divisés. La France et, dans sa foulée, l'Espagne constituent une sorte de front commun avec pour objectif de réformer le système européen de fixation du prix de l'électricité, dans lequel – pour reprendre l'expression d'un média – « *la technologie la plus chère (le gaz) détermine le prix de gros de l'électricité* ». Position qui est aussitôt partagée par la Grèce, la Tchéquie et la Roumanie, mais combattue par l'Allemagne, les Pays-Bas et plusieurs pays du Nord de l'Union européenne, « *préférant que le marché se régule lui-même* ».

Voilà l'Union européenne partagée en deux blocs, en fonction de leurs sources énergétiques ou simplement de leurs alliances.

La guéguerre autour de Jersey entre pêcheurs français et anglais peut sembler dérisoire. Elle ne l'est pas pour leur existence. Et, surtout, l'envoi sur les lieux de pêche d'un navire de guerre britannique, fût-ce pour montrer les muscles, est révélateur du climat de tension entre deux des principales puissances impérialistes d'Europe. D'autant plus que le Brexit a entraîné nombre d'autres conséquences. Certaines, comme celle induite par l'Irlande du Nord, un pied dans l'Union européenne de par ses liens avec la République d'Irlande, l'autre dans le Royaume-Uni concerné par le Brexit, tiennent de la quadrature du cercle. D'autres, comme les désaccords sur qui doit jouer les gendarmes dans la Manche pour empêcher les migrations illégales, se jouent avec la peau des migrants.



« La balle est dans ton camp !! » se crient Macron sur le Président Maquereau et Boris Johnson sur le Navire de sa Majesté Flounder. Flounder signifie à la fois une espèce de poisson, la plie, et être en difficulté. Caricature publiée dans un quotidien régional anglais le 1^{er} novembre dernier.

LES DÉBATS QUI DIVISENT LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES ET CE QU'ILS DISSIMULENT

Non seulement, l'Union européenne n'a pas résorbé les différences entre les pays impérialistes de l'ouest du continent et sa partie orientale ou balkanique, plus pauvre, mais elle les a accentuées. Les trusts allemands, français, néerlandais, etc., dominent l'économie de ces pays, en concurrence avec les trusts américains, britanniques et asiatiques. La domination des trusts et le sentiment qu'en ont les peuples offrent à toute une partie de la classe politique des pays de l'Est la possibilité de jouer sur la corde nationale pour s'opposer aux institutions européennes, en y ajoutant, comme en Pologne ou en Hongrie, une bonne dose d'autres idées réactionnaires et chauvines. Les démêlés juridico-politiques entre la Pologne et l'Union européenne sur la primauté de la souveraineté nationale ou celle des lois européennes s'enracinent dans ces rapports de domination.

En Hongrie, Orban peut d'au-

tant plus efficacement faire de la démagogie anti-immigrés et la présenter comme une illustration de la souveraineté nationale – axe de sa contestation de la « bureaucratie de Bruxelles » – que cette démagogie est largement partagée par la caste politique en Europe. Quant aux barbelés qu'il a érigés en 2015 sur la frontière avec la Serbie, ils sont déjà imités par la construction d'un mur à la frontière qui sépare la Pologne de la Biélorussie. Est-il besoin de rappeler que le mur érigé par l'Espagne autour de Melilla est bien antérieur (1996) à celui élevé par Orban, et que les grands pays d'Europe occidentale, dite civilisée, ont transformé la Méditerranée et la Manche en « barrières » mortelles pour préserver leur « Europe-forteresse ».

Dans cet Est européen aux peuples entremêlés depuis des siècles, le nationalisme exacerbé des gouvernements se traduit par une oppression accrue pour les minorités nationales. Les unes furent transformées en minorités par les traités de Versailles ou de Yalta, les autres par l'éclatement de la Yougoslavie, ou celui de l'Union sovié-

tique (Russes en Ukraine ou dans les pays baltes, Hongrois en Roumanie, en Slovaquie et en Serbie, Roumains et Hongrois en Ukraine, etc.). Cette oppression se cantonne pour l'essentiel, à toutes sortes de discriminations, notamment dans le domaine scolaire ou celui du droit d'utiliser sa langue dans l'administration. Mais, parfois, notamment à l'égard des Roms, elle peut prendre un caractère brutal.

Dans cette région, la multiplication des États n'est généralement pas une libération pour les minorités, mais une aggravation de leur oppression. L'éclatement de la Yougoslavie dans l'horreur et le sang a donné, en négatif, l'illustration de la nécessité de la forme fédérale de l'État, avec des droits identiques pour les peuples qui le composent, idées longtemps défendues par le mouvement ouvrier.

L'oppression des minorités nationales, ethniques ou religieuses, est une des caractéristiques fondamentales du monde dominé par l'impérialisme. Elle ne peut que s'aggraver en période de crise.

Si, dans un certain nombre de pays, elle pousse des minorités à émigrer (Rohingyas en Birmanie, notamment), dans d'autres pays, elle finit par provoquer la révolte contre l'État central comme en Éthiopie. C'est un facteur puissant de déstabilisation dans nombre de régions du monde.

DÉSTABILISATION ET ÉTATS EN DÉCOMPOSITION

Cette déstabilisation se traduit en permanence par un nombre élevé de conflits locaux ou régionaux dans lesquels s'épuisent les peuples comme les communautés. Ces conflits locaux entraînent, directement ou indirectement, l'intervention des puissances régionales

(Turquie, Iran, Arabie saoudite...) qui, même lorsqu'elles ne sont pas manipulées d'emblée par des puissances impérialistes, en deviennent tôt ou tard les instruments.

La crise économique est directement la cause de la décomposition en cours de l'État libanais. Elle exacerbe bien d'autres forces de dislocation (dont le confessionnalisme institutionnalisé), créées à l'origine par des rivalités entre les impérialismes français et britannique.

Ces facteurs de dislocation, ethniques ou religieux, n'existent pas en Haïti. Là, l'appareil d'État se décompose, au profit des gangs armés, dans la corruption, au milieu de la misère sans fin des masses populaires. À la bande armée officielle de l'État haïtien, à son appareil d'État, à sa police, se substituent, progressivement mais violemment, des bandes armées privées, vivant de rapines, de kidnappings, de chantage. Et toute cette plongée dans l'abîme se produit à quelques encablures seulement de la Floride, une des régions où s'étale le plus la richesse de la bourgeoisie de la plus grande puissance impérialiste du monde...

Du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à la guerre au Yémen, en passant par les guerres simultanées ou successives qui déchirent le Moyen-Orient et l'Afrique, les conflits locaux et régionaux plongent toute une partie de l'humanité dans la souffrance, la destruction et la mort. Ces conflits sont des effets inévitables de la domination impérialiste sur le monde. Non seulement, l'impérialisme sait vivre avec, mais il s'en sert pour perpétuer sa domination. Ses trusts en tirent avantage en vendant des armes et des munitions aux couches dominantes de ces pays. La corruption du personnel politique local facilite la mainmise des trusts sur leurs richesses. Et dresser les



PHILIPPE DE POULPIQUET

Un soldat de l'opération Barkhane au Sahel.

peuples dominés les uns contre les autres permet aux puissances impérialistes de perpétuer leur domination.

Le monde impérialiste dans son ensemble est une poudrière. Il l'est plus encore dans des périodes de crise où les tensions existantes sont aggravées. De nouvelles tensions apparaissent inévitablement là où les masses opprimées sont, en outre, poussées vers une misère plus grande. Il suffit de voir ce qui se passe au Soudan au moment où ce texte est rédigé.

Personne ne peut prédire quelle étincelle mettra le feu aux poudres. Non seulement, la bourgeoisie impérialiste s'y attend en permanence, mais elle s'y prépare.

Malgré l'éclatement de l'Union soviétique, ennemie principale qui servait de prétexte aux dirigeants de l'impérialisme pour la course permanente aux armements, celle-ci n'a jamais cessé. Cependant, comme le signale le SIPRI (Stocholm international Peace Reserch Institute), « les transferts internationaux d'armes restent proches de leur niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre froide ». Tout comme n'ont pas disparu, du côté des puissances impérialistes, le jeu des alliances et des pactes militaires, dans la perspective

d'une future conflagration générale qu'elles considèrent toutes comme inévitable.

L'hebdomadaire britannique *The Economist*, cité dans *Courrier International* du 24 juin 2021, consacre un article à la « Première puissance militaire européenne, la France, [qui] se prépare à l'éventualité d'un conflit de haute intensité, État contre État ». Il cite celui qui est devenu chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard : « Nous devons absolument nous préparer à un monde plus dangereux ». Ce qui nécessite ce qu'il définit comme un « durcissement » de l'armée de terre. [...] Et il se félicitait : « Le budget de la Défense pour 2019-2025 a été nettement augmenté, pour atteindre 50 milliards d'euros par an à la fin de cette période, une hausse de 46% par rapport à 2018 », ajoutant : « Entre 2010 et 2025 les équipements de l'armée auront plus changé que dans les quarante années qui se sont écoulées entre 1970 et 2010. »

L'article développe encore : « Le spectre d'un conflit de grande intensité est désormais tellement répandu dans la pensée militaire française que le scénario dispose de son propre acronyme : HEM, ou hypothèse d'engagement majeur. Les adversaires ne sont pas désignés, mais les analystes évoquent non

seulement la Russie, mais aussi la Turquie ou un pays d'Afrique du Nord.»

Il en va évidemment de même, à bien plus grande échelle, aux États-Unis. Les guerres au Mali, pour la France, ou en Afghanistan, pour les États-Unis n'ont été en quelque sorte que des exercices d'entraînement pour les pays impérialistes. Sous l'influence des États-Unis, principale puissance impérialiste, les milieux militaires comme diplomatiques se focalisent sur une confrontation avec la Chine. Une préoccupation largement relayée par les médias du monde entier.

Une confrontation entre deux des États les plus puissants du monde serait le début d'une guerre mondiale.

La mer de Chine, le Sud-Est asiatique, ses îles à la souveraineté contestée, Taïwan en tête, ses détroits, ses grandes routes commerciales, sont devenus le point chaud de la planète. L'endroit aussi où sont face à face deux des armées les plus puissantes du monde.

La presse est quasi unanime pour s'en prendre à «l'agressivité de la Chine», alors que ce sont les navires de guerre américains qui sont à ses portes, et non l'inverse. C'est la Chine qui est encerclée non seulement par le dispositif américain, mais aussi par une coalition de puissances impérialistes (Japon, Australie, Royaume-Uni), plus ou moins accompagnée par les Philippines ou l'Inde voisines.

Se multiplient depuis un certain temps des articles et des ouvrages qui, en partant d'un titre du *Financial Times* (toujours cité par *Courrier International* du 24 juin): «*Nous sommes entrés dans une guerre froide 2.0*», parlent d'une «escalade».

Dans un ouvrage récent, un directeur de recherche au CNRS en matière de stratégie, Jean-Pierre Cabestan, se demande:

Demain, la Chine: guerre ou paix? (Gallimard, 2021). Le livre ne répond évidemment pas à la question. Il donne cependant nombre d'éléments de réflexion, les uns pour appuyer l'idée que la compétition engagée sur le plan économique, diplomatique et, de plus en plus, militaire entre les deux puissances, conduit inévitablement à la guerre; les autres évoquent le fait que la confrontation entre les États-Unis et l'Union soviétique n'ayant pas débouché sur une troisième guerre mondiale, il y a encore moins de raisons pour que ce soit le cas entre les États-Unis et la Chine, dont les économies sont tellement interpénétrées qu'un conflit serait impensable.

Laissons les stratèges en chambre élaborer des hypothèses dont le seul lien avec la réalité est qu'elles font vendre du papier...

Malgré les liens économiques de plus en plus forts entre les États-Unis et la Chine, malgré l'interpénétration industrielle, commerciale et surtout financière des États-Unis et de la Chine – dans laquelle la puissance économique des États-Unis reste dominante par rapport à la Chine, en position de subordonnée –, une guerre est possible.

Les liens économiques puissants entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne à la veille de la Première Guerre mondiale,

doublés de liens familiaux entre les deux dynasties régnantes, n'ont pas empêché la guerre d'éclater et de se cristalliser autour de l'opposition entre ces deux puissances impérialistes.

Et, dans les relations entre les États-Unis et la Chine, ce n'est certainement pas la Chine, en position défensive, mais l'impérialisme, qui est le facteur de guerre. Elle se déclencherait lorsque l'impérialisme américain y trouvera son intérêt ou en ressentira la nécessité.

Contrairement à la Première et surtout à la Deuxième Guerre mondiale, aucun enchaînement n'est perceptible, permettant de prévoir comment et à quelle échéance la guerre pourra se déclencher. Mais les bourgeoisies impérialistes savent qu'elle est inévitable, et leurs états-majors, leurs diplomates n'ont jamais cessé de s'y préparer. Dans cette préparation, les médias apportent déjà leur contribution dans le sens qu'ils préparent l'opinion publique à cette éventualité.

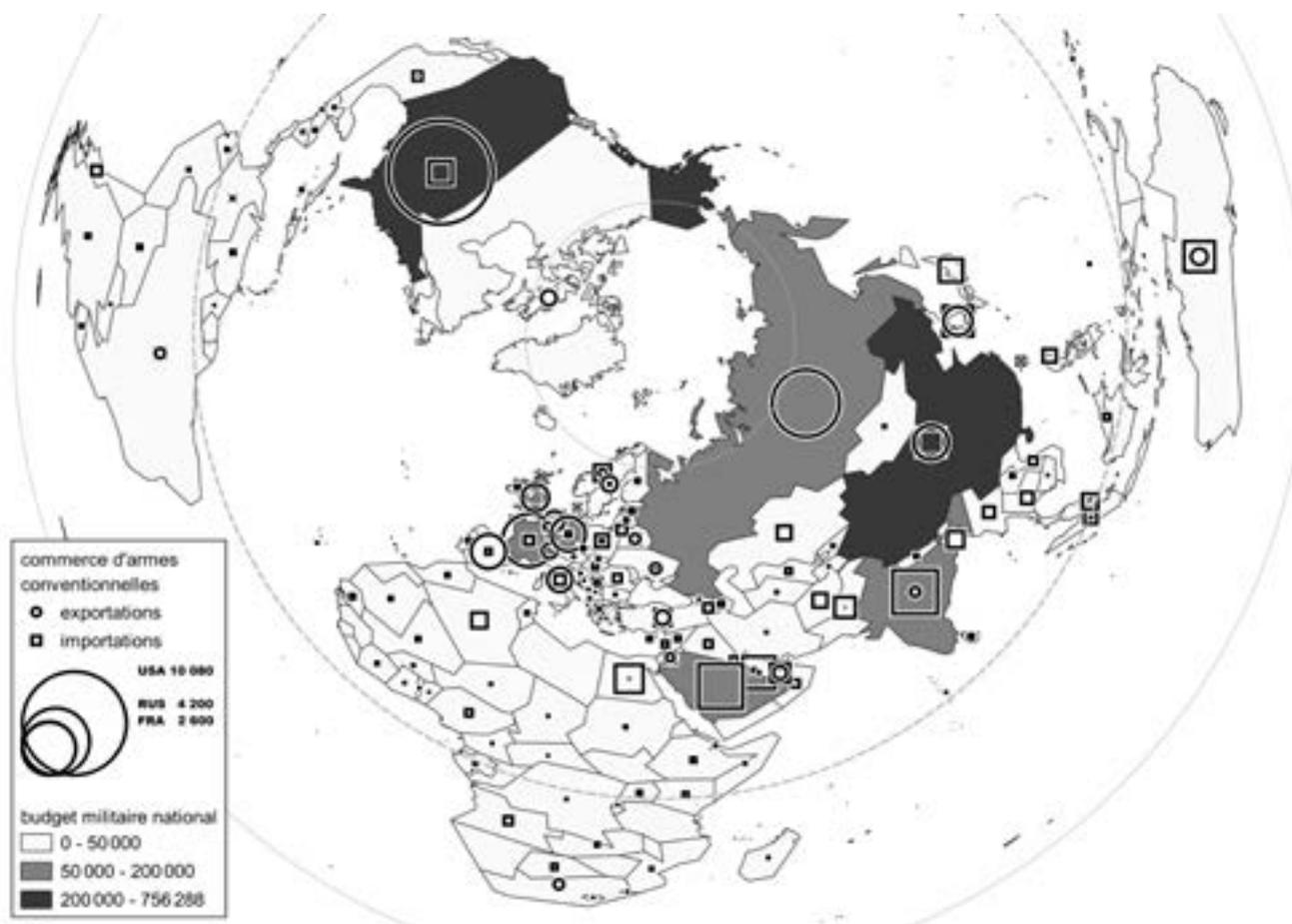
La préparation de l'opinion publique est un aspect important de la préparation militaro-stratégique qui se fait dans la discrétion des états-majors ou derrière le langage feutré des diplomates échafaudant des alliances.

L'article déjà cité de *The Economist*, sur la façon dont l'état-major français se prépare à la guerre, fait état de «groupes



Le porte-avions *Ronald Reagan* actuellement déployé en mer de Chine

JASON TARLETON NAVY TIMES



Les ventes et achats d'armes dans le monde. Source : SIPRI 2021. Chiffres : moyennes 2019-2020, en millions de dollars.

de travail chargés d'analyser la capacité du pays à faire face à un conflit de haute intensité» et ajoute : « Ces groupes étudient aussi bien le risque de pénuries de munitions que la résistance de la société, y compris à la question de savoir si les citoyens sont «prêts à accepter un niveau de pertes que nous n'avons jamais connu depuis la Seconde Guerre mondiale» explique l'un de ses membres. » Derrière le cynisme, il y a la froide détermination des serviteurs militaires de la bourgeoisie.

Pour les populations de Syrie, du Yémen, de Somalie ou du Soudan, comme pour celles d'un grand nombre de pays d'Afrique ou d'Asie, la guerre est déjà là. Et personne ne peut avoir la certitude que ces guerres, encore locales ou régionales, ne se révéleront pas demain être des étapes d'une future confrontation générale. Comme ont été des étapes, bien avant le 1^{er} septembre 1939,

la guerre menée en Éthiopie par l'Italie à partir de 1935 ou l'invasion par le Japon de la Mandchourie (1931) puis de la Chine (1937).

La guerre est en réalité le mode d'existence de l'impérialisme.

Pour une organisation communiste révolutionnaire, la lutte contre l'impérialisme ne peut être aujourd'hui, pour l'essentiel, qu'une activité de propagande et d'explication auprès des travailleurs et des militants. Elle consiste à expliquer que, bien au-delà de l'exploitation au quotidien, la domination de la bourgeoisie impérialiste, qui est déjà derrière une multitude de guerres locales et régionales, porte en elle la menace d'une troisième guerre mondiale. Seul le renversement du pouvoir de la bourgeoisie peut mettre fin à l'impérialisme et écarter la catastrophe menaçant de frapper toute l'hu-

manité avec une ampleur sans précédent, même en comparaison avec les Première et Deuxième Guerres mondiales, avec respectivement 18 millions et 50 millions de morts.

Mais, à côté de la propagande, il est aussi important, dans l'agitation au jour le jour, de prendre le contrepied de la bourgeoisie, de ses politiciens et de ses médias, en combattant non seulement le chauvinisme, la xénophobie, mais aussi le patriotisme, c'est-à-dire toute idée de collaboration de classe, d'identité d'intérêts, entre la classe exploiteuse et la classe exploitée. Il ne peut y avoir aucune communauté d'intérêts entre ceux qui préparent une catastrophe pour l'humanité et ceux qui en seront les victimes ! L'abandon de l'internationalisme est le principal signe de trahison du camp du prolétariat.

Dans le *Programme de tran-*

sition, rédigé en 1938, c'est-à-dire un an avant le début de la Deuxième Guerre mondiale qui, en réalité, était déjà commencée, Trotsky écrivait : « Dans la question de la guerre, plus que dans toute autre question, la bourgeoisie et ses agents trompent le peuple par des abstractions, des formules générales, des phrases pathétiques : « neutralité », « sécurité collective », « armement pour la défense de la paix », « défense nationale », « lutte contre le fascisme », etc. Toutes ces formules se réduisent en fin de compte, à ce que la question de la guerre, c'est-à-dire du sort des peuples, doit rester dans les mains des

impérialistes, de leurs gouvernements, de leur diplomatie, de leurs états-majors, avec toutes leurs intrigues et tous leurs complots contre les peuples. »

Certaines de ces « phrases pathétiques » n'apparaissent plus d'actualité. D'autres seront peut-être recyclées. Les serviteurs intellectuels de la bourgeoisie en inventeront de nouvelles, aussi trompeuses. Lorsque la menace de la généralisation de la guerre prendra un aspect concret, le prolétariat sera inévitablement surpris et trompé, poussé derrière ses gouvernants, comme il l'a été lors du déclenche-

ment de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale. Quelques informations venant des États-Unis rapportent déjà des exemples d'une montée de l'agressivité antichinoise.

L'avenir du prolétariat et celui de l'humanité dépendront de la rapidité avec laquelle il retrouvera sa conscience de classe et son rôle dans la transformation de la société. Une fois la guerre commencée, cette conscience de classe ne pourra se traduire que par l'expression de Lénine : « *Transformer la guerre impérialiste en guerre civile* ».

29 octobre 2021



La situation internationale - deuxième partie

États-Unis

Après l'effondrement de l'économie en 2020, les politiciens, à commencer par l'administration démocrate, vantent la reprise des derniers mois. Le taux de chômage officiel est revenu à 4,8% ce qui fait quand même officiellement 7,7 millions de chômeurs. Mais surtout ce chiffre (qui était de 3,5% en février 2020) est tronqué, toute une partie des travailleurs n'étant plus sur le marché de l'emploi. Un indicateur plus fiable est le taux de participation à l'emploi, autrement dit le rapport entre le nombre d'actifs et celui des personnes en âge de travailler. De 67% au début des années 2000, de 63,3% avant la crise sanitaire, ce taux est maintenant de 61,6%, un niveau historiquement bas. Quelque 40 millions de personnes se sont retirées du marché du travail, ne s'inscrivant même plus au chômage car elles ne pourraient bénéficier d'allocations, et ne sont donc plus comptées dans les statistiques. Le niveau réel du chômage serait ainsi plutôt de 25%. Les aides aux chômeurs mises en place au plus dur de la pandémie sont progressivement supprimées, de façon à forcer les travailleurs au chômage à accepter les pires emplois. Et malgré cela, le pays compte cinq millions d'emplois de moins qu'avant le Covid; il s'agit en particulier de femmes qui sont sorties du marché du

travail pour s'occuper de parents âgés ou d'enfants à leur domicile.

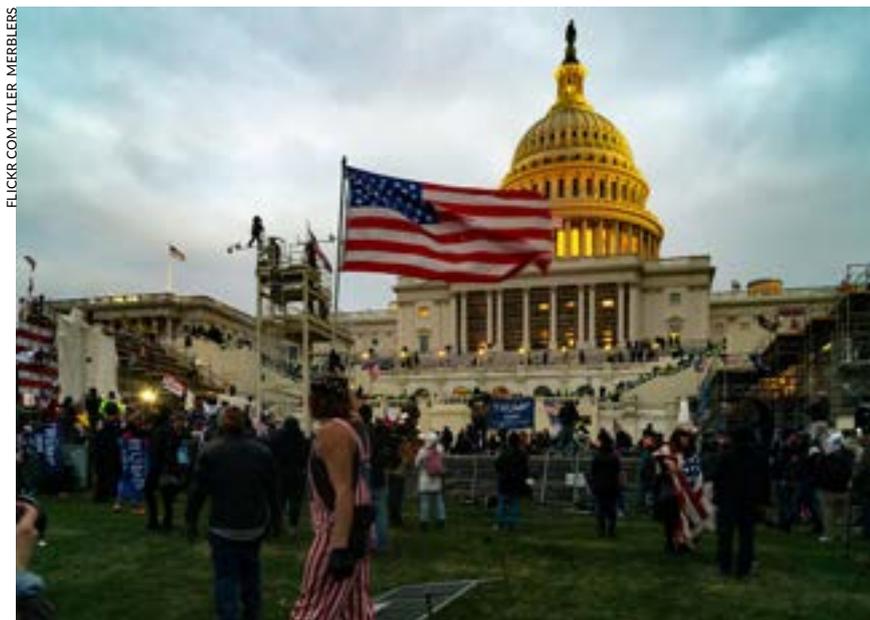
En revanche, les cours boursiers ont depuis longtemps retrouvé leur santé d'avant la pandémie. En février 2020, l'indice Dow Jones atteignait 29 000, il est maintenant supérieur à 35 000. Avec la pandémie, les patrimoines des capitalistes ont explosé. La richesse totale des milliardaires a augmenté de 70%. 745 milliardaires possèdent maintenant plus de 3 000 milliards de dollars, soit deux tiers de plus que le patrimoine cumulé des 165 millions de personnes qui constituent la moitié la plus pauvre de la population. La fortune de Jeff Bezos (Amazon) s'est accrue de 70% en deux ans, celle de Mark Zuckerberg (Facebook) de 115%, et celle d'Elon Musk (Tesla, Space X) de 750%. En une journée, le 25 octobre, le patrimoine de Musk s'est accru de 25 milliards de dollars.

Au cours des deux années de pandémie, 90 millions d'Américains ont perdu leur travail, 45 millions d'entre eux ont contracté le virus et 738 000 en sont morts. L'espérance de vie a diminué d'un an et demi, une baisse certes due en premier lieu au Covid, mais qui a d'abord frappé les ouvriers, les travailleuses de la santé, et les plus pauvres de façon générale. Comme souvent, les États-Unis

incarnent le capitalisme dans sa forme chimiquement la plus pure, avec l'opulence la plus indécente à un pôle, et l'exploitation la plus féroce à l'autre.

Après des semaines de contestation des résultats, l'élection présidentielle du 3 novembre 2020 s'est soldée par la victoire de Biden. L'abstention a été plus basse que d'habitude. Sans doute parce que le candidat démocrate, qui n'avait pas même l'image d'un réformateur, mais plutôt celle d'un vieux baron de la politique, aussi lisse que loyal vis-à-vis de la bourgeoisie, est parvenu à capitaliser sur la haine suscitée par Trump dans toute une partie de l'électorat. Mais les résultats montrent aussi que ce dernier a gardé l'assise qui lui avait permis, en 2016, d'écarter les caciques du Parti républicain, puis de s'imposer face à Hillary Clinton. En 2020, il a obtenu 74 millions de voix, soit 11 millions de plus que quatre ans auparavant. Si nous connaissons mal l'état de l'opinion aujourd'hui dans les classes populaires américaines, il est certain qu'une fraction d'entre elles continue de se reconnaître dans Trump, ou du moins dans les idées protectionnistes et xénophobes qu'il porte. Il n'a pas dit son dernier mot.

Si l'assaut du Capitole, le siège du Congrès, le 6 janvier 2021 à Washington, par quelques



L'envahissement du Capitole, le 6 janvier 2021.

milliers de militants chauffés à blanc contre les résultats de l'élection, ne relevait pas d'une tentative de coup d'État, il a rappelé qu'il existe aux États-Unis une extrême droite bien vivante, qui n'est pas cantonnée à la marginalité mais pouvait s'appuyer sur le président alors en exercice. Cette extrême droite utilise la violence, et certains de ses militants avaient même projeté l'enlèvement de la gouverneure du Michigan. Elle a également surfé sur l'opposition aux confinements, aux fermetures des commerces, aux masques et aux vaccins. Pour l'heure, ni la grande bourgeoisie ni les sommets de l'appareil d'État ne souhaitent recourir à cette mouvance raciste, conspirationniste ou fasciste. Mais ces forces se préparent, se tiennent en réserve, et tirent la politique américaine vers la droite. Autrement dit, la victoire de Biden n'est nullement le signe d'un rééquilibrage de l'opinion amé-

ricaine vers la gauche.

Après ses vagues promesses, c'est la continuité avec Trump qui s'impose. Les plans de relance de Biden sont progressivement vidés de tout ce qui concernait les travailleurs (aide aux familles, assurance santé, gratuité de l'enseignement supérieur). L'impôt sur les sociétés ne sera pas ramené à ce qu'il était avant Trump. La promesse d'un salaire minimum fédéral à 15 dollars de l'heure ne sera pas tenue, et l'inflation, maintenant officiellement supérieure à 5 %, grignote chaque jour le pouvoir d'achat des classes populaires. Les violences policières, les meurtres de Noirs en particulier, se poursuivent avec la même impunité. Les menaces qui planent sur le droit des femmes à l'IVG s'aggravent, comme on le voit avec les mesures adoptées par le Texas contre l'avortement. Les migrants sont traités aussi mal par le gouvernement Biden

qu'ils l'étaient par l'administration Trump, comme l'a montré l'expulsion récente de milliers d'Haïtiens refoulés des États-Unis. La gauche du Parti démocrate (Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez...), qui a fait campagne pour Biden, en prétendant le tirer vers la gauche, en est pour ses frais. Ce ne sont pas sur de tels marchands d'illusions que les travailleurs peuvent compter.

Ces dernières semaines, les médias se sont fait l'écho de grèves, ce qui est inhabituel. Chez le fabricant de matériel agricole John Deere, 10 000 salariés sont en grève pour les salaires dans 14 usines et entrepôts; c'est la grève la plus importante dans une entreprise privée depuis celle de General Motors en 2019. Chez Kellogg's, 1 400 travailleurs sont en grève dans quatre usines produisant des céréales pour le petit-déjeuner. 2 000 travailleurs hospitaliers sont en grève à Buffalo, contestant le sous-effectif et les conditions de travail. Il ne faut pas exagérer l'ampleur de ces grèves, moins nombreuses qu'en 2018 ou 2019 : elles se produisent alors que les contrats de travail sont renégociés, et ne concernent pour l'instant qu'une toute petite fraction de la classe ouvrière. Mais que des travailleurs refusent d'enrichir indûment les actionnaires, alors que leur propre niveau de vie se dégrade sous les coups de boutoir du patronat, c'est à saluer. Dans ce pays qu'on nous présente comme débarrassé de la lutte des classes, renouer avec celle-ci est, pour les travailleurs américains, la seule perspective. □

Chine

La crise sanitaire conjuguée à la crise économique a durement frappé l'économie chinoise. Nous ne savons pas grand-chose des effets de la crise sur le plan social, ni comment cela a affecté les dif-

férentes classes sociales, encore moins leurs réactions respectives.

Malgré l'insuffisance des informations en provenance de Chine, une petite lumière laisse entrevoir une réalité à

la suite de la menace de faillite qui a pesé – et qui pèse toujours – sur le géant de l'immobilier Evergrande. Nombre de chantiers ont été abandonnés, victimes de la spéculation immobilière, parfois des villes en-

tières ont été transformées en villes fantômes avant d'avoir eu un début d'existence, laissent cependant imaginer le nombre de licenciements dans le bâtiment, l'ampleur du chômage qui en résulte et la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière. L'importance des pertes laisse aussi deviner l'enrichissement résultant de la spéculation immobilière.

Aucun raisonnement ne permet en revanche d'apprécier ce que les travailleurs de ce pays ont pu ressentir en comparant la dégradation de leurs conditions d'existence et les milliards mis en jeu du côté de la bourgeoisie et des différents milieux liés au sommet du pouvoir.

Si la dictature peut étouffer les réactions éventuelles venant de la classe ouvrière et surtout empêcher qu'elles soient connues, elle ne pourra pas empêcher une explosion sociale, si elle devait avoir lieu.

La presse bourgeoise occidentale glose beaucoup autour de l'évolution autoritaire du régime chinois. Elle fonde ses affirmations sur des faits visibles même de l'extérieur, tels, par exemple, la répression à l'égard des populations ouïghoure ou tibétaine, ainsi que le pouvoir accru de Xi Jinping, devenu pratiquement président à vie de la Chine.

Mais, sur le plan social, les exemples le plus souvent évoqués concernent les réactions du pouvoir étatique contre de grandes entreprises plus ou moins liées à l'État et ceux qui les dirigent, que ce soient des dignitaires de l'État, voire du Parti dit communiste, ou leurs congénères qui ont viré leur cuti en devenant d'authentiques bourgeois. On ne cite ici que les démêlés du pouvoir avec Alibaba, équivalent chinois d'Amazon, avec Jack Ma, son président, ou Guo Guangchang, le « Warren Buffet chinois », dirigeant de Fosun.

Plusieurs autres « nouveaux riches » sont tombés, les uns disparus plus ou moins longtemps, d'autres réduits au silence : un certain Dun Dawu, à la tête d'un conglomérat spécialisé dans l'agriculture, condamné à 18 ans de prison ; un autre, Lai Xiamin, à la tête du conglomérat financier China Huarong, condamné à la peine capitale.

Passons sur la façon de procéder du pouvoir contre ses propres dignitaires, aussi autoritaires et corrompus les uns que les autres. Les accusations de prévarication, de détournement, voire d'affaires de mœurs, peuvent d'autant plus facilement être utilisées par le pouvoir politique dans son bras de fer avec les nouveaux riches qu'elles sont crédibles.

La bourgeoisie occidentale et ses porte-parole savent cependant reconnaître les leurs, et c'est lorsque ce pouvoir s'en prend aux plus riches qu'ils soulèvent la suspicion d'autoritarisme.

Envers les classes populaires, le régime a toujours été plus qu'autoritaire, dictatorial, à travers toutes ses métamorphoses, de Mao à Xi Jinping en passant par Deng Xiaoping.

Face à la crise, les dirigeants chinois réagissent fondamentalement comme les dirigeants des grandes puissances, y compris impérialistes : en renforçant l'étatisme. À ceci près que l'étatisme a des limites bien plus étroites dans les vieilles puissances industrielles qu'en Chine.

Dans les grands pays impérialistes, l'interventionnisme de l'État a pour limite le fait qu'il a en face de lui une bourgeoisie ancienne, bien installée, solide, habituée à ce que l'État soit à son service et qui a les moyens de l'imposer. Ce n'est pas le cas en Chine. Les générations de Deng Xiaoping et de Xi Jinping bénéficient de l'héritage de Mao, ou plus exactement de la révolte paysanne qui l'avait

porté au pouvoir en lui permettant de créer un appareil d'État puissant, au point d'échapper à sa naissance aux pressions continues de la bourgeoisie nationale et de pouvoir résister pendant des décennies aux tentatives de l'impérialisme de le soumettre.

Au fil du temps, le régime chinois, tout en continuant à s'intituler communiste, a laissé libre cours à un capitalisme sauvage. Issue de l'ancienne bourgeoisie d'avant l'époque de Mao ou de l'appareil d'État, voire des hautes sphères du Parti dit communiste, une bourgeoisie nouvelle en a profité pour faire des affaires et pour prospérer.

Mais l'État chinois a toujours gardé assez de pouvoir pour contrôler « ses » bourgeois dans une large mesure, en tout cas assez pour les empêcher de détruire l'appareil d'État lui-même. Le durcissement du régime fait partie de ce bras de fer au sein même de la classe dirigeante.

En guise d'exemple à ne pas suivre, les dirigeants chinois ont eu le précédent de l'ex-Union soviétique, du moins de sa période eltsinienne. Précédée au temps de l'URSS par la perestroïka, la politique de Eltsine – encourager les bureaucrates à devenir riches, et les riches à se transformer en bourgeois – a conduit à l'éclatement de l'Union soviétique et à l'affaiblissement de l'État. Il aura fallu Poutine et son ambition de rétablir la « verticale de l'État » pour stopper cette évolution.

Le pouvoir chinois, tout en encourageant la course à l'enrichissement, ne veut pas que cet enrichissement conduise à l'affaiblissement de l'État central. Le souvenir d'une Chine partagée entre seigneurs de guerre et, par là même, à la merci des puissances impérialistes concurrentes, n'est pas assez ancien pour que le pouvoir

en place souhaite revoir une version modernisée de cette situation. Dans quelle mesure y parviendra-t-il ?

La menace existe d'autant plus que le pouvoir chinois, dans sa course pour participer au monde capitaliste, à ses marchés, à ses institutions, donne sans cesse des armes supplémentaires que l'impérialisme peut retourner contre lui.

Un article du *Monde diplomatique* (novembre 2021) décrit comment « *misant sur le patriotisme limité et l'appétit illimité des groupes internationaux, il a levé des barrières qui bloquaient l'accès à certains segments de marché des capitaux nationaux et délivré des licences à de grands groupes américains pour qu'ils puissent exploiter des filiales à 100% ou à participation majoritaire sur des marchés spécialisés (gestion de patrimoine, primes, émission d'obligation, assurances, notation, etc.)* ». En ont profité des groupes financiers aussi puissants que Goldman Sachs, BlackRock, JPMorgan Chase, Citibank et quelques autres du même genre. Au point qu'une publication américaine,

Global Times, a pu écrire : « *La Chine s'ouvre alors que les États-Unis se ferment.* »

Le même article affirme que, suite à ces licences accordées aux grands groupes américains, « *les flux entrants américains en Chine ont totalisé 620 milliards de dollars pendant la présidence de Donald Trump, auxquels il faut ajouter des dizaines d'introductions en Bourse d'entreprises chinoises sur les places américaines. Fin 2019, les investisseurs américains détenaient au moins 813 milliards de dollars d'actions et d'obligations chinoises, contre 368 milliards en 2016. Le total atteindrait 1 000 milliards aujourd'hui.* »

Cet article affirme encore, à juste raison, que « *l'ascension de la Chine a été rendue possible par une intégration contrôlée au marché mondial.* »

C'est incontestable pour le passé. Mais pas une garantie pour l'avenir. La Chine est engagée dans la course à l'intégration dans le marché mondial capitaliste. Mais ce marché est dominé par l'impérialisme, principalement américain. La puissance financière de l'impé-

rialisme américain, alliée à une bourgeoisie nationale chinoise pour le moment plus ou moins contrôlée, représente un ferment de dislocation extraordinairement fort. La constitution de baronnies régionales au sein de l'appareil d'État peut en être les prémisses.

Le maoïsme n'a jamais représenté les intérêts du prolétariat ni de la révolution prolétarienne. Il a incarné la révolution nationale – c'est-à-dire les intérêts de la bourgeoisie –, menée en s'appuyant sur la paysannerie. Mais il a su, contre vents et marées, maintenir un État national chinois capable de résister à la domination politique de l'impérialisme. Mao avait su faire face à la menace militaire. Mais la pénétration de l'impérialisme, même sous la forme pacifique des placements de capitaux, peut annihiler les acquis de la guerre d'émancipation nationale dont Mao et le maoïsme ont été le symbole.

L'avenir de la Chine se joue en réalité dans la lutte des classes, entre le prolétariat chinois et la bourgeoisie, tant nationale qu'impérialiste. Les lois de la lutte des classes sont plus puissantes que la volonté des dirigeants chinois. Si la bourgeoisie impérialiste continue à dominer le monde, il n'est pas dit que les acquis de la révolution nationale chinoise de 1948-1949, avant tout son émancipation de la domination politique directe de l'impérialisme et l'unité du pays, puissent être préservés. Pour le moment, l'intervention du prolétariat chinois sur le terrain politique est invisible, sinon inexistante. Mais c'est la seule alternative face à l'avenir que l'impérialisme réserve à la Chine.



La Bourse de Shanghai, parmi les premières du monde, attire les investisseurs étrangers.

Ex-URSS

Trente ans après l'implosion de l'Union soviétique qu'avaient provoquée, en décembre 1991, les luttes de pouvoir au sommet

de la bureaucratie post-staliniennne, l'effondrement économique et l'immense chaos socio-politique qui s'en étaient

suisvis, où en sont les États issus de la décomposition de l'URSS ?

Si l'on excepte les républiques baltes (Estonie, Lettonie)



Marché de Noël dans une ville du Caucase du Nord (en décembre 2015).

nie, Lituanie), trois petits pays qui n'ont échappé au sort du reste de l'URSS qu'en étant intégrés dans l'Union européenne comme parents pauvres et éloignés par les grandes puissances impérialistes, les États nés de la fin de l'URSS restent marqués, dans leur grande majorité, par une instabilité chronique. Cela sur fond de régression sociale et économique, d'explosion de la pauvreté, de mise en place de régimes autoritaires, sinon ouvertement dictatoriaux, garants d'une économie de prédation, dont profitent bien sûr leurs dirigeants du moment, mais en définitive plus encore les grands groupes capitalistes qui dominent l'économie mondiale.

En Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan et dans les pays d'Asie centrale ex-soviétique, cette instabilité se manifeste notamment par la permanence de conflits, tantôt larvés, tantôt ouverts, entre voisins, et à l'intérieur de chaque État, que travaillent des forces antagonistes par le chauvinisme exacerbé des tenants de régimes nouveaux venus sur la scène internationale en tant qu'entités indépendantes, et par les séparatismes de nationalités minoritaires qu'opprime le pouvoir central.

La Russie, pays le plus puissant et le plus développé de l'ex-URSS, n'a rompu avec le chaos de la première décennie

post-soviétique, qu'en laissant à Poutine le soin de rétablir la « verticale du pouvoir » et le reprise en main de la caste qui gère l'État. Les grands appareils de l'État russe avaient en effet fini par se convaincre qu'il y avait là une condition essentielle à la perpétuation d'un ordre qui assure leur enrichissement, leur position et leurs privilèges, ainsi que ceux d'une bourgeoisie qui a émergé de leurs rangs.

Cela a assuré à la Russie un certain regain économique, jusqu'à ce que les contrecoups de la crise financière mondiale de 2008, puis l'aggravation de la crise générale de l'économie capitaliste mettent à mal ce qui est devenu le pilier central de l'économie et de l'enrichissement de la bureaucratie en Russie: l'exportation de ses matières premières, au premier chef énergétiques.

Pour faire face à la contraction de ses revenus, donc de la rente à laquelle s'abreuvent des millions de bureaucrates, le pouvoir s'est retourné contre la population. Il a promulgué toute une série de mesures (dont un fort recul de l'âge de départ en retraite) qui aboutissent à ce que près de 20 millions de Russes (soit un sur sept) vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté et à ce que le revenu réel des travailleurs a reculé de 10% depuis 2013.

D'où un rejet du pouvoir qui,

s'il reste généralement passif, hormis les manifestations de 2018 contre les attaques gouvernementales sur les retraites, va grandissant.

La défiance des couches populaires à l'égard du pouvoir et de ce qui en émane se vérifie en creux dans le très faible taux de vaccination anti-Covid (30%), malgré un nombre de morts record en Europe et malgré les sanctions (généralement, le licenciement) qui frappent les récalcitrants dans le secteur public, et dans diverses branches d'activité aux mains du privé, telle l'industrie automobile.

Les élections législatives de septembre ont, à leur façon, reflété ce désaveu du pouvoir. Si, du fait de ses habituels manœuvres et tripatouillages des résultats, le Kremlin l'a emporté, il ne peut guère présenter cela comme un soutien populaire à sa politique, l'abstention ayant été, même selon les chiffres officiels, plus massive que lors des scrutins précédents, en particulier dans la classe ouvrière, pour autant que l'on puisse en juger.

Ensuite, si le parti du Kremlin, Russie unie, garde la majorité absolue à la Douma, il y a perdu 20 sièges, au profit essentiellement du Parti communiste (KPRF). Faute de mieux, des électeurs populaires et souvent jeunes ont en effet usé du vote KPRF pour dire leur rejet du pouvoir, même si ce parti participe du régime en tant qu'opposition de sa majesté. À la différence des scrutins précédents, le « vote intelligent » (un « tout, sauf Poutine ») prôné par l'opposition « libérale » pro-occidentale, celle qu'incarne Alexeï Navalny, n'a pas profité à cette dernière.

Navalny vient de se voir décerner le prix Sakharov 2021 par le Parlement européen. Ce prix récompense un opposant connu que le pouvoir, après avoir tenté de l'empoisonner, a jeté en prison parce qu'il fé-

dère de larges franges de la bourgeoisie petite et moyenne autour de sa dénonciation des turpitudes du régime. Ce n'est pas d'hier que dirigeants et médias du monde capitaliste ont logiquement sacré opposant numéro 1 à Poutine cet avocat qui se présente en héraut d'un capitalisme débarrassé de la tutelle des bureaucrates. Et qu'il ait débuté sa carrière

politique en affichant des idées monarchistes, ultranationalistes et xénophobes, ne gêne apparemment guère ses laudateurs occidentaux.

En revanche, cela fait du courant qui se reconnaît en Navalny, quel que soit le courage physique de ce dernier, un adversaire résolu des travailleurs et de leurs intérêts de classe.

Même si l'un se trouve en prison du fait de l'autre, c'est un point qu'il a en commun avec Poutine et son régime. Un point sur lequel les communistes révolutionnaires de Russie se doivent d'éclairer les travailleurs, et cela d'autant plus si, il faut l'espérer, le mécontentement social passif devenait actif. □

Maghreb, Proche et Moyen-Orient

Du Proche et Moyen-Orient au Maghreb, la crise économique et les conséquences de la pandémie, et souvent des guerres, continuent d'aggraver la situation dans la plupart des pays, en faisant payer aux populations un prix toujours plus élevé.

En Tunisie, pays présenté comme le seul où le « printemps arabe » de 2011 se soit conclu par la mise en place d'un régime démocratique, le président Kaïs Saïed a suspendu, en principe provisoirement, l'application de la Constitution, justifiant cette initiative par la nécessité de mettre fin au blocage des institutions dont il attribue la responsabilité au parti islamiste Ennahda. Dix ans après la fin du régime de Ben Ali, les aspirations sociales qui s'étaient fait jour ont été complètement déçues et Kaïs Saïed tente ainsi de se présenter comme un sauveur qui pourrait mettre fin à l'immobilisme du système et sortir le pays de l'ornière. Son initiative semble avoir recueilli au début un soutien populaire mais n'en marque pas moins une évolution vers un régime plus autoritaire.

Il faut rappeler qu'en Égypte, le deuxième pays touché en 2011 par le « printemps arabe », le coup d'État militaire de juin 2013 qui avait démis le président élu Morsi, membre des Frères musulmans, avait aussi bénéficié d'un large soutien populaire et en particulier de ce-

lui des partis de gauche. Mais si le général El Sissi a d'abord brisé dans le sang les protestations des partisans de Morsi, il s'est ensuite tourné contre les autres opposants et contre les travailleurs, instaurant une dictature qui n'a rien à envier à celle de Moubarak à laquelle les manifestations de début 2011 avaient réussi à mettre fin. En Tunisie, la décision de Kaïs Saïed pourrait marquer le début d'une évolution similaire.

En Algérie, les mobilisations de masse du Hirak, le mouvement né en février 2019 pour protester contre la cinquième candidature de Bouteflika à la présidence du pays, se sont essouffées et n'ont pas repris en 2021. Après une élection difficile à la fin de 2020, le nouveau président Abdelmadjid Tebboune a commencé une reprise en main. Elle a déjà été marquée par des arrestations et des condamnations d'opposants, et par la libération des dignitaires politiques et des hommes d'affaires qui avaient été arrêtés en guise de satisfaction aux exigences de la rue. Cependant le mécontentement social continue à se faire sentir, en particulier dans la classe ouvrière qui paie maintenant le prix fort pour le recul de l'économie accompagné de l'envol de l'inflation.

En Algérie, en Tunisie, comme en Égypte, le bonapartisme militaire ou civil est la réponse des classes dirigeantes

à une situation de crise et à leur incapacité de répondre aux aspirations des masses à sortir de la misère. Au Maroc, l'institution monarchique remplit le même rôle.

Au Liban, la crise économique revêt une forme dramatique. Les conséquences de l'explosion du port de Beyrouth, en août 2020, n'ont fait qu'accélérer une faillite déjà générale. Les classes dirigeantes, en mettant leurs capitaux à l'abri hors du pays, ont précipité la chute de la monnaie et entraîné l'appauvrissement de la grande majorité de la population, y compris d'une petite bourgeoisie qui jouissait jusque-là d'un niveau de vie relativement élevé pour la région et qui doit maintenant survivre avec les moyens du bord. Les appels démagogiques d'un Macron appelant à « se réformer » une classe politique libanaise complètement liée à l'impérialisme n'ont abouti, comme c'était prévisible, qu'à l'installation d'un gouvernement prêt à poursuivre les prévarications de ses prédécesseurs. Les fonds internationaux débloqués sous prétexte d'« aider le Liban » ne feront que permettre à la même classe dirigeante de continuer à s'enrichir au mépris total des besoins de la population.

En Turquie, la crise économique continue de faire des ravages, se traduisant par une chute rapide du niveau de vie de la population. Le régime

d'Erdogan ne s'y maintient qu'au prix de la répression et de purges permanentes jusque dans l'appareil d'État. La crise est encore plus grave en Iran, où les sanctions imposées par les États-Unis viennent s'ajouter aux causes plus générales. Dans des pays durablement détruits par la guerre comme la Syrie, l'Irak, la Libye, rien n'indique une véritable stabilisation, ni le début d'une véritable reconstruction. Enfin, au Yémen, la guerre menée par l'Arabie saoudite contre les rebelles houthistes avec le soutien des puissances impérialistes continue et ses conséquences pour la population sont déjà décrites comme une des pires catastrophes humanitaires.

En Israël, où les gouvernements de droite et d'extrême droite ont tout fait pour faire oublier à la population l'existence d'un problème palestinien, celui-ci a explosé de nouveau avec, en mai, les manifestations de la jeunesse rejointes par celles des Arabes israéliens. La coalition qui a remplacé Netanyahu a permis à un dirigeant d'un parti d'extrême droite, Naftali Bennett, de parvenir au poste de Premier ministre. La poursuite de la politique de colonisation, le renforcement de l'extrême droite nationaliste et raciste, font peser une menace non seulement sur les Palestiniens mais sur toute la société israélienne. De son côté, en procédant à des tirs sur Israël, le Hamas a voulu instrumentaliser la colère des Palestiniens et se présenter comme leur seul vrai représentant. La population israélienne a autant que les Palestiniens intérêt à sortir de cette double impasse. Cela implique de rompre avec la politique de colonisation, avec une politique qui a fait d'Israël l'instrument privilégié de la politique de l'impérialisme, et



Des femmes manifestent devant le palais présidentiel à Kaboul, le 3 septembre. « Nous sommes toutes ensemble, nous avons brisé l'oppression », « Un pays sans les femmes, une zone privée de parole ».

de reconnaître pleinement les droits des Palestiniens.

Le départ des troupes américaines d'Afghanistan a laissé le champ libre à la réinstallation des talibans au pouvoir, dans des conditions dramatiques pour la fraction de la population, notamment à Kaboul, pour qui la présence occidentale avait entraîné de meilleures conditions de vie et la reconnaissance de certains droits, en particulier pour les femmes. Il ne s'agissait cependant que d'une vitrine, la plus grande partie du pays continuant de connaître des conditions d'arriération et de misère aggravées par les destructions dues aux guerres successives. Contrairement aux discours faits pour la justifier, l'intervention militaire occidentale n'a jamais eu pour but d'apporter des transformations sociales, voire la démocratie et la paix. Après les attentats de septembre 2001, il s'agissait pour les États-Unis de montrer que la première puissance mondiale ne laisserait pas une telle attaque sans réponse. Après vingt ans de présence militaire occidentale, l'Afghanistan rejoint la liste déjà longue des pays détruits par les interven-

tions impérialistes, réduits à la misère et soumis à l'arbitraire. Quant au pouvoir politique réactionnaire qui s'y installe, les États-Unis et les puissances occidentales peuvent fort bien s'en accommoder, comme elles s'accoutument depuis longtemps de régimes islamistes fondamentalistes en Arabie saoudite ou dans les Émirats. Ce sont d'ailleurs les services occidentaux qui, en Afghanistan, ont favorisé le développement des groupes islamistes pour contrer l'influence soviétique, avant que des dirigeants comme Ben Laden ne se retournent contre eux. Fondamentalement, c'est la domination impérialiste qui est responsable non seulement de la misère générale, mais aussi du maintien de pouvoirs politiques réactionnaires. Même si les puissances impérialistes ont dû combattre les talibans, ceux-ci sont en grande partie le produit de leurs interventions.

Pour les peuples de la région, le combat contre les différentes versions plus ou moins réactionnaires de pouvoir qui les oppriment, et le combat contre l'impérialisme et sa domination ne font qu'un.

29 octobre 2021



Une situation intérieure marquée par la campagne électorale

La bourgeoisie a de quoi être satisfaite du quinquennat de Macron. Avec sa majorité parlementaire, il a mené la politique qu'il avait promise et il a assumé l'épreuve du feu. La mobilisation très populaire des gilets jaunes n'a pas créé de crise politique majeure et n'a pas menacé l'ordre bourgeois. Macron s'en est même servi pour parfaire l'arsenal autoritaire de l'État. Il a également été en mesure de gérer la crise sanitaire et les confinements successifs sans que la grande bourgeoisie en paye les pots cassés.

La prise en charge du paiement du chômage partiel par l'État, qui a été présentée comme une aide aux travailleurs, a surtout été la garantie pour le grand patronat de conserver sa main-d'œuvre. Suppression de l'ISF, flat-tax, plans de relance et aides diverses et variées aux investissements, la grande bourgeoisie lui est reconnaissante de l'ensemble de son œuvre. Et comment ne le serait-elle pas quand les profits sont déjà faramineux et les perspectives sont encore plus alléchantes ?

Macron a su utiliser l'épidémie de Covid pour créer un sentiment d'union nationale autour de lui et de son gouvernement. Il a d'ailleurs largement ouvert les caisses de l'État aux commerçants et aux restaurateurs pour compenser les pertes provoquées par les confinements, les couvre-feux et les fermetures. Après avoir largement siphonné les voix du Parti socialiste en 2017, il a donné des gages politiques à la droite en choisissant ses Premiers ministres dans ses rangs, en nommant Darmanin à l'Intérieur et Le Maire à l'Économie et en adoptant une loi censée lutter contre l'islamisme inté-

griste. Il ne s'est pas arrêté là, au point qu'après son passage à la télévision, le 9 novembre, même *Le Figaro* a titré l'analyse de son allocution : « Cap à droite en vue de 2022 ». Bien des choses peuvent changer d'ici avril, mais Macron, en tête dans les sondages du premier tour, est donné largement vainqueur au second, quel que soit son adversaire.

En ce début de campagne, la surprise est créée par Zemmour. Inspiré par le coup politique réussi de Macron vis-à-vis de la gauche en 2017, Zemmour tente de reproduire la même opération vis-à-vis de la droite et de l'extrême droite. L'échec de Marine Le Pen en 2017 et la droitisation de la vie politique, confirmée par son succès sur la chaîne CNews, l'ont conforté dans son projet d'unir des droites dures, projet prôné par Marion Maréchal Le Pen ou Robert Ménard.

Même s'il ne s'est pas encore déclaré candidat, le succès de sa candidature dans les sondages, autour de 15 % des intentions de vote, a fini de le convaincre de tenter sa chance. D'après les sondages, Zemmour pourrait séduire un quart des électeurs

de Fillon en 2017. Le courant chrétien traditionaliste qui s'est mobilisé contre le mariage homosexuel et la PMA a trouvé en lui son héraut. Certains cadres locaux des Républicains sont déjà en froid avec leur parti pour avoir salué et repris tel ou tel propos de Zemmour, sur l'islam, Pétain ou les femmes. Ciotti, candidat à la primaire de la droite, a lui-même affirmé qu'en cas de second tour Macron-Zemmour, il voterait pour ce dernier.

Contrairement à Marine Le Pen, coupée des caciques de droite et de leurs réseaux dans le grand patronat, Zemmour a ses entrées dans le parti des Républicains et ses relais dans les réseaux du pouvoir. Le pedigree de sa directrice de campagne en témoigne. Sarah Knafo, ancienne étudiante de Sciences Po et de l'ENA, membre de la Cour des comptes, liée à diverses personnalités de droite et du PS, ne déparerait pas dans l'entourage de Macron, de Barnier ou de Pécresse. Les autres proches de Zemmour sont à l'avenant, des banquiers, des patrons et des anciens de la droite. Et rappelons que Zemmour est, depuis des années, un éditeur régulier du journal *Le*

Figaro de Dassault, malgré ses deux condamnations pour racisme. Preuve que le cordon sanitaire que Chirac avait instauré contre Le Pen et les nostalgiques de Pétain et de l'Algérie française était purement politicien et artificiel.

Pour l'instant, aucun des candidats putatifs des Républicains n'est en situation de se hisser au second tour. Les sondages ne reflètent que très approximativement les intentions de vote, voire pas du tout. Mais Xavier Bertrand atteint, au mieux, les 10% d'intentions de vote. Et il ne s'agit pas seulement d'un retard à l'allumage. La droite se retrouve prise en étau entre Macron d'un côté et Zemmour de l'autre. Quand Macron a conquis l'électorat centriste avec le soutien des transfuges – François Bayrou, Édouard Philippe, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin – l'extrême droite de Zemmour parle à la frange traditionaliste, voire raciste de l'électorat de droite. La droite classique conserve cependant un puissant réseau d'élus et de notables qui peut lui permettre de revenir dans le jeu.

Entre Marine Le Pen et Zemmour, la guerre est déclarée, pour l'instant du moins. Les plus racistes et xénophobes des lepénistes sont séduits par les sorties obsessionnelles et débridées de Zemmour contre les musulmans et l'immigra-

tion. À cela, s'ajoute le fait que leur candidate a déjà perdu la présidentielle par deux fois et que, présente depuis des années dans la vie politique, elle s'est, en partie volontairement, institutionnalisée, en perdant beaucoup de son aspect sulfureux et antisystème. Ne serait-ce que par sa personnalité, Zemmour représente une nouvelle offre politique susceptible de créer l'engouement que le RN ou la droite ne réussissent plus à susciter.

Pour l'heure, Zemmour ne cherche pas à s'adresser spécialement à l'électorat le plus populaire. Mis à part la promesse ô combien démagogique de supprimer le permis à points, il n'a mis en avant aucune mesure susceptible de répondre aux besoins des travailleurs. Son programme « social » s'inspire de celui de Sarkozy en 2007 ou de Fillon en 2017 : « Pour gagner plus, il faut travailler plus ».

À partir de ses seules diatribes anti-immigrés, peut-il faire son trou dans les couches les plus pauvres et déboussolées des classes populaires et dépasser ainsi Marine Le Pen ? Comment va évoluer la guéguerre entre Le Pen et Zemmour ? Aboutira-t-elle à l'effacement de l'une ou de l'autre, ou à une double candidature ? Seul l'avenir le dira. Mais, si la seconde hypothèse risque d'être fatale pour l'ambition de l'une comme

de l'autre d'accéder au second tour, loin de diminuer l'électorat d'extrême droite, l'existence d'un deuxième candidat l'augmente.

L'extrême droite pèse déjà sur toute la campagne, dans laquelle les candidats de droite et même parfois de gauche reprennent des propositions de Zemmour ou de Le Pen. Montebourg, qu'on nous présentait il y a quelques années comme à gauche du PS, a par exemple promis de bloquer les transferts d'argent des immigrés vers leur famille basée dans des pays renâclant à accueillir leurs ressortissants expulsés de France, avant de se rétracter. Le souverainisme, fût-il de « gauche », mène tout droit dans les égouts de l'extrême droite.

Ce poids de l'extrême droite est, à juste titre, source d'inquiétude dans le milieu des travailleurs immigrés comme dans les milieux de gauche. Parmi ceux qui crient au fascisme, beaucoup estiment que le danger vient maintenant de Zemmour. Rien n'indique que l'engouement pour Zemmour soit d'une autre nature que celui pour Le Pen. Le langage de Zemmour, violent et provocateur, touche forcément la mouvance identitaire et activiste. Elle peut conforter les nostalgiques des méthodes fascistes qui rêvent de régler leur compte aux immigrés et d'en découdre avec la gauche et les organisations ouvrières. Mais, pour que leurs méthodes s'imposent, il faudrait une radicalisation sociale qui pousserait des catégories petites-bourgeoises à se mobiliser, y compris de façon violente. Nous n'en sommes pas là, du moins pas encore.

L'expression débridée des idées réactionnaires peut cependant être une étape dans le renforcement de ces noyaux activistes d'extrême droite. Les échauffourées et les descentes de crânes rasés contre les militants de gauche, antifascistes



Le 14 novembre 2019, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin au journal *Les Échos* : « Nous sommes dans l'obligation de continuer à réformer ».



ou anarchistes ou leurs locaux, qui restent, pour l'heure, marginales, pourraient se multiplier, tout comme les démonstrations des identitaires contre les migrants. Sans que ce soit un mouvement fasciste, ce serait déjà une menace grave pour le mouvement ouvrier et les travailleurs.

La démagogie de l'extrême droite est un poison des plus dangereux pour les travailleurs. Mais le contrepoison n'est pas à chercher du côté des politiciens qui ont fait le lit de l'extrême droite par leur politique antiouvrière. Il réside dans la capacité de la classe ouvrière de renouer avec les luttes pour ses intérêts de classe. Il réside dans la conscience des travailleurs d'être en mesure

de changer leur sort en combattant le grand patronat et même d'avoir la perspective politique de changer toute la société.

Malgré leurs tentatives de coups médiatiques, les partis de la gauche gouvernementale paraissent hors-jeu. En se plaçant très tôt sur la ligne de départ, Mélenchon, fort de ses 7 millions de voix (19,58 %) à la présidentielle de 2017, espérait plier le match et s'imposer comme le candidat de la gauche. Mais les écologistes, confortés par les résultats des élections européennes de 2019 et surtout municipales de 2020, et le Parti socialiste, dont les notables, après la déculottée de 2017, sont parvenus à garder leurs mairies et leurs régions, ne l'entendent pas de cette oreille. Quant au

PCF, divisé sur la stratégie à mettre en œuvre pour enrayer sa lente perte d'influence, il a fini par mettre en avant la candidature de Fabien Roussel, plutôt que de servir une fois de plus de supplétif à Mélenchon.

Certains, dans ce qui reste de l'électorat de gauche, regrettent cette incapacité à s'unir. Mais pour l'instant, le recul de l'électorat de gauche affecte tous ses candidats. Le moins impopulaire d'entre eux, Mélenchon, ne dépasse pas 10% des intentions de vote, et l'ensemble des candidats en totalise laborieusement moins de 30%. Cela peut bien sûr évoluer, mais cinq ans après la fin de la désastreuse présidence Hollande, la gauche gouvernementale est encalminée et semble aujourd'hui écartée de la course à l'Élysée.

Toute la gauche continue de payer le prix de ses trahisons lors de ses passages au pouvoir. À juste titre, bien des électeurs en sont venus à l'idée que Macron, le PS et les Verts, c'est pareil, puisqu'ils gouvernaient ensemble. Et que le PCF n'en est pas éloigné, puisque lui aussi a gouverné avec le PS et lui a servi très souvent de rabatteur des voix ouvrières. Par ricochet, même La France insoumise et Mélenchon, qui ont marqué leur opposition à la politique de Hollande, subissent le discrédit.

La gauche pâtit bien sûr de l'abstention mais aussi de la droitisation de la vie politique qui favorise les idées hostiles aux migrants, aux musulmans ou encore aux « assistés », et demande plus d'autorité, de répression et de police. Cette pression a conduit Fabien Roussel, Yannick Jadot et les responsables du PS à participer, en juin, à un rassemblement organisé par les syndicats policiers sur le thème « les juges n'en font pas assez contre les délinquants ». Et tous d'insister sur le fait qu'il faut contrôler les « flux migratoires ». Loin de combattre l'évolution vers des

idées de plus en plus réactionnaires, ils l'accompagnent et la favorisent.

Tous les candidats de gauche sont soucieux de se montrer responsables vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'ordre social et de faire des propositions réalistes. Jadot rend hommage à l'économie capitaliste et promeut la réindustrialisation « écologique et sociale ». Mélenchon et Roussel s'opposent sur le nucléaire, mais toujours dans le cadre d'une économie de marché. Leurs propositions pour les travailleurs sont également responsables, Mélenchon proposant par exemple un smic à 1 400 euros – comme s'il était possible de vivre ainsi correctement!

Vu les rapports de force électoraux actuels, la gauche pourrait encore perdre une partie de ses électeurs au profit de Macron, au nom du vote utile contre Zemmour. Cette pression est déjà en train de monter et, même si le second tour de la présidentielle de 2017 a vu un surcroît d'abstentions, nombre d'électeurs du PS, d'EELV ou encore de Mélenchon ont voté Macron. Si la peur de l'extrême droite grandit, ceux-là pourraient être sensibles au vote utile Macron dès le premier tour.

L'usure des politiciens, y compris de ceux qui n'ont jamais gouverné, l'absence de confiance dans le monde politique, le surgissement de candidats surprise sont autant de signes de l'instabilité politique. De plus en plus sensible aux démagogues d'extrême droite, le système politique bourgeois ne marche plus que sur sa jambe droite.

La jambe gauche incarnée par les partis implantés dans la classe ouvrière par le passé, comme ce fut le cas du PCF, a été décisive pour sauver l'ordre bourgeois lors des secousses sociales massives qu'ont été le mouvement social de mai-

juin 1968 et plus encore la grève générale avec occupation d'usines de 1936. Pendant des décennies, la gauche a pu jouer un rôle de soupape électorale. Quand la droite se déconsidérait au pouvoir, elle pouvait être remplacée par le personnel politique de gauche qui avait eu le temps de faire ses preuves vis-à-vis de la bourgeoisie. Et une fois la gauche usée par le pouvoir, la droite pouvait revenir, comme ce fut le cas en 1986, 1993 ou 2002.

L'alternance gauche/droite a assuré des décennies durant une stabilité politique confortable pour la bourgeoisie. Tant que la croissance économique tirait les perspectives de profits vers le haut, les gouvernements de gauche pouvaient concéder quelques avancées pour le monde ouvrier. Sans changer fondamentalement la vie des exploités, celles-ci alimentaient l'illusion que la gauche se plaçait dans le camp des travailleurs.

Ce petit jeu politicien s'est érayé quand, face à la crise économique et l'intensification de la concurrence, les exigences patronales se sont durcies. Le grand patronat n'accorda plus aucune marge de manœuvre à la gauche au pouvoir. Quelle que soit la couleur politique du

gouvernement, les classes populaires étaient confrontées à la même offensive antiouvrière. Progressivement, le Parti socialiste et le PCF ont perdu leur électorat.

La traditionnelle alternance gauche/droite fut d'abord mise à mal en 2002 quand Jospin ne parvint pas au second tour, qui opposa Jean-Marie Le Pen à Chirac. Le glas survint en 2017 où il n'y eut aucun représentant des deux partis classiques de l'alternance au second tour, Hollande déclarant forfait dès le premier tour et Fillon se prenant les pieds dans le tapis du « Pénélopegate ». L'arrivée de Macron au pouvoir n'était pas le signe d'un renouveau politique, mais le fruit de la déconsidération de la gauche et de la disparition de toute base à une politique réformatrice, susceptible d'apporter quelques avantages aux travailleurs, mais surtout aux appareils syndicaux. Le problème de l'instabilité politique croissante du système parlementaire bourgeois reste entier.

Le surgissement de Zemmour dans ce nouveau jeu de quilles n'y apporte pas de solution. Zemmour bénéficie du soutien de Bolloré, dont la chaîne CNews semble vouloir jouer la même carte que celle que



Le gouvernement de la Gauche plurielle, formé par Lionel Jospin le 2 juin 1997. Il comportait le PS, le PCF, le Parti radical de gauche, le Mouvement des citoyens et Les Verts.

joua Fox News aux États-Unis, en relayant les mensonges et les grossièretés de Trump. La propagande de Zemmour joue un rôle de dérivatif utile à la bourgeoisie. Le décalage entre sa prospérité et les difficultés des classes laborieuses est tellement outrancier que toute diversion politicienne est la bienvenue. Mais la bourgeoisie a trop besoin de la main-d'œuvre immigrée pour que les délires d'un Zemmour sur la « remigration » ou l'expulsion de « deux millions d'étrangers » s'imposent au pouvoir. La crise politique provoquée par des mobilisations sociales est une menace qui pèse en permanence sur l'ordre bourgeois. Le grand patronat cherche non pas un candidat pour l'aviver et la déclencher, mais pour l'éviter et savoir la gérer.

Pas plus que Le Pen, malgré ses efforts de normalisation et la révision de son programme sur l'Union européenne, Zemmour n'a les qualités requises pour faire un bon candidat aux yeux de la bourgeoisie. Celle-ci préférerait confier le pouvoir de son appareil d'État à un personnel politique qu'elle connaît, en qui elle a confiance parce qu'elle l'a vu à l'œuvre, comme Macron ou l'un des différents postulants de la droite. Le fait que le très falot Barnier reste un des candidats favoris des Républicains est révélateur du fait que la bourgeoisie se contenterait très bien d'un gestionnaire pépère, comme la bourgeoisie américaine a pu le trouver en Biden. La démocratie bourgeoise rend possible que ce soit un Trump plutôt qu'un Biden qui sorte des urnes.

Tant que la classe ouvrière subit la situation sans réagir, la bourgeoisie prend les serviteurs qui se présentent à elle. Le petit jeu politique reste un jeu d'ombres. Avec l'abstention montante, la déconsidération des partis, de l'ensemble même du système politique, et

l'impuissance de ceux qui prétendent être au pouvoir, ce n'est pas sur ce terrain électoral que se situent les évolutions les plus déterminantes.

Si le pouvoir de la bourgeoisie et son ordre social ne sont pas menacés par l'instabilité de ce jeu d'ombres, c'est une fragilité supplémentaire dont la bourgeoisie se passerait bien. La principale menace est dans le réveil de la classe ouvrière. En affirmant : « *Je crains que les inégalités ne surpassent ce qu'elles étaient pendant l'âge d'or du capitalisme et ne suscitent l'âge de la colère* », Christine Lagarde, ancienne directrice du FMI et actuelle présidente de la Banque centrale européenne, a exprimé ce que nombre de grands bourgeois doivent avoir en tête. En dernier ressort, l'avenir dépend bien plus de l'évolution de la crise et de ses répercussions sur le monde du travail, sur sa combativité et sa conscience.

Pour les travailleurs, il n'y aura pas de surprise. Sur le plan électoral, le prolétariat ne peut rien gagner. Il ne peut gagner que sur le terrain des luttes. Personne ne sait quand ni comment la colère des classes populaires prendra le pas sur l'attentisme et la peur, mais ces réactions sont devant nous. Que ce soit sur la flambée des prix, la faiblesse des salaires et des petites retraites, l'état déliquescence des hôpitaux, les raisons ne manquent pas.

Notre but dans cette campagne est d'appeler à un vote de classe et de conscience ouvrière pour préparer les travailleurs aux combats qui vont se présenter. Nos petits résultats aux élections régionales ont montré qu'une organisation militante peut, dans une situation adverse, toucher une petite fraction du monde du travail. Nous participons au combat politique pour que s'affirme un camp, qui a une politique, un programme, des perspectives

qui lui sont propres, à l'opposé de celles du patronat et de ses serviteurs politiques. Alors que certains veulent faire campagne sur l'identité nationale, et même « gauloise », nous voulons mener une campagne sur l'identité de travailleur et d'exploité, sur les intérêts politiques et les luttes qui en découlent.

Pour les révolutionnaires, de bons résultats électoraux ne peuvent que suivre ou précéder une remontée de combativité et une prise de conscience du monde ouvrier. Plus qu'à notre campagne, nos scores seront d'abord liés à l'état d'esprit de la classe ouvrière. Cet état d'esprit ne dépend pas de nous. Ce qui dépend de nous est de profiter de cette campagne, menée dans une période où les idées réactionnaires ont le vent en poupe, pour avancer dans la construction du parti qui est nécessaire au monde du travail.

Notre campagne ne visera pas seulement à exprimer ces idées, mais aussi à regrouper celles et ceux qui les partagent. Cela signifie faire en sorte que cette campagne soit la leur. Pas seulement au sens de leur participation active pour propager nos idées, mais aussi pour les partager profondément, pour les assimiler.

La campagne électorale soulève plus ou moins clairement une multitude de problèmes concernant le fonctionnement de la société et les rapports entre les différentes classes sociales. Il faut que ceux qui se considèrent « dans le camp des travailleurs » acquièrent dans la campagne la conviction que notre perspective, le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, implique une politique cohérente. C'est dans ce sens que la campagne électorale peut constituer un petit pas vers la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire. □

11 novembre 2021



Nos objectifs pour les deux campagnes électorales de 2022, présidentielle et législatives (extraits)

Le premier de nos objectifs est évidemment de défendre et propager nos idées politiques communistes révolutionnaires en utilisant la légalité du parlementarisme bourgeois. Nous reprenons la pratique en la matière de nos prédécesseurs du courant socialiste au temps où il était révolutionnaire, appliquée par les bolcheviks les rares fois où ils ont pu le faire sous le tsarisme, puis par l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky.

Comme pour toutes les campagnes, la présidentielle nous servira, bien sûr, pour nous exprimer à une échelle plus large que nous ne le faisons dans nos activités quotidiennes. La présidentielle est, de toutes les élections, celle qui nous donne le plus de moyens dans la législation électorale ici, en France. Elle est aussi la plus suivie dans le monde du travail : un plus grand nombre de travailleurs que d'habitude s'intéressent alors à la politique.

Il faut cependant avoir conscience des limites étroites dans lesquelles sont enfermées les possibilités d'expression dans le cadre de la campagne officielle. Malgré l'égalité formelle assurée aux candidats d'accéder aux médias officiels, la parole n'est pas donnée de la même façon aux candidats des grands partis et à ceux des petits.

Si un temps de parole est garanti sur les chaînes de télévi-

sion publiques pour une organisation comme la nôtre, il l'est a minima. Quant à la presse écrite et les chaînes privées, elles sont sous le contrôle des Bolloré, Dassault, Niel, etc.

Par ailleurs, même les fois où nous sommes invités sur les plateaux de télévision, lors d'émissions ou d'interviews, le journaliste a surtout pour préoccupation de se mettre en valeur. Et développer nos idées est en général mission impossible.

L'essentiel de la campagne repose sur l'activité militante de nos camarades et de tous ceux qui nous entourent en partageant nos idées. D'autant qu'elle doit être orientée vers les travailleurs.

Même dans un régime parlementaire dit démocratique, il ne faut pas s'attendre à ce que la bourgeoisie favorise l'égalité entre les candidats qui défendent le régime social tel qu'il est, c'est-à-dire capitaliste, et les candidats qui le combattent.

«Ni rire ni pleurer, mais comprendre». Et c'est bien pourquoi une organisation communiste révolutionnaire doit se donner des moyens d'expression propres pour développer ses idées et mener sa propagande et son agitation, à l'occasion des campagnes électorales comme en dehors.

À côté de nos passages sporadiques dans les grands médias, nos bulletins et la politique que défendent nos éditos

restent nos meilleurs instruments pour nous adresser à ce qui constitue le noyau de notre camp : les travailleurs des grandes entreprises.

Mais il serait évidemment stupide de ne pas profiter des possibilités qu'offre un système politique qui se revendique de la démocratie.

Il faut concevoir chaque intervention sur les plateaux de télévision ou dans les studios de radio comme un combat, et certainement pas comme une paisible explication de nos positions.

Au-delà de l'utilisation des possibilités offertes par les campagnes électorales pour s'adresser à la population laborieuse, il faut que nous nous saisissions de ce qui dans le contexte actuel nous permet d'avancer dans la construction du parti.

Le contexte actuel est marqué en premier lieu par la crise économique et ses conséquences nombreuses sur les conditions d'existence des travailleurs. C'est un contexte où les travailleurs ne sont pas prêts à se battre. Ils sont cependant réceptifs et se posent une multitude de questions. Ils ont de moins en moins confiance, voire plus du tout, dans le jeu électoral.

C'est un contexte qui nous offre des possibilités, mais qui rend aussi les choses très difficiles. La perte de confiance



Réunion à Orléans.

dans les partis qui prétendaient parler en leur nom n'est pas encore une prise de conscience. La réceptivité plus grande des classes populaires aux idées favorise d'abord les démagogues qui surfent sur les préjugés et l'obscurantisme. Mais elle peut être le point de départ à partir duquel on peut discuter, voire convaincre.

Le recul profond du mouvement ouvrier politique pèse sur les consciences. Les trahisons passées des organisations politiques qui prétendaient représenter les intérêts du monde du travail, et les désillusions qu'elles ont engendrées s'expriment pour l'essentiel par l'absentéisme aux élections, par l'apolitisme, c'est-à-dire le refus de toute politique, y compris celle qui représente ses intérêts. Le recul de la conscience de classe laisse le champ libre à toutes sortes de charlatans qui prétendent apporter des réponses aux questions que pose la dégradation de la société capitaliste en crise.

Les résultats électoraux sont un reflet de l'opinion publique en un moment donné. Mais un reflet très indirect, très déformé. Étant donné le cours réactionnaire des choses, il y a peu de chances qu'une fraction significative de l'électorat ouvrier se retrouve dans nos idées.

Convaincre sur nos perspectives se heurte à l'obstacle de l'absence de luttes massives et donc au scepticisme des tra-

vailleurs. Cela se heurte à leur sentiment de faiblesse et de division. Mais, individuellement, on peut gagner à nos idées aussi bien de futurs militants prêts à consacrer leur existence à la cause de la révolution que des travailleurs qui n'auront pas la même disponibilité que cela exige, mais qui partagent nos convictions et sont du « camp des travailleurs » et de son combat. Ceux que l'on gagne dans cette période de recul sont plus attachés à nous. Pour gagner véritablement des gens, il faut un travail de type individuel, soutenu, obstiné. Mais les gens que l'on gagne ont une fidélité plus profonde.

Seule une reprise de la combativité de la classe ouvrière permettra à nos idées de cheminer plus largement que dans des cercles restreints de militants et de sympathisants. C'est une condition nécessaire mais pas suffisante. Pour que les idées communistes révolutionnaires apparaissent comme une perspective à la classe ouvrière, il faut des femmes et des hommes, unis par le programme révolutionnaire, pour les porter et les véhiculer, c'est-à-dire un parti.

Notre objectif principal dans les deux campagnes successives de 2022 est d'avancer, fût-ce très modestement, dans la construction du parti.

En faisant le bilan des caravanes de cet été, il s'en dégage le constat d'une plus grande facilité pour discuter avec les gens, en particulier les nôtres. Oh,

ce n'est certes pas un signe de radicalisation, mais plutôt l'expression de l'inquiétude, de la démoralisation, et cela n'aboutira même pas forcément à des votes en notre faveur ! Mais il faut considérer que pouvoir faire cela est déjà une chance qu'il faut saisir.

Le recul du mouvement ouvrier ne se manifeste pas seulement dans le domaine politique. Un des aspects du mouvement ouvrier était de se battre aussi pour cultiver le monde du travail. Les partis socialistes à leur origine puis les partis communistes, au temps où ils l'étaient réellement, déployaient leur énergie à apporter des connaissances et une culture à leurs militants et à leurs sympathisants.

Ce qu'on vise essentiellement est de mettre au travail avec nous un nombre plus important de femmes et d'hommes qui partagent notre objectif fondamental de transformation révolutionnaire de la société, les politiser, les lier à nous. C'est aussi en associer d'autres autour de la campagne électorale, comme on l'a fait lors des municipales de 2020, ainsi que lors des régionales de 2021, quoique, vu le contexte du Covid, avec moins d'ampleur.

Si nous réussissons cet objectif, nous aurons réussi à utiliser les deux campagnes électorales comme un pas sur la voie de la construction du parti communiste révolutionnaire. Un pas modeste certes, parce qu'on ne peut en faire de grand qu'en période de montée de la combativité ouvrière et du rôle que notre organisation et ses militants parviendront à y jouer. Le crédit politique véritable ne pourra venir qu'à travers les luttes. C'est dans celles-ci seulement et par la justesse de notre politique que nous mériterons la confiance des travailleurs. □

5 novembre 2021

PATRONAT



Discussion sur les textes d'orientation (extraits)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Il nous arrive, en parlant de crise de l'économie capitaliste, de faire un sort à part, d'un côté, à la crise de production, c'est-à-dire aux situations où, les marchés étant saturés, la production baisse ou stagne, avec toutes ses conséquences directes et en général immédiates pour les travailleurs, fermetures d'entreprises, faillites, licenciements en masse, etc.; et, de l'autre, la menace de crises financières liées à la financiarisation de l'économie, à la spéculation.

Cette menace, qui pèse en permanence sur l'économie capitaliste, a failli se transformer en 2008 en crise systémique. Un peu du genre de ce qui s'est passé à partir du fameux Jeudi noir du 24 octobre 1929, suivi d'un Mardi noir le 29 octobre, et qui a été le point de départ de la Grande Dépression. Cette dépression aura duré une dizaine d'années, avec des hauts et des bas, surtout des bas, et n'a été surmontée que par une économie de plus en plus orientée vers la guerre dans les pays impérialistes et, finalement, par la guerre elle-même.

En 2008, l'intervention massive des États a évité le krach. Mais on est passés près de l'effondrement bancaire, tant les banques se méfiaient les unes des autres, au point de bloquer cette circulation permanente

de crédits et d'emprunts qui constitue en quelque sorte la circulation sanguine de l'économie capitaliste.

Cette séparation des deux aspects de la crise du capitalisme peut être parfois utile pour certaines démonstrations, afin de mettre le doigt sur un fait d'actualité qu'on veut souligner. Mais il faut avoir en tête en permanence que le capitalisme est un et indivisible, que les grands capitaux passent du système financier à la production, et vice-versa, d'ailleurs plutôt vice que versa!

Et, plus important encore, les propriétaires de capitaux sont les mêmes: les grandes familles, pour parler des individus, ou les grandes entreprises, dont les activités sont interpénétrées et les principaux actionnaires rigoureusement les mêmes.

Pour parler avec notre terminologie marxiste, sans la méthode de raisonnement matérialiste dialectique, c'est-à-dire sans un type de raisonnement qui considère la contradiction, non pas comme un aspect à éliminer, mais au contraire comme l'expression de la réalité, on ne peut rien comprendre à ce qui se passe.

La financiarisation et le rôle prépondérant de la finance de cette ribambelle de banques, de sociétés financières, de compagnies d'assurances, ne menacent pas seulement d'un krach grave ou d'un effon-

drement, mais ils affectent de longue date et modifient l'activité productive.

L'économie capitaliste, c'est la concurrence, la guerre de tous les capitalistes les uns contre les autres, c'est la jungle. Mais, en même temps, ils sont tous maqués ensemble. Ce sont les mêmes grands actionnaires qui sont dans dix, vingt ou trente grandes sociétés, financières ou autres. Quand il y en a un qui peut dégommer l'autre, il en profite, mais en même temps ils sont liés comme cul et chemise.

La finance intervient et modifie déjà en permanence depuis des années le fonctionnement de l'économie productive. La prépondérance de la finance influe sur la gestion des entreprises capitalistes. Une direction peut être amenée à gérer davantage en fonction de la valeur boursière que prend l'entreprise qu'en fonction de la marchandise produite.

Le PCF n'a pas tout à fait tort de parler de « licenciements boursiers », lorsque le but est juste de montrer aux actionnaires que le patron est capable de faire grimper leurs dividendes et la valeur boursière de leurs actions.

Prenons un fait économique de l'actualité toute récente, lié à l'histoire et au morcellement d'un des trusts les plus puissants de l'histoire du capitalisme, General Electric. L'histoire de General Electric montre



Manifestation des travailleurs de General Electric à Belfort le 18 novembre 2021.

que c'est plus profond que ça. Un récent article des *Échos* titrait: «La finance a tué General Electric, le dernier éléphant». Le titre déjà est éloquent.

Acheter des actions d'une grande société comme General Electric, ou comme Toshiba au Japon, c'est ce qu'on appelle un « placement de père de famille ». Généralement, les actions varient moins, avec une amplitude moins importante que pour les start-up.

Acheter des actions de start-up, c'est un pari sur l'avenir, c'est-à-dire une spéculation, où l'on peut perdre, en perdant peu, mais si on gagne, on peut gagner beaucoup.

Il y a quand même quelques start-up qui ont réussi et, parmi elles, il y a les Gafam (tous des start-up, au départ). Et le type dont on parle le plus en ce moment, c'est Musk, dont l'entreprise Tesla produit 700 000 voitures, mais vaut en Bourse cent fois plus que Renault, qui en produit près de trois millions.

L'article des *Échos* explique très bien pourquoi les grandes banques ont depuis plusieurs années tendance à favoriser les start-up, plus fragiles que

de grandes entreprises bien établies, mais qui, justement pour cela, se prêtent davantage à la spéculation: « GE, General Electric, dont l'origine remonte à Thomas Edison, en 1878, va disparaître par scission en trois: santé, énergie et aviation iront chacune de leur côté. Pour nombre d'investisseurs de la jungle capitaliste, l'éléphant n'est plus d'époque. [...] Même Toshiba, fondé en 1875, y songe: le Japon éternel n'est pas épargné par les tirs de la finance. Quand on sait que les multiples cessions, ventes et acquisitions précédentes de GE ont permis aux banques de Wall Street de

toucher 7 milliards de dollars en commissions depuis vingt ans, selon le *Financial Times*, on se dit que la condamnation à mort par la finance est, à tout le moins, intéressée. Le juge est partie prenante. »

Et *Les Échos* rappellent que « General Electric en 2000 était la plus haute valorisation de la Bourse, à 600 milliards de dollars ».

« Le groupe centenaire qui avait inventé l'ampoule, le moteur à réaction, le nucléaire et les éoliennes, avait loupé l'informatique, mais il tenait encore sa place dans toutes les industries électromécaniques. Jack Welch, le PDG mythique, avait créé une filiale lucrative de financement de ses clients acquéreurs de centrales ou de moteurs. La finance représentait 80 % des bénéfices de l'ensemble. » Le travail de 300 000 ouvriers rapporte donc moins (20 %) que les activités financières!

Mais voilà que « la crise financière de 2008 met à mal la filiale financière, coupable de mauvais placements. Les autres divisions apparaissent nues, peu rentables. S'ensuit une cascade de ventes, de la télévision NBC, des plastiques, de l'électroménager, et de la finance elle-même. Rien n'arrête la dégringolade. Le titre perdra 75 % en quelques années.

La « contrainte financière » est



Sorare, start-up française, vient de réaliser une levée de fonds de 580 millions d'euros pour un jeu en ligne sur le football, avec des paris en cryptomonnaie.

impitoyable. GE doit couper dans ses coûts, y compris ceux de ses laboratoires de recherche (le budget stagne à 4,5 milliards de dollars, puis baisse), tandis que ses banquiers, JP Morgan, Citi, Goldman Sachs, le bombardent de propositions de rachats de soi-disant «pépites» pour grossir ses résultats. Elles servent surtout à toucher au passage des commissions.»

«Pourtant, les conglomérats ne sont pas morts, continuent Les Échos. Quand Wall Street tombe dans la déraison (les bitcoins ou l'art virtuel), ils peuvent justement redevenir des havres pour des placements sérieux de long terme. Les sages éléphants sont plus utiles que les sauterelles.»

Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites! Traduisons: pour spéculer, il vaut mieux parier sur des sauterelles. Elles coûtent moins cher pour les faire se battre et, quant à ce que ça rapporte, ça dépend du montant des mises. Les Chinois ont inventé les combats de grillons, paraît-il, à l'époque des Tang, il y a mille ans et, à ce qu'il paraît, ça reste encore populaire aujourd'hui. Mais la richesse vient quand même des entreprises «éléphants», c'est-à-dire de la plus-value extorquée de leurs travailleurs.

LA SITUATION INTERNATIONALE

Dans la première partie du texte sur la situation internationale, intitulée «Pandémie, chaos économique, affrontements armés, menaces de guerre», il s'agit des relations entre États, des menaces de guerre, etc.

Nous voudrions insister sur un autre aspect, qui concerne à des degrés divers toutes les puissances impérialistes, c'est-à-dire tous ces pays riches dont la bourgeoisie était et est encore assez riche pour se payer



Al Raisi, tortionnaire émirati élu président d'Interpol.

un système parlementaire, une démocratie bourgeoise.

Il ne s'agit pas du tout de la majorité des quelque 200 pays de la planète. Oh, depuis disons les années soixante, le parlementarisme démocratique est à la mode, même dans la majorité des pays pauvres! Un grand nombre de pays, qui sont des dictatures féroces ou pourris jusqu'à l'os par la corruption, préfèrent s'intituler républiques plutôt que monarchies, ou démocraties plutôt que dictatures. Même la Barbade, ancienne colonie sucrière anglaise des Antilles, devenue indépendante depuis les années 1960 mais toujours membre du Commonwealth et sous le règne d'Elizabeth II, vient de suivre la mode en se proclamant république.

Le Liban est une démocratie. La Birmanie l'était au temps de Aung San Suu Kyi et n'est redevenue une dictature dans le vocabulaire international qu'à cause d'un coup d'État militaire, sans que rien ne change, ni la persécution des minorités Rohingyas et quelques autres, ni la misère des masses, ni l'oppression au quotidien.

La chaîne de télévision internationale France 24 a annoncé récemment qu'«Interpol a élu à sa tête le général émirati Ahmed Nasser al-Raisi, pourtant

accusé de tortures et visé par des plaintes en France et en Turquie». Mais les grandes puissances «démocratiques» qui font la pluie et le beau temps dans cette internationale policière ne vont tout de même pas aller chercher des noises pour si peu au général d'un pays qui vient de passer à la France commande de plusieurs Rafale et hélicoptères, ce qui fait tant plaisir à Dassault et à quelques autres.

Nous voudrions parler de ces quelques pays impérialistes qui, grâce au pillage des pays pauvres et à la mainmise qu'ils exercent sur leurs ressources, peuvent se payer le parlementarisme bourgeois.

Ce parlementarisme est miné depuis bien des années par beaucoup de choses, mais essentiellement par la crise économique.

On en a l'exemple ici, en France, avec la crise de l'alternance gauche-droite, avec l'augmentation de l'abstentionnisme. L'arrivée au pouvoir de Macron était déjà l'expression de cette crise, avec son «ni droite ni gauche», c'est-à-dire avec l'une et l'autre, et surtout la droite. Il a su en tirer profit pour son ambition. Mais il n'a pas résolu le problème.

Le problème, c'est la déconsidération globale des gouver-

nements issus du parlementarisme, qui sont de moins en moins crédibles. Cette déconsidération est une vieille histoire, liée au fait que la bourgeoisie impérialiste décadente est de moins en moins encline à jeter quelques miettes à l'aristocratie ouvrière. Le temps du réformisme triomphant est passé. La crise a épuisé les bases économiques de la démocratie parlementaire des pays impérialistes. Il ne s'agit pas de l'accélération actuelle, mais de cette longue « crise séculaire » qui, depuis les années 1970, pousse la bourgeoisie à une attitude plus offensive contre la classe ouvrière. Cela s'est fait progressivement, de façon étalée dans le temps. Avec l'aggravation actuelle de la crise, la démocratie parlementaire bourgeoise est définitivement condamnée.

Il y a ce sur quoi, aux États-Unis, un Trump a basé son ascension politique pour devenir président, c'est-à-dire la méfiance vis-à-vis des « élites ». Il mise sur la même méfiance pour revenir au pouvoir aux prochaines élections. Au point qu'un grand quotidien américain, le *Washington Post*, qui passe pour être sérieux, a titré un article (23 septembre 2021) : « Notre crise constitutionnelle est déjà là », pour poursuivre : « Donald Trump sera le candidat républicain à la présidence en 2024. L'espoir et l'attente qu'il perde de sa visibilité et de son influence ont été illusoire », concluant : « Les États-Unis se dirigent vers leur plus grande crise politique et constitutionnelle depuis la Guerre Civile, avec une chance raisonnable, au cours des trois à quatre prochaines années, d'incidents de violence de masse, une rupture de l'autorité fédérale et la division du pays en terres rouges et enclaves bleues. »

SUR LA SITUATION POLITIQUE EN FRANCE

Cela nous ramène, ici en France, à la fulgurante ascension de Zemmour dans les sondages. Un éditorial récent du *Parisien* affirme que « la trajectoire de Donald Trump fait rêver Zemmour ». Et peut-être aussi Bolloré, le manager qui le fait courir. C'est d'autant plus vraisemblable que l'exemple inspire de longue date Victor Orban en Hongrie et son régime « illibéral ». La démocratie parlementaire bourgeoise garde ses oripeaux mais vidés de tout contenu.

La première condition d'une démocratie parlementaire bourgeoise est que les gens croient en elle, qu'ils croient à l'alternance gauche-droite et à l'alternance Parti républicain-Parti démocrate. Eh bien, ils croient de moins en moins en cela !

Autant la bourgeoisie se fout des alternances, c'est là l'affaire de son personnel politique, autant elle a besoin d'un État qui fasse face aux troubles. Il faut que l'autorité de l'État soit respectée ! On n'entend que cela à longueur d'antenne, que ce soit à propos des gilets jaunes ou, comme en ce moment, à propos des Antilles.

Une période de crise comme celle que nous vivons peut nécessiter un pouvoir fort, autoritaire, pour imposer à la population des mesures indispensables à la bourgeoisie. Cela peut en rester aux moyens purement étatiques. Le fascisme au pouvoir n'est pas l'idéal de la bourgeoisie, même de sa frange la plus réactionnaire. Dans la mobilisation même très réactionnaire de la petite bourgeoisie, il y a une trop large part faite à ce que la grande bourgeoisie considère avec mépris : la « populace ».

Dans la période qui a fait surgir Mussolini, la Marche sur Rome était davantage un spectacle destiné à dissimuler l'accord de l'armée et de la police, et du roi, pour que Mussolini parvienne au pouvoir. En Allemagne, Hitler n'a pu consolider son pouvoir, même une fois devenu chancelier, qu'en montrant patte blanche à l'appareil d'État, en l'occurrence l'armée, c'est-à-dire son état-major, en massacrant les SA qui l'avaient porté au pouvoir. En Espagne, il y avait une organisation fasciste, la Phalange, qui a été utile à la dictature de Franco pour encadrer la population, mais c'est l'armée qui avait pris le pouvoir.



Au-delà de la petite personne de Zemmour et des circonstances précises de son émergence comme substitut éventuel à Marine Le Pen, du cadeau que Bolloré lui a fait en lui donnant une tribune télévisée quotidienne, etc., il y a un phénomène bien plus général.

Pour le moment, Zemmour reste un phénomène électoral. Mais en tant que tel, s'il prend la place de Le Pen comme porte-parole de l'extrême droite, ce sera le signe d'une évolution de l'opinion publique de droite et d'extrême droite, dans le sens d'une plus grande radicalité dans le langage. Ce sera la démonstration que Marine Le Pen, à force de se dédramatiser, aura perdu une partie de son électorat. Si les deux maintiennent leur candidature, cela pourrait empêcher l'extrême droite d'être présente au deuxième tour. Mais cette division n'aura pas diminué l'ensemble de l'électorat d'extrême droite, au contraire, cela l'aura augmenté.

Zemmour bénéficie déjà du soutien d'un Bolloré et sans doute de quelques autres grands bourgeois, mais cela ne signifie pas que la bourgeoisie souhaite le voir gouverner le pays.

Mais, dans l'ombre de Zemmour et de Le Pen, il y a déjà des individus, des groupes qui ont des projets ouvertement fascistes. La « zemmourisation » des esprits pourrait encourager certains de ces groupes à tenter leur chance et faire sortir la menace du domaine essentiellement électoral.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Nous diffusons des bulletins sans subir d'attaques, même pas du côté des stals. Nous vendons notre presse sans être embêtés par quiconque. On peut se réunir, faire nos meetings, nos CLT, sans avoir affaire à des bandes fascistes.

Pour comparer avec notre passé, nous avons subi plus

d'agressions lors des ventes de notre presse à une époque où nous étions quelques dizaines que par les temps qui courent. Et, au temps de Pujade, même les vendeurs de *L'Humanité* subissaient périodiquement des attaques, et nous ne parlons pas de la période de l'OAS, où le danger fasciste était bien plus menaçant qu'aujourd'hui.

En Italie, un groupe d'extrême droite a profité d'une manifestation anti-passe sanitaire pour attaquer le siège de la centrale syndicale CGIL. Cette attaque est restée pour l'instant sans lendemain. Elle a été facilitée par le fait que la CGIL défend le passe sanitaire (exigé de tous les travailleurs) et apparaît comme complètement solidaire du gouvernement. Au point que certains gauchistes sont prêts à trouver ça bien d'attaquer la CGIL, indépendamment de qui l'attaque.

Avant d'avoir besoin de recourir à des bandes fascistes comme supplétifs de l'appareil d'État, la bourgeoisie peut se contenter de son appareil d'État, d'un régime bonapartiste. Avant d'être appelé au pouvoir par la bourgeoisie, Hitler a été précédé par des Brüning, Schleicher, von Papen, etc., qui étaient des politiciens aussi réactionnaires qu'autoritaires.

Alors, sans avoir la capacité de deviner le destin de Zemmour ou, plus exactement, l'offre politique patronnée par Bolloré, le rôle du premier peut n'être que la couverture politique d'extrême droite d'un pouvoir bonapartiste s'appuyant sur l'armée et sur les appareils de répression officiels.

Voilà dans quel sens il y a une certaine répartition des rôles de fait entre Macron et Zemmour. Le premier habitue la population à des mesures autoritaires. D'abord avec la répression policière contre les gilets jaunes; plus récemment, en profitant de « la guerre contre le coronavirus » pour mettre au

pas la population.

Le second, Zemmour, donnera, s'il en a la possibilité, une expression plus achevée, plus ouvertement réactionnaire, au rôle de l'appareil d'État.

NOTRE CAMPAGNE

Le premier de nos objectifs, en utilisant la légalité du parlementarisme bourgeois, est de défendre et de propager nos idées communistes révolutionnaires.

Le chaos économique et sanitaire, les crises écologique, migratoire, le retour de la famine en Afrique, l'évolution réactionnaire avec le renforcement de l'extrême droite et des idées racistes témoignent tous les jours de la nécessité de changer la société et le monde tout entier.

C'est un constat qui est fait bien au-delà des révolutionnaires. Parce que tout le monde sent bien que l'humanité ne s'achemine pas vers une ère de prospérité, de paix et d'harmonie.

Ce qui nous distingue de tous les autres candidats, y compris du NPA, c'est que nous affirmons que la seule force capable de transformer la société, c'est la classe ouvrière. Nous affirmons que, si les travailleurs ne se battent pas pour renverser l'exploitation et l'obstacle que constitue la propriété privée capitaliste, la société continuera de s'enfoncer dans le chaos. Plus aucun parti, plus aucun politicien ne raisonne à partir du prolétariat, à partir de ses besoins et de ses intérêts. Pour un tas de gens, le mot même de prolétariat ne veut plus rien dire, les ouvriers n'existent plus et même l'usage du mot travailleur est questionné.

Eh bien oui, le prolétariat ne devient visible que lorsqu'il se bat. Et, quand il ne se bat pas à l'échelle de la société, il ne peut apparaître comme une force

politique que s'il se donne un parti. Il ne dépend pas de nous de déclencher des luttes massives, mais il dépend de nous de nous acharner pour construire un parti dans la classe ouvrière.

Notre orientation fondamentale est d'affirmer cette confiance dans la classe ouvrière, c'est de militer en direction du monde du travail pour construire un parti ouvrier révolutionnaire. Sur cette orientation fondamentale, nous sommes seuls et cela justifie que l'on ne cherche pas à s'allier avec Pierre, Paul, Jacques. Si nous ne portons pas, nous, cette perspective de construire un parti des travailleurs, personne ne le fera.

Il faut utiliser au maximum les deux campagnes électorales pour avancer dans cette construction.

Ces deux campagnes doivent nous servir à rayonner plus largement que d'habitude, même si c'est forcément limité par la situation.

Et cela ne se fera pas au travers des quelques interviews médiatiques de Nathalie Arthaud. Tout cela dépend de notre campagne militante et des efforts militants de chacun.

On peut déjà faire un petit bilan intermédiaire de la campagne. Elle a commencé en septembre. Il y a eu une série de fêtes locales et de banquets... le meeting du 9 octobre, et puis, pour aider à la mobilisation et motiver les troupes, Nathalie Arthaud s'est déplacée dans une trentaine de villes pour animer des réunions larges, quoique non publiques, mélangeant des militants, des sympathisants et des connaissances.

Le premier bilan que l'on peut faire de cette activité est encourageant et, bien sûr, il reflète le combat permanent que l'on a à mener dans la période.

Un combat, d'abord, parce que faire en sorte que les gens se déplacent, ce n'est jamais

simple. Mais nous parlons de combat aussi parce que les participants à ces réunions reflètent l'état d'esprit morose, pour ne pas dire découragé, des travailleurs. Ils sont défaitistes et répercutent ce qu'ils entendent: «Faire grève ce n'est plus possible. Les patrons sont trop forts. Ils ont gagné. Et puis il y a la répression. C'est David contre Goliath... Mais les gens autour de moi ne veulent plus entendre parler des syndicats ou de la politique.» Et puis bien sûr, il y a le fait que l'extrême droite et Zemmour ont le vent en poupe.

Dans une même réunion, on peut avoir des écorchés vifs, souvent d'ex-gilets jaunes qui ne veulent pas s'avouer vaincus, et puis, à l'opposé, d'autres qui raisonnent en syndicalistes et qui reprochent aux gens de ne pas vouloir se mobiliser. Ces réactions reflètent toutes deux, de façon opposée, le même découragement et la perte de confiance dans la classe ouvrière.

Face à cela, la seule chose que nous avons à leur proposer, c'est notre propre révolte, le capital politique que nous a légué le mouvement ouvrier révolutionnaire et notre démarche militante et volontariste. Alors, bien sûr, c'est un combat, toujours, pour les toucher, pour leur redonner le moral, pour leur donner envie d'être avec nous, pour les entraîner malgré les doutes qu'ils peuvent avoir.

Mener ce combat dans un cadre collectif est un gros avantage. Cela prouve, même petitement, qu'on n'est pas seuls et qu'il existe ne serait-ce qu'un noyau du parti que nous voulons construire.

Et c'est ça l'aspect encourageant. Il y a en quelque sorte deux milieux qui se télescopent: des convaincus, des solidaires de tout ce que l'on peut dire, et ceux qui nous découvrent, ouvrent de grands yeux ou expriment leurs désaccords. Cela fait presque toujours

des réunions très animées, avec des gens qui livrent leurs sentiments et qui sont contents aussi d'entendre et d'écouter ce que les autres ont à dire.

La semaine dernière, une ouvrière de la SAM, la fonderie qui est mise en liquidation dans l'Aveyron, a été interviewée à la radio et elle a dit qu'elle était passée par plusieurs phases: «*la fatigue, la colère, la résignation et le combat*». Eh bien, ces réunions mêlent des personnes qui sont dans ces quatre états d'esprit.

Mais globalement, il en ressort une grande solidarité et une fraternité.

Se lancer dans la campagne, et surtout lancer dans la campagne nos proches, est compliqué, parce que les médias ne relaient pas notre campagne. Nathalie Arthaud n'a droit qu'à quelques interviews sporadiques et, à moins de s'intéresser et d'être un peu politisé, il est difficile de savoir qu'elle est candidate. Mais on ne peut pas attendre qu'elle soit visible dans les médias, elle ne le sera que dans les derniers jours. Nous n'aurons droit qu'à la toute petite visibilité que constituent les débats des deux semaines de campagne officielle, s'il y en a. Quant aux réunions publiques, elles arrivent aussi très tard.

Tisser des liens militants avec tous ceux qui nous entourent – et pas seulement leur demander de se déplacer aux réunions que l'on peut organiser –, essayer de voir quel geste militant chacun peut faire, comme du porte-à-porte avec eux dans leur immeuble, voire distribuer des tracts dans des boîtes aux lettres, réunir quelques proches chez eux un samedi après-midi, tout cela nécessite beaucoup de temps. Cela veut dire prendre le temps pour discuter, pour réfléchir et s'organiser avec eux. Si nous attendons trop, nous ne pourrions pas le faire.

Les fêtes de fin d'année arrivent très vite maintenant. En fait, quand on regarde, il nous reste trois mois utiles : janvier, février, mars, parce que début avril c'est déjà fini. Trois mois, c'est très peu vu le boulot qui s'offre à nous. Il faut essayer d'y mettre toutes nos forces.

VERS LA JEUNESSE

Le « camp des travailleurs » ne parle peut-être pas à la jeunesse étudiante. Mais tout ce que nous y mettons, l'internationalisme et la perspective de la révolution et du communisme, fait partie des discussions que l'on a en permanence

avec les jeunes. En élevant la voix en faveur des migrants, de la liberté de circulation, on donne une bouffée d'oxygène aux jeunes immigrés et à tous ceux que l'expression d'un racisme décomplexé écœure. Le surgissement de Zemmour, la droitisation de la vie politique, tout cela suscite des questions. On peut essayer de s'en saisir pour organiser des réunions.

Comme la crise climatique pousse une partie de la jeunesse à réfléchir et, peut-être, à se politiser, l'écologie et la nécessité de réorganiser toute la société est d'ailleurs une façon très simple de parler expropriation de la bourgeoisie, commu-

nisme et rôle révolutionnaire des exploités.

Essayons d'utiliser toutes les possibilités que nous offre la campagne présidentielle, aussi petites soient-elles. Le fait de nous battre dans cette campagne, en ne cédant à aucune mode ni démagogie et en assumant le fait d'être à contre-courant des idées réactionnaires, cela peut aussi enthousiasmer des jeunes révoltés. Que nous nous bagarrions contre l'apolitisme et le réformisme pour porter une parole révolutionnaire, oui, cela peut enthousiasmer certains jeunes, comme cela continue de nous enthousiasmer.



Clermont-Ferrand, le 15 mars 2019.

RADIO FRANCE



Conclusions (extraits)

Avant d'en venir à nos objectifs pour l'année qui vient, nous voudrions faire le bilan de l'année 2021.

Comme dirait La Palice, l'année prochaine c'est la continuation de l'année précédente. Elle le sera probablement dans bien des domaines de nos activités militantes. Avec cependant cette grosse réserve que la situation, sur le plan économique, comme sur le plan politique et dans les relations internationales, est sans cesse plus instable que dans le passé, sans cesse plus lourde de menaces. Avec tout ce qu'un changement de situation peut impliquer pour nos activités militantes. Sans même être obnubilés par les rebondissements de la pandémie et l'imprévisibilité des mesures gouvernementales.

MILITER AU TEMPS DU COVID-19

L'année écoulée au sens large, c'est-à-dire depuis le début de la pandémie en mars 2020, a été une période difficile. Elle l'a été par les difficultés quotidiennes pour tout un chacun.

Pour l'essentiel, nos difficultés ne découlaient pas de nos activités militantes. Elles ont été partagées par toute notre classe : menace du virus, hôpitaux débordés, personnel de santé exténué, valse-hésitation du gouvernement dans la gestion de l'épidémie, confinement, déconfinement, avec

ou sans test, possibilités de se déplacer à distances variables, formulaires variables, liens entre les uns et les autres tout aussi variables, découverte du vaccin, déplacements avec ou sans passe sanitaire, variant Delta, quatrième et cinquième vagues.

À ceci près cependant que les difficultés pour maintenir les liens et les difficultés pour se déplacer ont été un peu plus accentuées pour l'activité militante.

La seule difficulté qui nous a touchés spécifiquement en tant que militants révolutionnaires a été qu'il a fallu rompre avec un certain nombre de routines des années précédentes et que nous avons eu l'obligation de trouver des solutions nouvelles pour militer dans des conditions changées.

Mais, sur ce terrain, c'est-à-dire maintenir les liens entre nous et continuer à nous adresser aux travailleurs, il ne faut pas exagérer les difficultés de la période. Ne comparons même pas avec celles qu'ont connues nos ancêtres politiques, la social-démocratie allemande sous Bismarck et ses lois d'exception, ni avec les bolcheviks pendant la quasi-totalité de leur existence, en dehors des périodes révolutionnaires de 1905 et de 1917. Nos difficultés ont été bien modestes, même par rapport à

celles auxquelles a été confrontée la génération trotskyste qui militait à la veille, au début et pendant la Deuxième Guerre mondiale, aussi bien sur le plan de la survie quotidienne que sur celui de la survie politique.

NOS OBJECTIFS DANS LES CAMPAGNES ÉLECTORALES

Notre première échéance est évidemment la campagne électorale, ou plus exactement les deux campagnes successives de la présidentielle et des législatives qui, pour nous, politiquement constitueront une seule et même campagne. Nous l'avons déjà engagée.

Le fondement de notre campagne est de développer une politique communiste révolutionnaire, aussi bien par rapport aux événements d'actualité que pour faire la propagande en direction de cette écrasante majorité de la classe ouvrière que nous ne touchons pas par nos activités quotidiennes ordinaires.

Au-delà de l'agitation autour des questions politiques d'actualité, disons, en gros, ce que nous faisons avec les éditoriaux des bulletins ; au-delà aussi de la propagande générale pour défendre la perspective de la révolution prolétarienne et de la nécessité d'un parti ouvrier

communiste révolutionnaire, nous voudrions insister sur l'objectif que chaque groupe de camarades, chaque militant, doit se fixer pour les mois à venir.

La période est ce qu'elle est, c'est-à-dire marquée par une évolution réactionnaire des choses. Il ne s'agit pas seulement de la droitisation des partis politiques, mais aussi de l'évolution réactionnaire dans toute la vie sociale, dans toutes les mentalités, y compris dans notre classe. Il serait vain de tenter de mesurer la part des choses, à savoir dans quelle mesure la droitisation des partis politiques influe sur l'opinion publique en général et dans quelle mesure ce sont les partis qui, pour des raisons électorales, s'adaptent à l'évolution des choses. Les deux, mon général, comme dirait l'autre.

Notre problème est de comprendre cette évolution générale, la comprendre en profondeur, non pas pour s'y adapter, mais, au contraire, pour saisir ce que la situation recèle comme opportunités pour faire avancer la construction d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire.

SAISIR LES POSSIBILITÉS DE LA PÉRIODE

Dans *La maladie infantile du communisme*, Lénine évoque toute l'histoire du parti bolchevique. Cet ouvrage est très riche d'enseignements. Et pour cause: il a été rédigé au printemps 1920, en direction des jeunes partis communistes en voie de naître et à qui il fallait transmettre les leçons essentielles de l'histoire du parti bolchevique. En insistant, dès le début du texte, sur «*la portée internationale de la révolution russe*», Lénine s'adresse à nous, par-dessus le siècle écoulé. Une histoire qui n'a certainement pas été un long fleuve tran-

quille pour s'acheminer vers la révolution d'Octobre.

Pendant les quatorze ans qui séparent l'émergence de la fraction bolchevique en 1903 des révolutions de Février puis d'Octobre 1917, le Parti bolchevique a connu bien de situations très diverses: de l'existence de petits cénacles de militants, pour la plupart dans l'émigration ou dans les prisons du tsar, jusqu'à des périodes révolutionnaires comme en 1905. Après avoir insisté sur l'intensité et l'ampleur des débats d'idées dans le mouvement révolutionnaire russe, entre les courants populiste, anarchiste, marxiste, débats qui aboutirent au bolchevisme, Lénine écrivait: «*Le bolchevisme, né sur cette base théorique de granit, a vécu une histoire pratique de quinze années (1903-1917) qui, pour la richesse de l'expérience, n'a pas d'égale au monde. Aucun autre pays durant ces quinze années n'a connu, même approximativement, une vie aussi intense quant à l'expérience révolutionnaire, à la rapidité avec laquelle se sont succédé les formes diverses du mouvement, légal ou illégal, pacifique ou orageux, clandestin ou avéré, cercles ou mouvement de masse, parlementaire ou terroriste. Aucun autre*

pays n'a connu dans un intervalle de temps aussi court une si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes, dans la lutte de toutes les classes de la société contemporaine, lutte qui, en conséquence du retard du pays et du joug tsariste écrasant, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec avidité et utilement le "dernier mot" de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe.»

À part la décision de prendre le pouvoir en octobre 1917, ce n'est pas le Parti bolchevique qui a créé les situations ou qui les a maîtrisées. Elles ont découlé des rapports de force sociaux. On ne peut évidemment pas recréer artificiellement une «*si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes*». Mais on peut et on doit l'étudier et s'en pénétrer.

Mais ce qui en fait un modèle pour nous, c'est que le Parti bolchevique a su, à toutes les périodes, saisir toutes les opportunités que la situation offrait. Et, à certaines périodes, les opportunités étaient limitées à celles que devait saisir un militant ou un groupe de militants enfermés dans les prisons du tsar pour se cultiver politiquement et en cultiver d'autres, et par la même occasion les gagner.



Discours d'ouverture devant les députés de la première Douma, par l'empereur Nicolas II, le 27 avril 1906.

En période révolutionnaire, la situation offrait de multiples possibilités auxquelles les militants devaient savoir faire face. Les militants décidés et compétents pouvaient faire basculer du côté de la révolution une usine ou un régiment entier.

Alors, quelle est la période ? Quelles possibilités recèle-t-elle face à la crise avec toutes ses conséquences, déjà présentes ou à venir, pour les travailleurs ?

Sans même parler de la situation en Martinique et en Guadeloupe, il y a aussi en France, bien qu'à une toute petite échelle, des axes de résistance face à l'offensive patronale. La rubrique Entreprises de notre journal en témoigne. Cela ne va pas bien loin pour le moment, en tout cas comparé aux Antilles, mais encore une fois, cela peut changer très vite, car on sent, ne serait-ce que dans les discussions, le mécontentement se transformer en colère. En revanche, la classe ouvrière est désarmée sur le plan politique. Nous n'insistons pas sur cet aspect, mais c'est le véritable problème, c'est-à-dire celui du parti ouvrier communiste révolutionnaire.

Alors, souhaitons bon courage à tous les camarades pour la période à venir et pour l'accomplissement des tâches qui nous attendent.

Autant qu'on puisse le prévoir, ces tâches ne seront pas grandioses, mais elles nous permettront, espérons, de faire quelques pas en avant dans la construction du parti ouvrier communiste révolutionnaire.

LA QUESTION DES DÉLAIS

Plusieurs générations de militants se sont succédé depuis la fondation de la IV^e Internationale avec cet objectif, en partant de la catastrophe qu'ont été le stalinisme et la destruction physique, politique et morale de la génération qui a réalisé

la première révolution prolétarienne de l'histoire.

La première, en tout cas, qui a pu non seulement conquérir le pouvoir, mais le garder, faisant la démonstration à l'échelle d'un sixième de la planète que la classe ouvrière était capable de diriger la société. Mais comme l'a écrit Trotsky, si les délais pour changer la société de fond en comble ont été plus longs que ne l'imaginaient Marx et sa génération, l'histoire des sociétés ne se mesure pas avec les mêmes instruments que pour la vie des hommes et, à plus forte raison, pour celle des militants qui ont l'impatience des révolutionnaires.

Nous ne savons pas si on peut parler de retard, car retard par rapport à quoi, au juste, si ce n'est par rapport à la vague révolutionnaire qui a suivi la révolution d'Octobre 1917 ? Ce qui est certain, c'est que cette période a été marquée par deux guerres mondiales, des massacres sans fin et surtout par cette « *accumulation de misère, de souffrances, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité, de dégradation mentale* », pour reprendre l'expression de Marx, que la société de classe, que l'exploitation réservent aux prolétaires.

Plus de cent-cinquante ans après que Marx a écrit ces lignes, on peut les reprendre intégralement pour décrire la situation d'aujourd'hui. On peut les reprendre pour la situation dans l'écrasante majorité pauvre de la planète. Et on peut les reprendre aussi même dans les pays impérialistes privilégiés mais qui, avec la crise, ont enclenché la marche arrière pour la majorité travailleuse de la population.

La crise économique d'aujourd'hui, comme nous l'avons expliqué dans le texte *Le capitalisme en crise et l'interventionnisme de l'État*, vire au chaos. Chaos et loi de la jungle dans les relations entre groupes capita-

listes et entre États capitalistes. Chaos entre entreprises principales et entreprises sous-traitantes. Chaos dans les filières de transport.

Chaos qui se répercute jusqu'à l'intérieur même des entreprises capitalistes, dans l'organisation même du travail.

Ce chaos de l'économie capitaliste se répercute dans la vie sociale, dans les relations internationales jusqu'aux comportements individuels.

C'est toute la vie sociale organisée sur la base capitaliste, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production, la concurrence, la loi du marché, qui est en train de se disloquer devant nos yeux.

Quant aux États, instruments de la bourgeoisie partout, ils sont soumis à deux évolutions contradictoires.

D'un côté, une évolution vers un autoritarisme croissant. Mais encore faut-il qu'ils en aient les moyens, c'est-à-dire la richesse de leur bourgeoisie et un appareil d'État solide, éprouvé, auquel elle puisse faire confiance.

De l'autre côté, la dislocation des États répercutant celle de la société dans son ensemble.

L'ÉVOLUTION DES ÉTATS DANS LE CHAOS CAPITALISTE

D'un côté, il y a cette douzaine de pays impérialistes qui sont riches de l'exploitation passée et présente des pays pauvres et qui sont accompagnés de quelques autres pays industriels comme ceux de l'Est européen.

De l'autre côté, il y a les pays pauvres. Certains, dont plusieurs en Afrique, sont de fait déjà décomposés même territorialement : la Libye, le Soudan, la Somalie, le Yémen et, peut-être, faudra-t-il ajouter l'Éthiopie.

Il y a une autre variante comme en Haïti où ce sont les bandes armées criminelles qui se substituent de plus en plus à l'appareil d'État.

Le chaos, c'est aussi ces centaines de milliers de femmes, d'hommes, d'enfants, chassés de leur pays par la guerre ou par la faim, qui meurent en Méditerranée, dans la Manche, sur les routes des Balkans ou entre les barbelés à la frontière de la Biélorussie. Le chaos, c'est aussi les marchandages abjects entre les pays européens, sur le meilleur moyen de les refouler.

Le chaos, c'est également dans les têtes, avec toutes les formes de conspirationnisme, le foisonnement de toutes les idées réactionnaires.

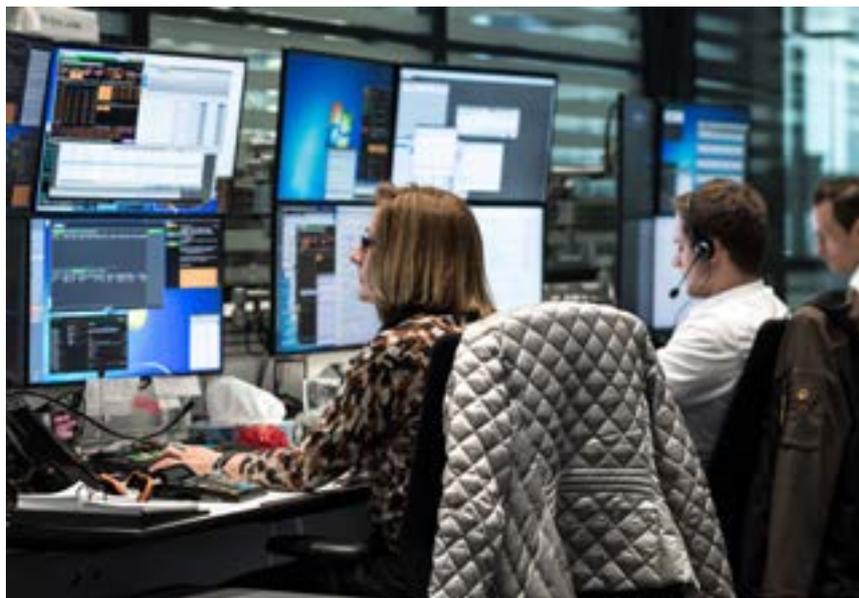
Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous rappelons cette expression de Rosa Luxemburg : socialisme ou barbarie.

Sur bien des plans, la barbarie n'est pas une menace pour l'avenir, car c'est déjà le présent. Elle ne prend pas encore la forme d'une guerre généralisée. Mais, pour combattre des peuples de cette planète, les guerres locales ou les guerres d'oppression diverses, nationales ou ethniques, ont fait ou font déjà bien plus de victimes que les deux guerres mondiales du passé.

Le combat pour la destruction de l'organisation capitaliste de la société, devenu depuis bien longtemps la seule lutte qui vaille, est aujourd'hui une question de vie ou de mort pour beaucoup.

Depuis la domination capitaliste, bien des générations ont rêvé de l'émancipation sociale, mais n'ont pu qu'en rêver.

Mais ce qui n'était qu'un rêve, une utopie, est devenu avec Marx un moyen de compréhension de la société et, par là même, un instrument de combat. C'est pour mener ce combat que des partis communistes révolutionnaires, qu'une inter-



Traders de la Deutsche Bank.

nationale, sont indispensables.

Malgré le fait que les combats des générations successives du prolétariat n'ont pas abouti au changement de l'organisation sociale, la société a continué à évoluer. Freinée par le capitalisme et malgré le bond en arrière de certaines périodes, de crises ou de guerres, la société a continué à accumuler des matériaux qui rendent l'organisation capitaliste de la société de plus en plus anachronique mais qui offrent en même temps la possibilité d'y mettre fin et de créer une nouvelle société sans propriété privée et sans exploitation.

Nous avons dit bien souvent que, par-delà la capacité croissante de productivité du travail humain, le développement capitaliste a mis en place une multitude de formes d'organisation qui donnent les moyens de gérer rationnellement et à l'échelle du monde les capacités de production et la répartition.

Une fois renversée la domination de la bourgeoisie sur le monde et les moyens de production maîtrisés par la classe ouvrière, le socialisme fera la démonstration de sa supériorité, et le retour au capitalisme sera rendu impossible.

C'est la fierté de se battre pour cette perspective, aussi

modeste que soit notre rôle aujourd'hui pour la faire avancer, qui doit nous guider pour faire face aux difficultés.

À TOUTES LES GÉNÉRATIONS DE CAMARADES

Enfin, pour terminer, nous voudrions nous adresser aux militants des différentes générations.

Les militants les plus âgés n'ont certes plus leur corps de 20 ans, mais ils sont encore là. Et souhaitons qu'ils aient toujours leur cœur de 20 ans !

Dans notre « métier », dans notre vocation, on ne connaît pas la retraite, sauf lorsque le vieillissement ou la maladie font qu'on n'est plus en état de marche. Car tant que la volonté militante existe, on a toujours quelque chose à faire, ne serait-ce que transmettre aux militants plus jeunes.

Les militants des générations anciennes ont pour mérite principal d'être toujours là. D'être là d'abord politiquement, c'est-à-dire sans avoir trahi leurs idées de jeunesse et sans avoir rejoint le camp adverse.

Une des choses qui nous distinguent sur le long terme d'autres courants trotskystes,

Conclusions (extraits)

c'est que même ceux de notre organisation qui ont abandonné le combat n'ont pas fourni à la bourgeoisie des députés, des ministres, c'est-à-dire des laquais galonnés.

Sans cette génération de vieux militants, l'organisation ne pourrait pas vraiment fonctionner. Mais ceux dont dépend l'avenir, ce sont les jeunes. Alors, quelques mots pour les militants les plus jeunes.

Pour ce qui est de l'enthousiasme et de la volonté de militer malgré le courant contraire qui est dominant, ils doivent les trouver en eux-mêmes. Il faut aussi que la boussole politique, ils l'aient en eux-mêmes.

Il faut qu'ils raisonnent en marxistes et que cela devienne naturel. La nécessité de se cultiver en marxiste, pour un militant, ne s'arrête pas. En relisant le même ouvrage de Marx, de Lénine, de Trotsky et de bien d'autres, en fonction des événements, on y trouve chaque fois quelque chose de nouveau, car ce ne sont pas seulement les livres qui éduquent, c'est la confrontation des idées que ces livres contiennent avec la vie, avec la lutte de classe vivante.

Il faut être capable de rai-



WIENBIBLIOTHEK IM RATHAUS

Adelheid Popp (1869-1939), ouvrière du textile à Vienne, devenue dans les années 1890 une militante du Parti social-démocrate

sonner en marxiste, même tout seul, même s'il n'y a pas une organisation derrière soi, même s'il n'y a pas d'autres militants pour nous guider. D'autant plus qu'à militer à contre-courant, on subit des pressions, et de plus en plus.

La pression des adversaires, mais aussi la pression du milieu petit bourgeois qui nous entoure et qui, même lorsqu'il se revendique de la gauche,

même s'il mène certains combats avec lesquels nous sommes solidaires, ne les place pas dans la perspective de la révolution prolétarienne et du communisme.

Souhaitons à tous ceux qui sont déjà ici, comme à ceux qu'ils ont encore à gagner, d'être de ceux qui pousseront ce combat jusqu'au renversement du système capitaliste à l'échelle internationale.



Interventions des groupes invités (extraits)

Nous publions ci-dessous de larges extraits des interventions des groupes invités. Nos lecteurs peuvent retrouver leurs organes de presse respectifs sur Internet (voir en quatrième de couverture, ou à partir du site de l'Union communiste internationaliste <https://www.union-communiste.org/fr>).

Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

LES VRAIES CAUSES DE LA RÉVOLTE

Pour qualifier la révolte sociale aux Antilles, la presse officielle a fréquemment parlé d'un mouvement contre le passe sanitaire et l'obligation vaccinale. En réalité il s'agit d'une explosion sociale qui a pris la forme d'une opposition à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire. Et ce n'est pas la même chose.

Certes, la contestation sociale est partie des travailleurs de la santé qui ne veulent pas se faire vacciner. Puis, les mêmes ont amplifié la contestation quand ils ont été suspendus et privés de salaire. Ils ont été rejoints par les pompiers, les infirmiers et assistants scolaires, les infirmiers libéraux. C'est bien cette sanction qui a été l'étincelle du mouvement. Ce sont environ 2000 travailleurs de la santé et assimilés qui ont été le fer de lance du mouvement. Ils ont été d'autant plus compris par la population que celle-ci, bien à tort, est anti-vaccin. Oui, elle a tort, mais c'est comme ça. Et nous ne pouvions pas nous en lamenter ni passer notre temps à faire cam-

pagne pour le vaccin. Même si les nationalistes, eux, ont surfé démagogiquement sur ce sentiment populaire. Pour nous, il fallait surtout protester contre les suspensions de service et de salaire, contre la mise au pas des salariés concernés par l'obligation vaccinale.

LE BLOCAGE DES DEUX ÎLES

La révolte sociale s'est manifestée par la construction de barrages routiers. Les deux îles ont été totalement bloquées pendant près de 15 jours et le restent encore aujourd'hui partiellement. Dès les premiers barrages, on a vu beaucoup de jeunes participer, aider et même prendre le contrôle de certains barrages dans les quartiers et aussi sur des grands axes routiers. Très rapidement, leur nombre a dépassé celui des militants des diverses organisations. Il s'agissait le plus souvent de jeunes chômeurs, mais aussi de jeunes travailleurs. Des femmes et des hommes plus âgés étaient aussi présents. Certains apportaient à manger, à boire, le café le matin à ceux qui tenaient les barrages.

Il y eut partout des barrages, dont quelques gros barrages bloquants. Les plus importants en Guadeloupe étaient ceux de Montebello, Capesterre, Perrin, près de la caserne des pompiers aux Abymes, et ceux de Sainte-Rose sur le pont de la Boucan. Ces deux barrages sont devenus, peut-on dire, symboles de la révolte. Ils sont toujours en place aujourd'hui.

En Martinique aussi il y en eut partout, dont quelques gros sur lesquels les manifestants dormaient et se relayaient, comme à Place Mahault, à Carrère, Rivière Pilote, à Sainte-Marie, ou au Marin. Puis les barrages ou barricades se sont partout spontanément multipliés. Dans les campagnes, les petits barrages furent nombreux, parfois avec des jeunes du quartier voisin. Des gens faisaient leur petit barrage devant chez eux. Même les enfants jouaient à faire des barrages.

LES REVENDICATIONS S'ÉLARGISSENT

La revendication initiale de levée de l'obligation vaccinale fut alors élargie à d'autres re-

vendications, comme les augmentations de salaire, pensions et minima sociaux accompagnant la dénonciation de la vie chère, des embauches massives, la résolution des problèmes de coupure d'eau courante et de pollution de cette eau, l'indemnisation rapide des travailleurs touchés par le chlordécone et les pesticides, entre autres.

À la rentrée d'octobre, l'augmentation vertigineuse des prix de l'essence et de l'alimentation, tout comme dans l'Hexagone, avait accru le mécontentement.

LES APPELS À LA GRÈVE

Dans les entreprises, malgré les appels à la grève générale, il y eut peu de grèves. On compta un bon nombre de grévistes le jour des manifestations, mais il n'y a pas eu de réelle grève générale. Cependant, les travailleurs soutiennent le mouvement et certains viennent aider sur les barrages. Il y eut quand même des grèves, notamment dans la santé et les secteurs assimilés, où 17 piquets de grève se poursuivent, et dans les hôtels, pendant quelques jours. En Guadeloupe, les salariés d'ArcelorMittal sont toujours en grève, depuis plus de 80 jours. La grève à la caisse générale de Sécurité sociale de Martinique se poursuit depuis plus d'un mois.

Aujourd'hui, les forces de répression ont entrepris de démanteler des barrages avec d'énormes engins de chantier. Tous les barrages de Martinique ont été levés. Mais une farouche résistance se manifeste sur celui de Fond Lahaye. Certains parlent d'en reconstruire.

En Guadeloupe, ils n'ont pas encore osé démanteler ceux de Sainte-Rose et de Perrin aux Abymes. D'autres barrages sont reconstruits après le départ des



Manifestation samedi 27 novembre à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe.

gendarmes. C'est le cas depuis deux jours à Gosier. Mais, après plusieurs jours de démantèlement et de reconstruction, la RN 1 est aujourd'hui dégagée de barrages.

Nous ne nous étendrons pas sur les violences de nuit, pillages, incendies, tirs sur les flics opérés par des bandes de jeunes. Nous avons tenté de contrôler sur les barrages les petits rackets. Nous nous sommes adressés à eux politiquement dans des tracts et des vidéos. Et surtout sans faire la morale.

AUX ORIGINES DU MOUVEMENT

La première grande manifestation, appelée par les syndicats, fut énorme : elle compta 8000 personnes le 17 juillet en Guadeloupe. D'autres eurent lieu en juillet et en août, et furent jusqu'à maintenant clairement des manifestations anti-vaccin. En Martinique aussi.

Mais nous ne sommes pas des militants du vaccin ou anti-vaccin. Nous sommes des mi-

litants de la classe ouvrière, des révolutionnaires communistes. Nous avons fait de la propagande pour le vaccin et nos camarades qui intervenaient dans le mouvement ont déclaré qu'ils étaient vaccinés. Une camarade s'est même fait huer et on a tenté de l'empêcher de parler lors d'un meeting du collectif des organisations.

Depuis le début, notre position a été de soutenir les travailleurs menacés puis suspendus et de participer, avec le collectif des syndicats et organisations politiques, au mouvement de protestation contre l'obligation vaccinale. Les travailleurs les plus combattifs s'y retrouvent et nous pouvions nous y adresser à eux. En Guadeloupe, nous avons donc participé aux actions avec la trentaine de syndicats, d'associations et d'organisations politiques. Du coup, le LKP de 2009 a resurgi. Il est ainsi devenu le nom générique du mouvement auquel nous participons, même si nous ne sommes plus membre de l'organisation LKP¹ depuis 2011.

1 Le Liyannaj kont pwofitasyon (LKP), « collectif contre l'exploitation outrancière », est un regroupement d'organisations qui dirigea le mouvement de 2009 en Guadeloupe.



Des soignants du CHU de Martinique face aux gendarmes avant les échauffourées, le 15 octobre.

LA DIRECTION DU MOUVEMENT

Aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe, depuis le début, puis au moment des barrages et des appels à la grève générale, les nationalistes et indépendantistes sont à la direction des mouvements par le biais syndical.

En Guadeloupe, c'est incontestablement l'UGTG, syndicat nationaliste, qui dirige le mouvement.

En Martinique, il n'y a pas d'organisation ressemblant à l'UGTG, mais plusieurs syndicats nationalistes. Leurs cadres et dirigeants donnent le ton et l'axe principal anti-vaccin.

Mais rien n'est figé ! Rien n'est définitif. Et ces nationalistes ne constituent pas pour nous un obstacle pour l'instant.

Nous exprimons notre politique, non pas en fonction des intérêts de « la Guadeloupe » ou de « la Martinique », mais des intérêts des travailleurs et des pauvres. Nos camarades interviennent dans les meetings et les manifestations d'ensemble. Nous y allons avec nos mots d'ordre et notre drapeau, au sens propre comme au sens figuré. Nous avons refusé dès le début de signer les tracts communs nationalistes et avons rédigé nos propres tracts. Nous en avons fait plusieurs au nom de Combat ouvrier et de Rebelle, notre organisation de jeunesse.

D'autant qu'un numéro papier de *Combat ouvrier* a été bloqué, car l'imprimerie est restée fermée par les barrages. Cependant, nous avons participé régulièrement depuis le 17 juillet à toutes les manifestations du samedi et aux meetings du jeudi et du mercredi avec les autres organisations.

LE TOURNANT DU 15 OCTOBRE EN MARTINIQUE

Dans la genèse de l'explosion sociale actuelle, un événement a joué le rôle de déclic en Martinique. Il s'agit de la journée du 15 octobre au CHU, dont l'effet fut très dynamique sur le moral des travailleurs. Et cela a rejaili sur le moral des travailleurs en Guadeloupe. Ce jour-là en effet, on a assisté à une véritable révolte des soignants face aux gendarmes qui entouraient le CHU et entendaient filtrer les soignants à l'entrée avec le passe sanitaire. Eh bien, les soignants vaccinés ont refusé d'aller travailler dans ces conditions. Vaccinés et non-vaccinés ont vigoureusement protesté contre les gendarmes. Ils ont alors tenté de rentrer dans les services et, devant la violence des gendarmes, ont riposté. Les forces de l'ordre ont reçu une volée de projectiles en réponse à leurs gaz lacrymogènes. Ils en ont même reçu provenant des étages du CHU. Cette confron-

tation a fait grand bruit en Martinique, mais aussi en Guadeloupe, et jusque dans l'Hexagone. Tous les soignants se sont sentis vengés. Ensuite, les soignants du CHUM ont reçu le soutien des taxis venus défiler devant l'hôpital, des motards aussi. Dans les jours qui ont suivi, d'autres établissements hospitaliers ont connu aussi des mobilisations.

Comme disait Lénine, il y a des périodes où les minutes valent des heures, les heures des jours, les jours des semaines et les semaines des mois ou des années. À notre petit niveau, nous tentons d'utiliser cette marche du temps définie par Lénine et de ne pas perdre une minute.

LES COMITÉS D'ACTION

Nous avons ainsi milité dans le groupe d'abord pour la création de comités d'action élus dans la population par des travailleurs, des jeunes en lutte sur les barrages et autour, dans les quartiers.

Chaque comité a rédigé un programme de revendications du quartier ; les enseignants ont réclamé ce qui serait nécessaire pour les élèves défavorisés.

Les revendications étaient ici un terrain de basket, là de curer le canal. Les agents communaux des Abymes ont rédigé leurs revendications puis les ont présentées au maire.

Ces comités d'action doivent grossir et associer le maximum de monde aux discussions, aux décisions, aux actions.

D'autres organisations ont été créées sur certains barrages, baptisées « républiques ». Il en existe une demi-douzaine : république de Sainte-Rose, république de Port-Louis. Un des plus importants barrages, dans le quartier dit Mahault à Pointe-Noire, vit même surgir un « État fédéral de Mahault », qui demande son indépen-

dance et son détachement de la commune de Pointe-Noire...

Les comités d'action ou les républicains peuvent être les lieux où la population se regroupe, discute de ses problèmes, formule ses revendications, fait l'apprentissage d'un certain pouvoir de base.

Trotsky écrivait dans *Où va la France ?*, à propos des comités d'action :

« Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte. »

L'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à-coups successifs dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, finisse par faire place à l'apathie. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste, non à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible.

Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité... Les partis ne sont pas exclus, bien au contraire, puisqu'ils sont supposés nécessaires ; mais, en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris.

Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la

conscience de leur propre force pour l'offensive à venir.

Des tâches telles que la création de la milice ouvrière, l'armement des ouvriers, la préparation de la grève générale, resteront sur le papier si la masse ne s'attelle pas elle-même à la lutte, par des organes responsables. Seuls ces comités d'action nés de la lutte peuvent réaliser la véritable milice, comptant non des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Seuls les comités d'action couvrant les principaux centres du pays pourront choisir le moment de passer à des méthodes de lutte plus décidées, dont la direction leur appartiendra de droit. »

Cela fut écrit en novembre 1935. Bien sûr, il faut adapter ce texte à la situation antillaise d'aujourd'hui. Mais en en gardant la boussole. C'est la meilleure façon en tout cas d'avoir une politique juste et une méthode d'action propre à une politique prolétarienne.

UN PREMIER RECUL

La phase aiguë de la révolte est sans doute maintenant derrière nous. Mais le mouvement n'est pas terminé. Une grande manifestation est prévue aujourd'hui même à Capesterre. Hier encore, le port de Fort-de-France était toujours bloqué par des manifestants, et les dockers sont furieux de l'intervention brutale des gendarmes il y a deux jours. Les forces de répression n'ont pas encore osé s'attaquer aux deux gros barrages très populaires de Perrin aux Abymes et à la Boucan Sainte-Rose. À Saint-Martin aussi la révolte a éclaté, surtout dans le quartier pauvre de Sandy-Ground, dit Sandygoon.

Lecornu et le gouvernement ont voulu jouer les durs avec leurs troupes, Raid et GIGN, mais ils ont quand même lâ-

ché du lest. Ils parlent maintenant d'adapter la loi du 5 août aux Antilles. Une mission interministérielle devrait venir sur place. Mais une chose est sûre : si le gouvernement ne réintègre pas au moins les 2000 travailleurs suspendus et privés de salaire, l'agitation ne cessera pas. Il y aura encore des soubresauts. Et les autres revendications demeurent : eau, salaires, emploi, etc. Une rencontre entre le collectif et les élus locaux a eu lieu.

LES MANŒUVRES DU GOUVERNEMENT

Pour terminer, ajoutons que Lecornu, donc Macron, a tenu à faire savoir qu'ils sont prêts à discuter de l'autonomie comme une des réponses aux problèmes des Antilles. De cela, la population se contrefiche. Ils ont en fait répondu aux notables, pas aux travailleurs, pas à la population laborieuse, pas aux jeunes des barrages.

Certaines chapelles indépendantistes et certains notables tentent aussi d'utiliser la situation actuelle pour reparler d'autonomie ou de « domiciliation du pouvoir en Guadeloupe ou en Martinique ». Mais quel pouvoir ? Celui de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie locales avec leur personnel politique permanent, les notables. Leur seul but : plus de pouvoir local, pour commander eux-mêmes aux travailleurs et aux pauvres.

Il faut donc que les travailleurs, les pauvres, construisent leur propre force politique, leur propre parti, afin de pouvoir décider de leur propre sort, obtenir des avancées sociales réelles, en attendant de prendre le pouvoir politique par la révolution sociale. Il n'y a aucune autre issue valable pour les travailleurs et les pauvres.

États-Unis

DÉMOCRATES ET RÉPUBLICAINS INCAPABLES DE COMBATTRE LE COVID

Avec toute leur richesse, les États-Unis possèdent peut-être les équipements de santé les plus avancés au monde. Mais leur population présente le taux de mortalité due au Covid le plus élevé de tous les pays développés. Et le pays se trouve maintenant derrière les autres pays riches pour la vaccination, alors même qu'il avait utilisé tout son poids économique pour préempter le marché des vaccins. Par son incapacité à organiser la vaccination complète de sa propre population et par son refus d'envoyer des doses de vaccins ailleurs, le capitalisme états-unien a favorisé l'arrivée à expiration et le gaspillage de stocks de vaccins déjà limités. Cela en dit long sur ce que signifie la domination des États-Unis sur l'humanité, y compris pour leur propre population.

Avant d'être élu, Biden s'est targué d'être le candidat « anti-Trump », au cœur d'une pandémie associée au comportement irresponsable de Trump. Quelques semaines après son élection, il s'est présenté comme le président qui libérerait le pays du Covid. Il est même allé jusqu'à prédire que le pays célébrerait son « indépendance » du virus le 4 juillet 2021, jour de la fête nationale (Independence Day).

Mais le Covid a accéléré son expansion, alors même que la campagne de vaccination s'enlisait. Biden et de nombreux gouverneurs démocrates s'en sont alors pris aux non-vaccinés, disant : « Nous avons un problème, et vous en êtes la cause. »

Ils ont fini par imposer l'obligation vaccinale, d'abord dans l'armée, puis dans les services

publics et le personnel de santé, et ont demandé aux entreprises privées d'en faire autant. Et cette obligation vaccinale est en train de tourner au fiasco. Certains officiers ont été relevés de leurs fonctions, et des travailleurs du rang ont été poussés dehors : c'est le cas de certains travailleurs de la santé et des services publics, qui ont été licenciés ou suspendus sans salaire, et les grandes entreprises commencent également à virer leurs employés. Sous la menace de perdre leur gagne-pain, certains vont peut-être se faire vacciner. Mais toute cette campagne a accru la méfiance et la frustration vis-à-vis de Biden, et pas seulement chez les partisans de Trump.

UNE MÉFIANCE RÉELLE ENVERS LE SYSTÈME DE SANTÉ

Frappés par la campagne de la présidentielle de 2020 qui avait rendu Trump responsable de la propagation du virus, les républicains se sont concentrés sur les difficultés entraînées par les mesures de santé publique pour la population. Ils auraient pu s'opposer uniquement à l'aspect obligatoire, mais ils ont choisi de mettre en doute toutes les mesures prises par le gouvernement, y compris la vaccination.

La propagande des républicains a sans doute grossi la résistance à la vaccination, mais cette résistance existait bel et bien. Une part importante de la population est sceptique vis-à-vis du système de santé, et pas seulement dans les milieux favorables à Trump, mais également dans les quartiers ouvriers des grandes villes, où vivent des Noirs et des migrants. Combien d'entre eux ont été ignorés par le système de santé, voire utilisés

comme cobayes pour tester des médicaments ?

Et il ne s'agit pas uniquement de gens qui refusent la vaccination. Malgré les discours affirmant que le vaccin était disponible, beaucoup de gens n'y avaient pas accès. Le système de santé des États-Unis, très largement privatisé et décentralisé, n'est pas organisé matériellement pour permettre une vaccination générale de la population.

Alors, quand Biden a reproché aux non-vaccinés d'être égoïstes, il a touché un nerf à vif.

LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉPONSE DE CLASSE

La position prise par les deux grands partis a transformé ce qui aurait dû être une simple mesure de santé publique en champ de bataille partisan. Et aucun des belligérants ne représente les intérêts de la classe ouvrière.

Un grand nombre d'universitaires, d'organisations féministes, certaines Églises établies, une grande partie des classes moyennes aisées et la plupart des organisations d'extrême gauche, à l'exception du SWP, se sont rangés derrière les démocrates pour demander une obligation vaccinale sur le lieu de travail. Les syndicats, quant à eux, n'ont pas pris une position claire : certains soutenaient la vaccination, tandis que d'autres proposaient de négocier l'obligation avec le patron.

Derrière les républicains, on retrouve leur base traditionnelle parmi les Églises fondamentalistes d'extrême droite et dans les zones rurales, dont la plupart sont appauvries. Mais les républicains n'étaient pas seulement soutenus par des conspirationnistes blancs qui

prétendaient que l'injection du vaccin introduisait une puce électronique dans le sang, mais aussi par des organisations nationalistes noires, telles que Nation of Islam, qui considérait que la vaccination était une « déclaration de guerre » contre la population noire.

Ce qui manquait cruellement, c'était une organisation ayant du poids dans la classe ouvrière et dénonçant la responsabilité de la bourgeoisie et de son État dans la dégradation et l'appauvrissement du système de santé, ne lui laissant que le levier des restrictions sur la population pour combattre le virus. Aucune organisation ayant du poids dans la classe ouvrière ne s'est adressée aux travailleurs pour leur expliquer l'intérêt de la vaccination et reconnaître la légitimité de leur méfiance vis-à-vis d'un vaccin développé par les laboratoires pharmaceutiques et de leur crainte d'être traités comme des cobayes.

Oui, nous avons dit tout cela dans notre matériel de propagande, dans nos bulletins et nos tracts, et par l'intermédiaire de nos candidats, qui continuent de s'exprimer après les élections. Mais, dans ce pays qui a la dimension d'un continent, nous sommes à peine plus grands que la fameuse goutte d'eau dans l'océan.

RAPIDE DISCRÉDIT DES DÉMOCRATES AU POUVOIR

Dans la mesure où nous pouvons en juger, Biden a perdu une bonne partie des soutiens dont il a bénéficié avant son élection. Certes, les prochaines élections présidentielles n'ont lieu que dans presque trois ans. Et les démocrates peuvent se consoler aujourd'hui du fait que Trump n'arrive pas à faire beaucoup plus que 40 % dans les sondages. Mais les sondages les plus récents montrent aussi

que les intentions de vote en faveur de Biden sont maintenant en dessous de 30 %, voire de 25 %, soit plus bas que les scores les plus bas attribués à Trump. Les sondages n'ont pas été très fiables lors de l'élection de 2020, mais leur erreur a été de sous-estimer les soutiens de Trump. Aujourd'hui, rien ne laisse penser qu'ils surestiment ces soutiens. Et il est évident qu'une importante minorité de la population continue de penser que Trump a gagné l'élection.

De fait, l'élection de 2020 a montré qu'une part importante des classes moyennes a peur de Trump, bien plus qu'elle n'a traduit un soutien effectif à Biden. Il s'agit de la base traditionnelle du Parti républicain qui a voté démocrate à cause de Trump – c'était déjà un peu le cas en 2016, et encore plus en 2020. Il s'agit de gens aisés, éduqués, qui ont des « bonnes manières », habitant le plus souvent dans des banlieues cossues, qui ont été choqués par l'attitude de Trump. Plus les démocrates chercheront à conserver cette base électorale, plus ils décourageront les travailleurs qui avaient voté pour eux – quand ils votaient.

Et, malgré toutes les gesticulations de Biden sur les nouveaux programmes qu'il essaie de faire adopter par le Congrès, les travailleurs n'en voient pas la couleur.

DROITE EXTRÊME ET SOUTIENS CAPITALISTES

Aujourd'hui, le climat politique aux États-Unis semble plus favorable à la droite, c'est-à-dire d'abord aux républicains, mais également, dans une certaine mesure, à l'extrême droite.

Certes, l'extrême droite aux États-Unis est quelque peu marginale. Mais il y a également un milieu de droite affirmée bien

plus large, assez cohérent. Les mêmes groupes et forces qui se sont opposés aux vaccins, aux masques et aux autres mesures de santé publique se retrouvent également sur d'autres sujets. Ils veulent privatiser les écoles publiques, soutiennent les mesures anti-avortement adoptées par plusieurs États fédérés, s'opposent à l'immigration, soutiennent le droit individuel à « porter une arme » et, aujourd'hui, ils cherchent à transformer en héros Kyle Rittenhouse, qui vient juste d'être acquitté alors qu'il a tué deux personnes [lors d'une manifestation de Black Lives Matter, en août 2020, à Kenosha dans le Wisconsin, NDLR]. Ils sont contre les mesures visant à protéger l'environnement, et notamment toute restriction de l'exploration pétrolière et de l'extraction du charbon. Ils soutiennent les policiers qui tuent des civils. Ils épluchent les livres scolaires pour les censurer. Et nombre de ces causes, en l'absence d'autres, bénéficient du soutien de pans de la population laborieuse, certainement davantage de sa frange blanche, mais pas uniquement.

Ces objectifs réactionnaires, qui semblent juste être dans l'air du temps, ne sont pas sortis de la tête des gens : ils font partie d'une même vision du monde profondément ancrée à droite, qui a reçu le soutien du grand capital.

Cela fait longtemps que l'argent coule à flots des grandes entreprises vers des fondations qui, par exemple, ont financé des initiatives légales pour empêcher les campagnes de syndicalisation ou pour priver les syndicats des cotisations de leurs adhérents. Mais ils ont aussi pris en charge les frais de justice de Kyle Rittenhouse, ou de flics accusés d'avoir assassiné des civils. Ils financent des actions de lobbying et des manœuvres législatives destinées à empêcher l'adoption de

réglementations visant à limiter les accidents du travail ou les dommages environnementaux. Ils financent également des lois destinées à réduire les effectifs dans la santé publique et à privatiser la poste. Mais beaucoup d'entre eux ont également soutenu financièrement des organisations impliquées dans l'assaut contre le Capitole le 6 janvier 2021, comme les Oath Keepers (« ceux qui ont prêté serment ») ou les Proud Boys (les « fiers garçons »), ou encore les milices qui voulaient kidnapper la gouverneure démocrate du Michigan. Une grande partie des fonds qui ont soutenu la campagne de Trump « Stop the steal » (« Arrêtez le vol »), après l'élection de 2020, venait de plusieurs de ces fondations.

Ces actions ne sont pas soutenues par toute la bourgeoisie, mais un certain nombre de multimilliardaires les soutiennent. Le Charles Koch Institute, par exemple, a soutenu financièrement à un moment ou à un autre toutes ces « causes » de la droite dure ; il est financé par les profits de Koch Industries, dont les usines produisent entre autres des gobelets en papier, des produits chimiques, du kérosène, des fertilisants, du matériel électronique et du papier toilette. De l'argent pour les mouvements d'extrême droite vient également d'autres fondations mises en place par le fondateur d'un fonds spéculatif, ou encore par le responsable d'un groupe de la métallurgie, par la chaîne de supermarchés Wal-Mart, par un fabricant de matériel électronique, par une compagnie pétrolière – et directement par AT & T.

LES RÉACTIONS FACE À L'EXTRÊME DROITE

Il y a toujours eu aux États-Unis des mouvements comme

ceux qui ont envahi le Capitole le 6 janvier. Le Ku Klux Klan, les milices, d'autres forces paramilitaires, les suprématistes blancs ont toujours fait partie du paysage – de manière plus ou moins ouverte, plus ou moins violente, mais toujours prêts à s'engouffrer dans une brèche comme celle que Trump leur a offerte. Le danger ne vient pas tant de ces forces ; il tient à l'absence d'une organisation politique de la classe ouvrière, qui s'appuie sur les forces et représente les intérêts de celle-ci. Il faut reconnaître que la situation politique actuelle n'est pas entièrement dominée par la droite. Même si la vague de manifestations qui a déferlé à l'échelle nationale en 2020 après l'assassinat de George Floyd a reflué, elle reste encore présente dans les têtes. Et il y a encore des gens qui ont toujours milité localement pour organiser la résistance et manifester quand quelque chose arrive, comme, toute l'année, les manifestations dans l'État rural de Géorgie, qui ont permis de faire condamner trois racistes qui avaient assassiné Ahmaud Arbery.

ET LES RÉACTIONS OUVRIÈRES

Nous avons également vu quelques grèves – certes peu nombreuses pour l'instant, mais des grèves qui semblent prendre la suite de celle de General Motors en 2019, avec des travailleurs prêts à continuer la lutte jusqu'à arracher au moins la satisfaction d'une partie de leurs revendications. Et c'est cette agitation au sein de la classe ouvrière qui apporte la réponse non seulement aux problèmes immédiats des emplois et des salaires, mais aussi au danger que constitue, pour l'unité de la classe ouvrière, une extrême droite organisée.

NOTRE ACTIVITÉ EN TEMPS DE COVID

C'est la situation dans laquelle nous militons au quotidien. Comme vous tous, nous avons dû trouver le moyen de continuer à militer malgré les restrictions dues au Covid. À Los Angeles, en raison de la météo en général ensoleillée, nous avons pu continuer à organiser nos réunions publiques en plein air... en tout cas tant qu'il n'y avait pas d'incendies ! À Detroit et à Chicago, nous avons pu avoir des activités en extérieur aussi, jusqu'à ce que nos nez commencent à geler ! Dans les usines, le travail a rapidement repris comme avant, et il a continué dans de nombreux bureaux. Mais, dans l'administration des États, la plus grande partie du travail a été et continue à être effectuée par les travailleurs... chez eux. Alors nous avons dû trouver des moyens, par courriel et par d'autres canaux sur Internet, pour poursuivre nos bulletins. En fait, il a semblé plus difficile de trouver ces ajustements lors de la première vague du Covid que cela ne l'a été par la suite. Et nous avons également découvert que, si certaines personnes évitaient tout contact, bien plus recherchaient le contact, du fait de toutes les restrictions. Même si de nombreux syndicats ont annulé leurs réunions publiques, le fait que nous continuions le travail autour des bulletins nous ouvrait des portes. Et il y avait une activité syndicale sur site. Dans l'État du Michigan, l'Assemblée législative a adopté une mesure restreignant la liberté syndicale : il fallait désormais que chaque travailleur adhère chaque année à nouveau au syndicat, en se rendant physiquement à l'administration de l'État pour enregistrer cette intention, et autorise l'État à prélever la cotisation syndicale du salaire. Cette mesure

a contraint le syndicat à agir un peu comme un syndicat, à discuter des avantages de s'organiser syndicalement. Notre camarade a trouvé le moyen de discuter individuellement avec les travailleurs de la région qu'il représente dans le syndicat, que ce soit par téléphone, par courriel ou par visioconférence, et il a amené d'autres délégués syndicaux à faire de même. Cela leur a permis de surmonter la distance imposée.

NOS CAMPAGNES ELECTORALES

Enfin, il y a eu la campagne pour l'élection de 2020 à Baltimore et à Detroit. Les camarades de Chicago ont fait campagne dans l'ouest de l'État du Michigan. C'était l'année dernière, et nous n'allons pas revenir sur tout ce qui s'est passé. Mais cette campagne était importante, car elle nous a permis de continuer à militer dans la période la plus difficile, et cela a eu un impact sur notre travail d'aujourd'hui. Quels qu'aient été les moyens utilisés – visioconférence, activités

en extérieur, réunions dans des locaux privés mis à disposition par des sympathisants, campagnes dans les rues ou devant les usines – les élections nous ont permis d'avoir une audience bien plus importante pour parler des problèmes de la classe ouvrière, et de revenir encore et toujours sur la nécessité que la classe ouvrière construise son propre parti politique. Bien que l'élection ait été dominée par Trump, nous avons de nouveau permis aux travailleurs d'exprimer leur accord sur cette nécessité, et nous

avons obtenu plus de voix qu'en 2018. Au Michigan, nous avons pu ajouter deux candidats à la liste de 2018 du Working Class Party. Au Maryland, le Working Class Party a pu se présenter pour la première fois.

Ce travail va continuer en 2022, avec en plus Chicago, où nous avons réussi à constituer une liste Working Class Party. Trois petites campagnes dans seulement trois États, dans un si grand pays... ce n'est pas beaucoup, mais c'est bien plus que ce qu'il y avait avant que nous commencions.



Les candidats du Parti de la classe ouvrière (WCP) dans la campagne 2020 du Michigan se sont exprimés lors de la convention de leur parti le 19 septembre 2021. Ici Simone R. Coleman

Workers' Fight (Grande-Bretagne)

Commençons par évoquer la réaction de Boris Johnson à la noyade des migrants dans la Manche. Sa ministre de l'Intérieur, Patel, avait proposé que leurs canots pneumatiques soient arrêtés et reconduits en France par des bateaux policiers. Suivant la même logique, Johnson a twitté une lettre appelant la France à reprendre tous « ses » réfugiés. Sans surprise, Macron a riposté dans le même esprit en interdisant à Patel de participer à la réunion de crise de l'UE sur ce sujet.

La guéguerre nationaliste enclenchée autour des pro-

blèmes insolubles produits par le Brexit, comme l'Irlande du Nord et la pêche, se concentre désormais sur le sort de ces « damnés de la terre » : ces réfugiés qui essaient de se rendre en Grande-Bretagne par les seuls moyens que leur laissent les criminels au gouvernement. Johnson et Macron se valent – on dirait deux monstres de dessin animé. Sauf que leur politique est meurtrière. Dans le cas de Johnson, le populisme nationaliste, anti-français et ouvertement anti-immigré, remonte au référendum sur le Brexit en 2016. Et il continue sur sa lancée.

CATASTROPHE SANITAIRE... ET SOCIALE

Rappelons que la politique criminelle du gouvernement a fait de la Grande-Bretagne l'un des pays au monde avec le plus grand nombre de morts du Covid. Pour se faire valoir, Johnson ne dispose que du prétendu « grand succès » de la campagne vaccinale. Sur ce thème, il en a fait des tonnes. Ce sont de toute façon les intérêts de la classe capitaliste qui ont façonné sa politique sanitaire. Maintenant, pour couvrir ses échecs en série, il se vante de

la campagne en cours pour une troisième dose. Elle ne renforcera probablement pas l'immunité contre le variant Omicron. Mais elle augmentera à coup sûr les profits des capitalistes.

En juillet dernier, Johnson a supprimé toutes les restrictions anti-Covid, et les taux d'infection ont de nouveau battu des records. Johnson, bien sûr, prétend que cette décision est à l'origine de l'apparente reprise économique. Pour éviter les erreurs de 2020-2021, des interdictions de voyager et de nouvelles restrictions, partielles, contre Omicron ont été annoncées en urgence. Il faut bien sauver les bénéfices escomptés à Noël!

Le Covid occupant le devant de la scène, la réalité sociale est cachée. Comme vous le savez, il y a une pénurie dramatique de main-d'œuvre en Grande-Bretagne, révélée au grand jour lorsque les stations-service se sont retrouvées à sec en raison du manque de chauffeurs de camion. Alors, aujourd'hui, le *Financial Times* se demande : « Où sont passés tous les travailleurs ? » La pénurie de plus de 200 000 travailleurs dans la santé et les services sociaux est à peine mentionnée, car elle ne peut l'être, alors que le système de santé est en train de s'effondrer. La liste d'attente des hôpitaux s'élève, chiffre inimaginable, à 6 millions de malades. La combinaison « grippe hivernale plus Covid » signifie que des patients meurent à la maison, en attendant l'ambulance, ou à l'intérieur d'une ambulance, en attendant un lit à l'hôpital.

LES EFFETS ADDITIONNELS DU BREXIT

La principale cause des pénuries est le Brexit. Il est écœurant d'entendre les politiciens se féliciter du fort taux d'emploi alors que tout le monde prédisait un



« Désolé, plus d'essence », dans une petite ville du sud du pays, le 26 septembre dernier.

chômage en augmentation avec la fin du financement du chômage partiel par l'État en septembre. En fait, le nombre élevé de postes vacants non pourvus est presque exactement égal au nombre des travailleurs qui sont rentrés en Europe.

Pour tous les travailleurs, le coût de la vie augmente fortement. C'est à eux qu'on fait payer le « trou noir » dans le budget de la santé et la facture du Covid. Et, comme partout, le coût de l'énergie monte en flèche. L'inflation officielle est déjà de 6%.

Il n'est pas étonnant que Johnson baisse dans les sondages. Le mois dernier, il est même tombé 3 points en dessous du chef du Parti travailliste, Keir Starmer, lui-même très peu populaire, qui se voit en nouveau Tony Blair. Le scandale autour des manœuvres de Johnson au Parlement pour tenter de protéger un député conservateur corrompu a bien sûr contribué à cette baisse.

LIBERTARISME... ET BÉQUILLE ÉTATIQUE

Lorsque nous disions, au lendemain des élections de décembre 2019, que le gouvernement Johnson serait le gouvernement conservateur le plus à droite de tous les temps, nous n'avions alors pas pleinement conscience du type de liberta-

risme qu'il représentait. Mais, pendant la pandémie, nous l'avons vu à l'œuvre... Cette liberté pour les individus de faire ce qu'ils veulent, ou plus précisément pour les patrons de s'empiffrer avec l'argent public, l'emporte sur les intérêts de la société dans son ensemble, et évidemment sur les intérêts de la classe ouvrière. Et, bien entendu, les choix de Johnson sont toujours dictés par la pêche aux voix.

En ce qui concerne la nécessité d'un « État fort », c'est-à-dire d'une intervention d'envergure pour aider la classe capitaliste, Johnson a dû effectuer une volte-face sans précédent, aux antipodes des choix traditionnels des conservateurs. Ainsi, on assiste à une recentralisation de la gestion des chemins de fer, à un retour à un certain contrôle public, après des années de privatisation et de fragmentation. Bien sûr, c'est d'abord pour sauver les entreprises concernées. Mais, sans l'intervention du gouvernement, les trains s'arrêteraient. En ce sens, la pandémie a offert une excuse utile à ce gouvernement conservateur censé prôner le « moins d'État ».

RÉSISTANCES OUVRIÈRES

Dans tout cela, où en est la classe ouvrière ? Dans l'usine BMW d'Oxford, où sont pro-

duits des véhicules électriques et où une grande partie des travailleurs sont intérimaires, l'esprit de résistance s'est accru pendant la pandémie. Les premiers mini-débrayages ont été le fait, non pas du noyau des embauchés, mais des sous-traitants de la logistique. De petites grèves sur les salaires ont eu lieu, souvent dans des entreprises de taille moyenne, ainsi que dans les transports (bus et train). Actuellement,

les conducteurs du métro de Londres sont engagés dans une grève pour défendre leurs emplois et leurs conditions de travail. Comme toujours, les grèves sont sectorielles, souvent symboliques, et il n'y a pas de présence militante pour les pousser plus loin. Pour raviver les illusions, le plus grand syndicat corporatiste, Unite, a une nouvelle secrétaire générale, pour la première fois une femme, qui prétend qu'elle va

« reconstruire à la base » ; la gauche britannique a soutenu sa campagne, afin de contribuer aux illusions.

Quant à l'extrême gauche, elle ne s'est pas encore remise du coup reçu l'an passé : l'éviction par le Parti travailliste de son leader, Jeremy Corbyn. Ils avaient tous attaché leur bannière à son mât. Maintenant qu'il est tombé, les voilà à la recherche de nouveaux mâts...

Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)

LA COALITION SPD-VERTS-LIBÉRAUX

Le week-end des 4 et 5 décembre se tenaient les congrès des partis pour entériner officiellement la nouvelle coalition gouvernementale, avec comme chancelier Olaf Scholz du Parti social-démocrate (SPD). Il y a un an encore, cela semblait inimaginable, tellement ses scores étaient bas.

Mais la CDU s'est d'abord livrée à une foire d'empoigne pour choisir son candidat à la succession de Merkel, puis en a présenté un, Armin Laschet, qui a réussi à afficher si ouvertement son carriérisme, son incompétence et son mépris social qu'en six mois la CDU a chuté de 36 % à 24 %. Cela a finalement permis au SPD de gagner de justesse les élections.

Scholz sera donc chancelier. Il a déjà gouverné huit ans dans des gouvernements de Merkel, d'abord en tant que ministre de Travail, où il a mis en place la retraite à 67 ans, puis en tant que ministre des Finances.

Le gouvernement qu'il est en train de former est une coalition de trois partis : le SPD, les Verts et le parti libéral FDP. Ce dernier est le porte-parole caricatural des patrons, son leitmotiv étant la prétendue « défense des libertés individuelles » contre toute « ingé-

rence de l'État », que ce soit en matière de salaires, de taxes ou de normes écologiques. Même une limitation de vitesse sur les autoroutes est pour lui une atteinte insupportable à la liberté. Son programme électoral était donc assez opposé à celui du SPD et des Verts, ce qui ne les a pas empêchés de s'unir pour gouverner.

ATTAQUES ANTILOUVRIÈRES ET PRÉTEXTES ÉCOLOGIQUES

Parmi ses premières mesures, la nouvelle coalition annonce la mise en cause de la journée de huit heures et du repos obligatoire de onze heures entre deux journées de travail, l'introduction d'un début de retraite par capitalisation et la poursuite de la privatisation des chemins de fer. Mais le cœur de son programme, ce sont d'énormes cadeaux au patronat, de l'ordre de 500 milliards d'euros sur dix ans. Le prétexte ? L'aider dans la transition écologique.

Le soi-disant « combat contre le changement climatique » est l'étiquette que s'est donnée la nouvelle coalition. Ce sujet avait déjà dominé toute la campagne électorale. Autrement dit : les attaques contre les travailleurs et autres mesures patronales seront avant tout

justifiées par l'écologie. Le ministère de l'Économie, transformé en « ministère pour l'Économie et la Protection du climat », est confié à un dirigeant des Verts, de même que les Affaires étrangères, dont la ministre est officiellement chargée d'aider l'industrie allemande à exporter ses « technologies vertes » de pointe.

De la part des patrons aussi, la conversion énergétique est devenue le prétexte numéro un des plans de licenciements et des fermetures d'usines dans les secteurs clés de l'économie allemande : automobile et acier, construction mécanique, secteur de l'énergie. De Bosch à Continental, de ThyssenKrupp à Siemens, tous annoncent des fermetures d'usines, des plans de licenciements et d'autres attaques au nom de la transformation écologique.

COMPLICITÉS SYNDICALES SANS LIMITES

Les directions syndicales les y aident activement. Dans la métallurgie, IG Metall explique par exemple que la transition écologique créerait nécessairement de longues phases de sous-activité et que, pour éviter les licenciements, il faudrait réduire temporairement le temps de travail, à 32 heures, mais avec réduction de salaire.

IG Metall a donc organisé des débrayages massifs dans les usines, qui ont « imposé » que les patrons aient le droit de diminuer le temps de travail et les salaires quand cela les arrange, ce qui ne les empêche évidemment pas de licencier en plus.

Et, le 29 octobre, IG Metall a mobilisé 50 000 travailleurs à travers le pays pour exiger du gouvernement 500 milliards d'euros d'aides pour le patronat – seule garantie selon IG Metall pour éviter les licenciements avec la transformation écologique. Il fallait oser revendiquer des aides pour le patronat, à un moment où l'industrie allemande, malgré la baisse de production liée notamment au manque de pièces, affiche des profits records, et où l'exemple de Daimler, qui distribue de généreux dividendes en même temps qu'il encaisse des milliards de subventions et se fait payer le chômage partiel tout en supprimant massivement des emplois, a vraiment indigné.

UNE POLITIQUE FAVORABLE À L'EXTRÊME DROITE

En absence d'une perspective de classe, c'est l'extrême droite qui essaie de se positionner en porte-parole de toutes les petites gens accablées par la hausse des prix et les licenciements. Elle a fait campagne en en rendant responsables les mesures sur le climat et les Verts. Un groupe fascisant portant le nom de Troisième chemin avait même des affiches « *Pendez les Verts* ». Il faut dire que cette propagande de l'extrême droite prend un peu dans une fraction des classes populaires. Dans nos activités, on rencontre par exemple des retraités très pauvres, pris à la gorge par l'explosion des prix, et qui en rendent responsables... les jeunes qui militent pour le climat. La classe ouvrière se trouve donc piégée entre gouvernement, patronat



Grève dans un abattoir pour un salaire minimum et une convention collective ; pancartes en allemand, roumain et bulgare (avril 2021).

et syndicats d'une part, qui l'attaquent sous prétexte de sauver l'humanité, et d'autre part l'extrême droite, qui fait semblant de la défendre avec des idées encore plus dangereuses.

RIPOSTES OUVRIÈRES

Ce dilemme, on le retrouve dans les agissements politiques autour de la pandémie, dont la vague actuelle est pire que celles d'avant. Pour la première fois, des malades doivent être transférés dans d'autres régions. Cette situation est encore aggravée par le fait qu'il y a cette année 4 000 lits de soins intensifs en moins, pendant que le gouvernement continue à fermer des hôpitaux. Toute cette situation a créé un petit climat de contestation dans les hôpitaux, ce qui s'est vu récemment lors des négociations salariales dans les CHU. Au lieu de faire un ou deux jours de débrayages ritualisés, comme d'habitude, une partie des salariés ont poussé pour faire grève deux, trois ou quatre jours d'affilée, en refaire la semaine d'après, etc., pour exprimer leur révolte contre les conditions de travail et les salaires insuffisants. Les dirigeants politiques et les médias les traitaient d'irresponsables, car ils faisaient grève en plein regain de la pandémie, mais n'ont par là fait qu'attiser

l'indignation.

Un épisode qui est caractéristique de l'attitude du gouvernement depuis l'automne dernier a eu lieu à Pâques. Pour endiguer une nouvelle vague, il avait annoncé prolonger le week-end de Pâques, c'est-à-dire tout arrêter, même les usines, pendant cinq jours. Les ouvriers, qui auraient eu quelques jours de congés payés supplémentaires, étaient évidemment contents. Mais, à peine l'annonce faite, il y eut une réunion avec les patrons de l'automobile, suite à laquelle le gouvernement a retiré cette mesure et à la place il appelait les gens à être responsables et à éviter les contacts... pendant les jours fériés. La meilleure réponse fut donnée par des travailleurs d'Amazon qui, en guise de journées de congés supplémentaires, ont fait grève ces jours-là.

Nous, évidemment, nous mettons en lumière tous ces exemples pour donner une perspective de classe autour de nous. Mais, en dehors du milieu que nous pouvons toucher, la seule alternative offerte à la classe ouvrière c'est le choix entre la logique des patrons et partis politiques qui imposent leur gestion irresponsable de la pandémie et qui l'utilisent pour justifier des attaques – et celle de l'extrême droite.

Après s'être érigée à l'été 2020 comme le porte-parole politique des manifestations anti-masques, l'extrême droite a fait de la lutte contre toute mesure sanitaire et contre les vaccins son deuxième cheval de bataille. Et, même si cela n'a pas vraiment été payant sur le plan électoral, cela a des conséquences. Les régions où l'extrême droite est particulièrement forte sont aussi les régions où le taux de vaccination est au plus bas, en dessous de 60 % comme en Saxe. Si la discussion actuelle du gouvernement autour d'une obligation vaccinale générale provoque des réactions, il y a de fortes chances que les réactions se produiront justement dans ces régions-là, et l'extrême droite sera donc en meilleure position pour en profiter. De plus, la campagne agressive anti-masques et anti-vaccin a rapproché de l'extrême droite de nouveaux nervis prêts à agir, comme cet homme qui a assassiné un employé de station-service pour la simple raison que celui-ci lui demandait de mettre son masque.

GAUCHE RÉFORMISTE... ANTI-IMMIGRÉS

Quant à Die Linke, sa porte-parole la plus connue et longtemps considérée comme la plus à gauche, Sahra Wagenknecht, a fait scandale en publiant un livre dans lequel elle reproche à son parti de suivre les courants écologistes et de mépriser les vraies préoccupations de la classe ouvrière. Quelle

alternative propose-t-elle? Des déclarations où elle refuse de se faire vacciner, et un soi-disant programme de défense des travailleurs qui revendique notamment... la fermeture des frontières aux migrants et aux travailleurs détachés. L'extrême droite n'a d'ailleurs pas raté l'occasion d'affirmer son accord sur ce point.

C'est justement de ces travailleurs détachés ou immigrés que sont venues cette année quelques réactions sortant de l'ordinaire. Dans les abattoirs, les clusters de Covid avec des milliers de malades et plusieurs morts ont attiré l'attention sur les conditions de travail de ces ouvriers, qui sont quasiment tous des travailleurs détachés de Bulgarie et de Roumanie. Face à l'indignation générale, le gouvernement a imposé aux patrons d'embaucher directement ces travailleurs, sans passer par des sous-traitants. Mais ce changement de statut ne changeait rien à leur exploitation. Des centaines d'entre eux se sont alors mis en grève dans différents endroits et ont imposé un salaire minimum de 11 euros et une convention collective. Et depuis il y a eu plusieurs grèves spontanées pour imposer son application.

LUTTE DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Par ailleurs, il y a un mouvement des travailleurs, immigrés et précaires, qui livrent à vélo les courses à domicile. À Berlin, après quelques débrayages spontanés, ils se sont

organisés et ont fait grève dans plusieurs entrepôts début octobre, se rassemblant en assemblée générale pour voter leurs revendications. En Allemagne, faire grève comme ça, sans appel d'un syndicat qui a défini par avance les revendications, c'est simplement illégal. Ces travailleurs immigrés n'étant pas «intégrés» dans ce système allemand, ils ont eu moins de mal à franchir cet obstacle juridique et ont tout simplement fait grève comme ils le connaissaient de chez eux. Peut-être aussi par peur que cela puisse donner des idées à d'autres travailleurs, le patron a réagi brutalement en licenciant 350 grévistes. Mais pour le moment cela n'a pas étouffé la contestation.

Sur un autre plan, dans la foulée du mouvement contre la hausse massive des loyers à Berlin, un référendum d'initiative populaire revendiquant l'expropriation des grandes sociétés immobilières a obtenu en septembre 56 % des voix des Berlinoises. On devine bien que ce vote ne sera pas appliqué, mais il est intéressant pour nous. En Allemagne, avec l'anticommunisme toujours fortement ancré, de telles idées et ce vocabulaire provoquent habituellement méfiance et rejet, pouvant rappeler aussi l'Allemagne de l'Est. Cette fois, l'avidité brutale des trusts immobiliers a vaincu ces préjugés, convainquant les manifestants que, face aux «requins de l'immobilier», seules des solutions radicales auraient une efficacité.

Lutte ouvrière (La Réunion)

À La Réunion, le mouvement de révolte aux Antilles n'occupe pas une place de premier plan dans les médias. En revanche, dans la population, parmi les travailleurs, les grèves, les barages, les réactions de jeunes en

Guadeloupe et en Martinique attirent de la sympathie et font discuter.

Ce qui revient assez souvent, ce sont des phrases ou des propos du genre : « Les Antillais,

eux, sont solidaires, contrairement à nous les Réunionnais ; « Nous devrions faire pareil ». Mais, pour l'instant, il n'y a pas eu de réactions concrètes venant de la population ou des jeunes, contrairement aux mou-



Manifestation des travailleuses de l'aide à la personne, le 4 février 2021.

vements gilets jaunes, où le mot d'ordre national avait été relayé tout de suite à La Réunion.

Lors d'une réunion de militants de la CGTR de la région Est, nous avons proposé d'envoyer une motion de soutien à la CGTG. Le samedi suivant, nous avons tenu le 6^e congrès de la CGTR Est, au cours duquel nous avons à nouveau apporté notre soutien en présentant une motion de soutien aux travailleurs et aux camarades des Antilles, qui a été adoptée à l'unanimité des 65 congressistes.

Une camarade d'origine guadeloupéenne, retraitée des hôpitaux, qui a milité à la CGT en métropole, est intervenue pour apporter un témoignage poignant sur la situation en Guadeloupe, en particulier sur l'hôpital, les problèmes de l'eau et sur le scandale du chlordécone.

De son côté, l'intersyndicale, CGTR, FSU, FO et un syndicat autonome d'enseignants du premier degré, a appelé à un rassemblement qui a réuni une petite centaine de personnes dimanche dernier à Saint-Denis. Ce rassemblement a surtout été marqué par des altercations avec les anti-vaccins reprochant aux syndicalistes d'avoir été absents des mobilisations contre la vaccination obligatoire et le passe sanitaire des samedis des mois d'août et septembre, et de complicité avec les patrons et le gouvernement.

La baisse de pouvoir d'achat est au cœur des discussions et des préoccupations des classes populaires à La Réunion. Mois après mois, les augmentations continues des produits de première nécessité réduisent le pouvoir d'achat des travailleurs et de ceux qui ont des faibles revenus, comme les étudiants. En effet les étudiants de La Réunion ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Le nombre de ceux qui fréquentent les boutiques «solidarité» ou ont recours à des colis alimentaires est en constante augmentation. Aujourd'hui, un élève boursier touche environ 560 euros par mois. Quant aux non-boursiers, ils ne sont pas forcément mieux lotis, car souvent les revenus des parents ne permettent pas de venir en aide à leurs enfants. Le 23 octobre dernier, pas moins d'un millier d'étudiants, boursiers et non boursiers, de la fac de Saint-Denis sont venus à l'opération solidarité organisée par le syndicat Unef. La paupérisation grandit.

Pendant la crise, les capitalistes de La Réunion, en particulier ceux de la grande distribution, qui soit dit en passant appartient en grande partie aux békés antillais du groupe Hayot, continuent à faire d'énormes profits avec l'aide de l'État et des collectivités locales, notamment de la région, qui leur distribuent des millions, voire des milliards en cadeaux.

Depuis les dernières élections, la région a basculé à gauche, avec à sa tête Huguette Bello, ex-dirigeante du PCR. Le fiasco de la NRL, la Nouvelle route du littoral, réputée être la plus chère du monde alors que pour l'instant elle n'aboutit nulle part, et les surcoûts à envisager pour la terminer ont contribué à faire chuter la droite. Au lendemain de son élection à la région, Huguette Bello a, dans une envolée lyrique, rendu hommage à ses ex-compagnons de lutte, au PCR et à la CGT. Elle a aussi fait le geste symbolique de supprimer les indemnités pour les élus siégeant dans divers organismes et affirmé qu'il faut «corriger les inégalités», «avoir conscience des oligarchies, d'une minorité qui écrase les autres». Mais, une fois passés les discours à destination des classes populaires, la nouvelle présidente régionale est passée aux actes de soutien sonnants et trébuchants aux chefs d'entreprise, avec qui il faut, dit-elle, avoir de bons rapports. Bref, un langage et une politique pas bien éloignés de l'ancien président de droite.

LES LUTTES DES TRAVAILLEURS

Il y a eu des grèves et des manifestations dans certaines boîtes et un peu plus largement dans des secteurs d'activités comme les hôpitaux ou le service des aides à la personne, contre les licenciements, les suppressions de postes et bien sûr le passe sanitaire. Comme en métropole, il y a eu des manifestations et des défilés tous les samedis à Saint-Pierre dans le sud et à Saint-Denis, qui ont rassemblé parfois plus de 2000 personnes. Dans l'ensemble, notamment à Saint-Pierre, ce sont les slogans en faveur de la «liberté», de la «démocratie» qui ont dominé. Mais pas seulement. À Saint-Denis, on a vu des

soignants, des pompiers aussi, dans les cortèges qui ont dénoncé les sanctions, le manque de personnels et de moyens, etc. Nous nous y sommes ren-

du à plusieurs reprises avec notre journal, des panneaux et des drapeaux LO. Mais le mouvement a assez vite perdu de l'ampleur et seuls quelques ir-

réductibles anti-vax ont continué à quelques dizaines à se rassembler dans ces deux villes jusqu'à fin octobre.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)

L'AGGRAVATION DE LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

D'année en année, les conditions d'existence des travailleurs et des couches populaires ne cessent de se dégrader. Le coût de la vie continue désespérément d'augmenter avec la flambée des prix, alors que les salaires sont bloqués et les revenus des populations pauvres au plus bas.

À ABIDJAN

Le prix des loyers dans les quartiers populaires et les bidonvilles d'Abidjan ont augmenté de manière vertigineuse. Cela vient du fait que de nombreux quartiers, se trouvant sur le passage des eaux pluviales, sont littéralement rasés depuis plusieurs années. D'autres, parce qu'ils sont implantés sur le passage de nouvelles routes, ou encore à cause de l'élargissement des voies déjà existantes. Il y en a aussi qui sont détruits tout le long de la ligne du nouveau métro aérien en construction, sans compter les terrains accaparés et cédés notamment aux promoteurs immobiliers.

Du coup, là où le loyer était par exemple à 15 euros, il s'élève jusqu'à 80 euros. Les demandes de logements sont telles que beaucoup de propriétaires dans les quartiers pauvres en profitent pour chasser les locataires existants en vue d'augmenter ensuite le loyer.

La ville d'Abidjan ne cesse de s'agrandir. Elle est devenue



Destruction du quartier du carrefour Ferraille, à Yopougon, à Abidjan, le 7 octobre 2021, avec bulldozers et gendarmes. Beaucoup d'habitants n'ont nulle part où aller.

une vraie mégalopole s'étendant sur des dizaines de kilomètres. Il y a plus de 6 millions d'habitants. Les conséquences, ce sont les bouchons à n'en plus finir. Les propriétaires de gbaka et de wôrô-wôrô, qui sont les véhicules de transport en commun, en profitent aux heures de pointe pour diviser un trajet unique en plusieurs étapes. Ce qui multiplie d'autant le coût du transport. Beaucoup de travailleurs sont obligés de se lever à 3 heures du matin et d'attendre tard dans la nuit pour rentrer dans leur quartier. Cela leur évite le surcoût et aussi les longues queues et les bousculades dans les files d'attente. Sinon, il reste la marche à pied ou la bicyclette, un mode de locomotion très dangereux à Abidjan.

Le taux de chômage est tel que, dans les zones industrielles, même pour avoir un travail très mal payé (entre 6 et 7 euros par jour), les travailleurs sont rançonnés de l'équivalent de 60 à 120 euros (comme dessous-de-table) juste pour une période de 6 mois et dans des condi-

tions infernales. Après quoi, il faut payer à nouveau la même somme pour espérer avoir un nouveau contrat.

À L'INTÉRIEUR DU PAYS

Dans les villes et villages de l'intérieur, ce qui frappe, aussi bien au sud, à l'ouest qu'à l'est, qui sont des régions pluvieuses et fertiles, c'est le manque de plus en plus criant de produits maraîchers, même les plus courants tels que la tomate ou l'oignon. Ils sont de plus en plus importés.

Cette situation s'explique par le fait que la production vivrière est de plus en plus délaissée au profit des cultures de rente. Du coup, les paysans n'arrivent pas à alimenter les villes environnantes et sont eux-mêmes souvent obligés de tout acheter. Il arrive souvent que certains produits vivriers soient acheminés depuis Abidjan, où on les trouve à meilleur prix. L'igname pousse aussi beaucoup dans ces régions, mais son prix au kilo

est en gros le même que celui du riz, qui reste finalement plus avantageux et permet de nourrir plus de bouches.

La terre et la main-d'œuvre ne manquent pas pour nourrir le pays, mais elles sont accaparées par les cultures d'exportation telles que le palmier, l'hévéa, le cacao ou le café, dans les régions pluvieuses; coton et anacarde dans les régions de savane, au nord et au centre. Cette situation rend la paysannerie de plus en plus dépendante du marché mondial et des intermédiaires de la filière qui va du petit acheteur jusqu'au gros exportateur.

Au centre et au nord, qui sont des régions de savane, il y a une demande accrue de main-d'œuvre à cause d'une ruée vers l'or. En effet les gisements d'or ont été découverts dans certaines parties de ces régions. L'ampleur est telle que le gouvernement n'arrive pas à limiter le nombre d'orpailleurs dits clandestins. Mais, à côté, il y a de grandes multinationales australo-anglo-canado-américaines ou sud-africaines qui ont de très gros moyens d'extraire de l'or et qui bénéficient de la protection de l'État ivoirien. Tous les notables y trouvent leur compte, à travers divers dons et autres avantages.

L'engouement pour l'or est actuellement tel que beaucoup de paysans dans ces régions cèdent leurs parcelles aux orpailleurs. En contrepartie, il y a un certain partage qui se fait entre les différentes parties. Actuellement, le propriétaire terrien, le village et les ouvriers en tirent chacun 2000 FCFA par gramme d'or. Ce revenu est supérieur à ce que touche un ouvrier agricole. La ruée y est telle que même les orpailleurs ne trouvent pas assez de main-d'œuvre. Il y a donc un afflux venant du Burkina voisin, où la main-d'œuvre est abondante et prête à travailler au fond des puits dans des conditions absolument dange-

reuses et pénibles.

Ce manque de main-d'œuvre est aussi accentué par l'augmentation continue des productions des cultures d'exportation, qui demandent toujours plus de bras. Une grande partie de ces productions reste encore paysanne ou le fait de petits planteurs. Une production qui ne permet pas la mécanisation. Le passage de cette culture artisanale à la production industrielle n'est pas possible à cause d'énormes problèmes fonciers qui ne sont pas résolus jusqu'à présent, malgré l'aide financière de la Banque mondiale depuis plusieurs années.

En attendant, cette demande accrue de main-d'œuvre met les ouvriers agricoles en meilleure position pour négocier en faveur d'un travail à la tâche au lieu d'une rémunération journalière. Ils peuvent ainsi multiplier leur revenu par 3 à 4. Il n'en reste pas moins que c'est un salaire de misère. Le grand planteur peut s'en sortir, mais il n'en va pas de même pour un petit.

Même dans les plantations de coton au nord, beaucoup de paysans abandonnent cette culture, faute de main-d'œuvre et aussi faute d'une bonne rémunération de leur produit de vente. Et, avec cette nouvelle ruée sur l'or, ils espèrent aussi mieux gagner leur vie en se transformant en orpailleurs ou en louant une partie de leur terre à ces derniers. Le problème à terme, pour eux, c'est que ces terres deviennent ensuite inutilisables pour l'agriculture.

LA MONTÉE DE LA PAUVRETÉ ET SES CONSÉQUENCES SUR LES ENFANTS

Globalement aujourd'hui, à la ville comme à la campagne, la pauvreté gagne du terrain. Les conséquences visibles à Abidjan, ce sont des enfants

qui envahissent de plus en plus les trottoirs. Ils sont encore plus nombreux durant le week-end et pendant les périodes de vacances scolaires. On les voit partout, à la recherche de quelques sous pour venir en aide à leurs parents. Beaucoup de ces enfants ont commencé cette année scolaire avec du retard, car les parents n'ont pas eu les moyens de payer à temps les frais de rentrée des classes.

Dominique Ouattara, l'épouse de l'actuel président ivoirien, parraine une fondation de bienfaisance qui se donne pour objectif d'avoir « zéro enfant dans les rues ». Elle prétend également lutter contre l'exploitation des enfants dans les plantations de cacao. Cela rappelle les dames patronnesses du 19^e siècle en Europe, qui faisaient de la charité le dimanche aux enfants qui trimaient durant les autres jours de la semaine dans les mines ou les ateliers de filature appartenant à leur mari. La seule différence est que Dominique Ouattara est elle-même une femme d'affaires fortunée, en plus d'être la femme du président !

LA SITUATION POLITIQUE

L'instabilité créée par le troisième mandat de Ouattara en 2020, dont la légalité était contestée par son opposition, est aujourd'hui endiguée. Entre-temps, Gbagbo, l'ex-président, est rentré au pays. Il a finalement été libéré par la CPI (Cour pénale internationale) après une dizaine d'années passées à La Haye, aux Pays-Bas, pour crimes contre l'humanité.

Aujourd'hui, pouvoir et opposition parlent de réconciliation nationale mais, dans leur rivalité pour conquérir le pouvoir ou pour le conserver, ils sont prêts à tout, y compris à ressortir les discours ethnistes et xénophobes qui ont fait tant de morts dans ce pays.

L'ex-président Laurent Gbagbo, après son enfermement en 2011, avait confié la direction de son parti, le FPI, à son ancien Premier ministre, Affi N'Guessan. Après sa libération, Gbagbo a voulu reprendre possession de son parti, mais Affi N'Guessan a refusé de céder sa place sans une contrepartie alléchante. Il faut dire que, pendant les dix années durant lesquelles il a été à la tête du parti, il a eu le temps de placer ses pions dans les postes clés.

Du coup, dès son retour à Abidjan, Gbagbo s'est lancé dans la création d'un nouveau parti politique, le PPA-CI: Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire. Il se revendique du socialisme, comme son ancien parti le FPI, auquel il a ajouté le panafricanisme. C'est un peu fort de café, pour un parti dont le principal initiateur a été poursuivi pour crimes à caractère ethnique et xénophobe! Le panafricanisme est un peu dans l'air du temps actuellement mais, pour plaire à toute sa clientèle politique, il y a ajouté en même temps le souverainisme. Comprenez qui pourra!

En tout cas, avec la création de son nouveau parti, Gbagbo a littéralement aspiré le contenu du FPI, et laissé l'enveloppe vide à Affi N'Guessan. Il a pu ainsi démontrer que le FPI c'était bien lui.

Les prochaines élections présidentielles sont théoriquement prévues en 2025. D'ici là, beaucoup de choses peuvent se passer. D'abord, à cause de la loi de la biologie sur les trois principaux ténors, étant donné leur âge avancé. Ensuite, à cause du fait que, dans la petite mare des politiciens ivoiriens, de plus jeunes crocodiles se sont déjà positionnés. Parmi eux, il y a de nombreux hommes d'affaires, dont quelques-uns sont de nouveaux parvenus qui se sont enrichis à l'ombre du pouvoir de Ouattara durant ces dix dernières années.

À ces hommes d'affaires anciens et nouveaux, il faut ajouter des politiciens comme Soro Guillaume, le dirigeant de l'ex-rébellion, en rupture actuellement avec son ancien allié Ouattara. Il y a aussi Simone Gbagbo, en rupture avec son ex-mari, qui cherche aussi à se positionner et qui a un réel poids politique dans le Sud. Il y a enfin Blé Goudé, l'homme des basses besognes de Gbagbo durant la crise ivoirienne, prêt probablement à se vendre au plus offrant de n'importe quel camp.

RISQUES DE CONFLITS ETHNICO-FONCIERS

Les plans des uns et des autres pour les prochaines années pourraient aussi être perturbés par des conflits ethnico-fonciers, notamment dans la partie ouest, le long de la frontière libérienne, où sont installés de longue date des peuplements agricoles venant d'autres régions: les Baoulés venus du centre, les peuples du Nord communément appelés les Dioulas, et enfin de nombreux Burkinabés et aussi des Maliens, dont un grand nombre sont installés en Côte d'Ivoire depuis plusieurs générations. Entre-temps, de nouveaux venus, notamment du Burkina Faso, s'y sont ajoutés.

Cette région Ouest a connu beaucoup d'exactions et de massacres depuis 1998, avec la politique haineuse de l'«ivoirité» lancée par Bédié et popularisée ensuite par Laurent et Simone Gbagbo. C'est cette propagande xénophobe et ethniste qui a engendré par la suite la crise ivoirienne et la partition du pays en deux en 2002.

La tension dans cette région Ouest est toujours très grande, avec beaucoup de frustrations et de haines accumulées. La braise couve toujours. Même un simple changement de pou-

voir à Abidjan pourrait la faire basculer dans un nouveau bain de sang.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes collectives pour changer leur sort.

La colère couve aussi à Abidjan, mais des luttes de travailleurs entraînant plusieurs entreprises, nous n'en avons plus connu depuis vingt ans. Le dernier mouvement de ce genre date des années 2000, à la faveur d'une situation politique où les petits soldats avaient chassé Bédié du pouvoir. À ce moment-là, notamment dans la zone industrielle de Yopougon, les travailleurs de plusieurs entreprises s'étaient mis en grève pour revendiquer leur embauche, à la place des contrats de journaliers sans lendemain. Des travailleurs se rassemblaient parfois devant les portails des usines munis de machettes, rubans rouges sur la tête. Les petits soldats étaient alors maîtres des lieux et il se trouvait que nombre d'entre eux avaient des liens familiaux avec les travailleurs en grève. Du coup, ils se sont mis du côté des travailleurs et ont obligé les patrons à régulariser les embauches.

Sous la présidence de Gbagbo, les travailleurs du port s'étaient aussi mis en grève à plusieurs reprises, mais leur mouvement, marqué par le corporatisme, n'a pas entraîné les travailleurs des usines, pourtant nombreux autour du port d'Abidjan.

Nous avons aussi vu, il y a quelques années, des mouvements de colère des ménagères, qui n'en pouvaient plus de voir leur panier vide quand elles revenaient du marché. Elles criaient leur colère et bloquaient les rues. Parfois, cela a entraîné des élèves dans le mouvement, mais les manifestations ont été très vite dispersées par la répression policière ou militaire.

L'aggravation de la crise économique actuelle, le chômage, les bas salaires, la généralisation des contrats journaliers, la flambée des prix des denrées et des loyers, la question du logement, la dégradation de l'école publique, des hôpitaux, etc., tout cela finira tôt ou tard par déclencher des réactions de colère et des grèves. La goutte

d'eau qui fera déborder le vase peut arriver à tout moment. Il faudra que les travailleurs s'y préparent dès maintenant sur leurs lieux de travail et dans leurs quartiers, sans se laisser diviser entre ethnies, religions, nationalités ou corporations, et sans compter sur les dirigeants des centrales syndicales ni sur les politiciens, car ceux-là ne

pensent qu'à leur carrière professionnelle et à leur enrichissement personnel.

C'est dans cette perspective que notre petit groupe milite, avec la ferme conviction que l'émancipation des travailleurs ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti)

L'ÉTAT : UNE BANDE D'HOMMES ARMÉS

La nouvelle est tombée comme un couperet dans la nuit du 6 au 7 juillet dernier. Le président Jovenel Moïse, paillasse des dirigeants américains et des riches d'Haïti, a été assassiné dans sa résidence, sans difficulté, malgré toute l'armada de sécurité dont il jouissait, et dans l'indifférence totale de la population pauvre. Jusqu'à maintenant, l'opposition politique officielle n'a pas été accusée et tout laisse croire que le coup est venu de son propre camp, avec lequel il avait maille à partir, de son propre parti PHTK, un repaire de bandits, de dealers de drogue et de dilapidateurs de fonds publics.

La complicité des autorités américaines n'est pas à écarter. Les États-Unis considèrent l'Amérique latine en général et Haïti en particulier comme leur arrière-cour. Ils font et défont les présidents, les Premiers ministres et contrôlent toutes les décisions d'importance. Le Premier ministre actuel, Ariel Henry, le pion de l'ancien président Michel Martelly, a été nommé par Jovenel Moïse quelques jours avant son assassinat. Sa servilité est telle qu'il bombe le torse après chaque rencontre avec des autorités américaines.

En l'absence du président, il concentre tous les pouvoirs entre ses mains et vient de pro-

céder au replâtrage du cabinet ministériel. Le PHTK de Michel Martelly s'est taillé la part du lion et quelques strapontins ont été attribués aux politiciens de l'ancienne opposition qui se sont murés dans un silence complice depuis la prise de fonction du nouveau Premier ministre, qu'elle considère comme un des siens. La mangoire étant petite, quelques chefs de file de l'opposition sont sortis bredouilles et les partisans zélés de Jovenel Moïse sont chassés du sommet de l'État. L'opposition politique est ainsi replâtrée avec ces derniers, les jovenélistes, et les déçus comme Youri Latortue. La révocation de tous les hauts fonctionnaires partisans de Jovenel Moïse vient confirmer l'hypothèse de l'implication du PHTK dans l'assassinat de ce dernier.

Cela dit, ce qui fait l'actualité en Haïti, ce n'est pas l'assassinat du président, encore moins le remaniement du cabinet, mais plutôt la prolifération et la dictature des bandes armées qui font basculer le pays dans le chaos. Cela fait environ trois ans que l'insécurité prend des proportions dramatiques, à travers des enlèvements contre rançon, des exécutions sommaires et des massacres dans les quartiers pauvres. Rien que pendant la semaine écoulée, les réseaux sociaux ont rapporté une trentaine de cas de kidnapping, dont celui d'un Français, ancien chargé d'affaires culturelles à l'ambassade de France.

Corrompue, vassalisée, la police échoue à toutes les tentatives d'affronter les gangs. Manifestant même une complaisance suspecte envers les criminels, elle se révèle pourtant particulièrement efficiente dès qu'il s'agit de réprimer les manifestations populaires, dont celles des travailleurs de la zone industrielle.

Le pays vient de connaître environ deux mois de paralysie quasi totale des activités à la suite d'une pénurie artificielle de produits pétroliers, aggravée par l'insécurité et son cortège de problèmes que sont le chômage, la vie chère, la misère croissante et l'exode massif; pénurie artificielle suite au blocage des axes routiers conduisant aux terminaux où se fait l'approvisionnement en carburant. Blocage opéré par des gangs!

Le terminal de Varreux, situé au nord, qui représente environ 70% de la capacité totale de stockage de produits pétroliers du pays, est inaccessible depuis le 1^{er} septembre. Celui de Martissant, au sud, est fermé depuis le 5 juillet, depuis que des gangsters ont tiré sur un navire de propane alors qu'il déchargeait sa cargaison.

Port-au-Prince, la capitale, devient une ville morte, assiégée, subissant la loi des gangs. Parallèlement à la déconfiture accélérée de l'État, les gangs consolident leurs bases, accaparent de nouveaux territoires,



Démonstration de force du gang G9, le 12 août dernier.

recrutent de nouveaux jeunes chômeurs, se dotent d'armes sophistiquées. Pour financer leur déploiement, en plus de l'argent venant des kidnappings, des trafics d'armes et des stupéfiants, les gangs rançonnent les ouvriers qui se rendent au travail, ils rançonnent les petits marchands, les petits entrepreneurs.

Forts de leur pouvoir de nuisance, ce sont les gangs qui, selon leur bon vouloir, décrètent des cessez-le-feu pour permettre aux hôpitaux de s'approvisionner en carburant, aux ONG d'aller porter secours aux sinistrés du tremblement de terre du 14 août dans le Grand Sud.

Les habitants des quartiers, sous la férule des gangs armés, sont surveillés. Ils sont obligés de prêter allégeance aux bandits, sous peine d'être considérés comme des ennemis, donc en attente de se faire tuer. Ce processus continue et se met en place un peu partout, quartier après quartier, d'une ville à une autre, parfois avec la complicité des politiciens au pouvoir ou de l'opposition.

Le pays vit une crise économique et sociale sans précédent.

LES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE SUR LES CLASSES POPULAIRES

En apparence, on peut penser que n'importe qui peut être

affecté par cette grave crise, notamment la vague de violence des gangs armés qui secoue le pays depuis de nombreux mois. D'ailleurs, même le président de la République, l'individu le plus protégé, a été abattu comme un chien errant. Plus d'une cinquantaine de personnes de nationalité étrangère sont déjà kidnappées en Haïti. Mais cette sale guerre des classes dominantes pour le contrôle des maigres ressources du pays est principalement dirigée contre les masses populaires, qui en paient le plus lourd tribut.

Ce sont toutes les classes populaires sans exception qui sont atteintes dans leur existence. Pour elles, il n'y a pas d'échappatoire, il n'y a pas d'amortissement, c'est la chute vers l'abîme.

Le chômage, qui était déjà l'apanage de la majorité de la population, près de 80%, a explosé ces derniers mois avec la fermeture de nombreuses petites et moyennes entreprises. Leurs patrons fuient le chantage, les menaces ou les violences des gangs armés. Des milliers de travailleurs sont ainsi privés d'un salaire, leur seul gagne-pain.

Ceux qui ont encore la chance d'avoir un boulot boivent le calice jusqu'à la lie. Les patrons profitent de la situation pour les presser encore plus. Les salaires sont bloqués depuis 2018. Les cadences de travail ont augmenté. Les licenciements abu-

sifs, les fraudes sur les salaires sont légion.

Avec le renchérissement du coût de la vie, le pouvoir d'achat des travailleurs est réduit comme peau de chagrin. Beaucoup d'ouvriers font de longs trajets à pied, parfois au péril de leur vie.

Dans la réalité, les travailleurs crèvent à petit feu. Pour survivre et pour apporter un peu de soutien à leur famille, ils prennent sur leur physique. Ils ne mangent pas à leur faim, ils se contentent pendant la journée d'un biscuit, d'un morceau de pain, ils font des kilomètres à pied pour venir à leur boulot, ils s'habillent comme ils peuvent, ils s'endettent pour payer un petit logis dont le prix a flambé, dans un quartier populaire. C'est une mort lente programmée par les maladies comme la malnutrition, la tuberculose, la fatigue, les maladies infectieuses, etc., quand ce n'est pas la mort violente qui les emporte.

De nombreuses activités informelles, qui faisaient vivre les chômeurs, disparaissent petit à petit, tels les marchés publics, les petits « démêlés » sur les trottoirs au bord des rues.

Les travailleurs et les masses exploitées vivent la violence des gangs armés au plus près, dans leur chair. Ils sont les premières victimes de l'insécurité. Tout d'abord, les territoires occupés par les malfrats sont tous des zones déshéritées où habitent les classes populaires. Une grande partie de ces habitants ont fui vers d'autres quartiers non encore occupés, vers des camps. D'autres, hélas sans solution, restent encore sous la férule de ces criminels. Ces territoires, qui dès les premières heures du matin fourmillaient de gens en quête de moyens de subsistance, deviennent des endroits fantômes, des terrains d'entraînement des bandits qui se complaisent à tuer, à violer.

Les kidnappings, partie

émergée de l'iceberg de la vague de terreur, frappent les classes populaires de plein fouet. On n'en parle pas souvent dans les médias. Mais des travailleurs, des petites marchandes sont kidnappés. Souvent dans l'impossibilité de payer, ils sont égorgés dans l'indifférence générale.

Ce n'est certes pas la situation rêvée pour l'ensemble de la bourgeoisie. Mais, s'il y en a quelques-uns qui y laissent des plumes, ils essaient de tirer leur épingle du jeu en s'adaptant. En revendant au marché noir dix fois plus cher les produits pétroliers, les actionnaires de ce secteur engrangent des profits énormes. Il en va de même dans la commercialisation des produits alimentaires et des produits de première nécessité, dont les prix augmentent tous les jours. Le secteur bancaire n'est pas en reste. Certains bourgeois se spécialisent dans l'armement des gangs armés.

Le ciel ne cesse de s'obscurcir pour les masses populaires, il n'en demeure pas moins que seules leurs luttes conscientes peuvent leur donner l'espoir de changer le rapport de force, qui leur est défavorable aujourd'hui. Même s'ils sont rares, nous présentons, dans l'actualité, des faits qui mettent en avant une certaine combativité de la population. Par exemple dans quelques usines, en plu-

sieurs occasions, des travailleurs ont fait grève contre leurs mauvaises conditions de travail. Dans certains quartiers, des habitants n'ont pas hésité à affronter certains malfrats.

EXODE MASSIF DE LA POPULATION

Pour fuir la misère et la terreur grandissante des gangs, de nombreux Haïtiens ont cherché à fuir le pays. Si les nantis et une partie de la petite bourgeoisie ont pu le faire légalement vers certains pays d'Europe et les États-Unis, des milliers de travailleurs et de jeunes ont tenté leur chance, pour une bonne partie illégalement, vers la République dominicaine, certains pays d'Amérique latine et des îles des Caraïbes. Mais peu importe le pays, les capitalistes ne font jamais de cadeaux aux pauvres. Même après plusieurs années dans ces pays d'accueil, les conditions de vie de ces travailleurs ont peu changé et c'est pourquoi ils ont continué leur migration vers les États-Unis ou d'autres pays riches, où là encore ils sont souvent traités comme des parias. En République dominicaine, des femmes enceintes en plein travail d'accouchement sont arrêtées sur leur lit pour être expulsées.

Ces derniers jours, sur la

zone industrielle, certaines initiatives, isolées, ont vu le jour. Dans l'usine Premium Appareil, appartenant à la famille Apaid, des ouvriers ont mené une grève qui a duré plus qu'une semaine. Dans d'autres usines, il y a eu des débrayages d'une journée, parfois deux. Ce sont de bons signes!

D'autre part, dans plusieurs quartiers, la population commence à réagir face à la violence et la terreur des gangs. À Canapé Vert, en plein cœur de Port-au-Prince, deux chefs de gang ont été tués à coups de machette. À Puits Blain, encore à Port-au-Prince, deux autres bandits qui circulaient à motocyclette avaient braqué un homme de 57 ans. Ils ont été lynchés illico par des riverains. Il y a aussi des cas pareils dans des villes de province. Espérons que ces initiatives éparses s'étendront à l'échelle du pays dans le cadre d'une riposte collective de la population.

Car, en dépit de leur férocité et de la terreur qu'ils font régner sur la population, ces nouveaux tontons macoutes ne sont qu'une minorité. Comme par le passé, ils ne pèseront pas grand-chose devant la révolte de toute une population qui, déterminée, voudra retrouver sa liberté.

Sinif Mücadelesi (Turquie)

EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE

En Turquie, la situation économique était déjà catastrophique l'an dernier. Eh bien, elle a encore empiré.

La chute vertigineuse de la monnaie, la livre turque, continue. Le pouvoir d'achat de la population s'effondre. Il paraît que plus de 5 millions de personnes n'arrivent plus à payer

leurs factures de gaz et d'électricité. Le vrai chiffre du chômage, surtout chez les jeunes, continue à augmenter et il serait de l'ordre de 18%. Plusieurs millions de familles pauvres n'arrivent plus à se nourrir correctement. Un ministre a eu le culot de conseiller à ceux qui ne réussissent plus à arriver à la fin du mois de n'acheter qu'une seule tomate à la fois, au lieu d'en acheter plusieurs... On parle de 13 millions de retraités

qui sont dans la misère et n'arrivent pas à s'en sortir.

L'OPPOSITION CONTIENT LES MANIFESTANTS

Mais, depuis plusieurs mois, ce sont aussi des millions de travailleurs qui ont du mal à s'en sortir. La livre turque a perdu 45% de sa valeur depuis le début de l'année. Elle a même perdu 17% en une seule jour-



La livre turque est en chute libre.

née, le mardi 16 novembre, et le soir même il y a eu des manifestations spontanées dans plusieurs grandes villes comme Istanbul, Ankara... Mais aussitôt les partis de l'opposition, dont le CHP (Parti républicain du peuple, qui se définit comme social-démocrate), sont intervenus pour les faire arrêter, en disant que cela ne pouvait que provoquer des violences et servir Erdoğan!

En tout cas, les effets de la dévaluation sont là. Le salaire minimum, soit 2800 livres par mois, équivalait à 383 dollars le 4 janvier de cette année. Depuis le 16 novembre, ce n'est plus que l'équivalent de 217 dollars. L'inflation, d'après les chiffres officiels, serait de 19,89%, mais en fait elle est bien supérieure, sans doute de 50%, proportionnelle à la perte de valeur de la monnaie.

ERDOGAN EN DIFFICULTÉ

Du fait de cette dégradation économique, la situation devient explosive. Le patronat turc et les grandes puissances impérialistes font pression sur Erdoğan pour qu'il organise des élections anticipées et pour qu'il laisse la place, sans que cela ait un effet sur lui. De la même façon, il y a quelques semaines, dix ambassadeurs de grands pays comme les États-Unis, la France et l'Allemagne... ont fait une déclaration commune pour dire au gouver-

nement d'Erdoğan de libérer Kavala, un homme d'affaires très connu, qui est en prison depuis plus de quatre ans. La Tusiad, autrement dit le Medef turc, a fait une déclaration dans le même sens. Elle a ajouté que maintenant, en Turquie, il faut «un gouvernement qui respecte la démocratie». Selon les patrons turcs, il ne faut pas non plus qu'il crée une situation explosive car cela dégoûte les «cerveaux», et ceux-ci sont en train de quitter le pays. Erdoğan serait aussi responsable du fait que 70% des jeunes veulent quitter la Turquie.

Il y a aussi ce scandale créé par les révélations d'un parrain de la mafia. Ce parrain se trouve à l'étranger, après avoir été lâché par le gouvernement d'Erdoğan, qui l'avait protégé. Au début du mois de mai, il a décidé de se venger en publiant des vidéos sur les réseaux sociaux et en étalant au grand jour des exemples de corruption, d'assassinats, de menaces de mort, d'enrichissement illicite, etc., dont il a été témoin. Ces vidéos ont battu des records d'audience, ayant été visionnées plus de cent millions de fois. Dans le contexte de la crise économique grave que traverse le pays, elles ont frappé les spectateurs, qui n'imaginaient pas ce degré de pourriture du pouvoir. Ce grand déballage sème le malaise jusque dans les rangs de l'AKP, dont un ancien dirigeant, Cemil Çiçek, a récla-

mé l'ouverture d'une enquête, ajoutant: «Même si un millième seulement de tout cela est vrai, c'est un désastre.»

Bien sûr, ces révélations ne sont pas vraiment une surprise. Les liens du parti d'Erdoğan avec des boss mafieux, les trafics d'armes avec la Syrie, l'aide donnée plus ou moins directement à des djihadistes de Daech, tout cela était connu. Mais le déballage de Sedat Peker, ce parrain de la mafia, a créé un choc, contribuant énormément au discrédit du gouvernement d'Erdoğan.

UN SYSTÈME RÉPRESSIF QUI CONVIENT AUX GRANDES PUISSANCES

Le grand patronat turc et les grandes puissances impérialistes pensent qu'il est temps de trouver une alternative à ce gouvernement, avant que cela ne finisse par une explosion sociale. En fait, il y a déjà trois ans, depuis début 2018, que le patronat turc voudrait qu'il y ait une alternative à ce gouvernement. Déjà, lors des élections municipales de mars 2018, l'AKP avait perdu les grandes villes. Cependant, si le patronat et les puissances impérialistes voudraient bien remplacer Erdoğan, ils trouvent que l'opposition n'est pas à la hauteur. Ils pensent même sans doute que, si elle arrivait au pouvoir, cela risquerait rapidement de finir mal. Normalement, les prochaines élections générales devraient avoir lieu en juin 2023, mais on voit mal comment la situation actuelle pourrait durer jusqu'à cette date. Certains journalistes évoquent des préparatifs pour une solution à l'égyptienne, autrement dit pour un coup d'État.

Pour pouvoir tenir, le gouvernement actuel compte sur la répression et la peur qu'elle inspire. Toutes les semaines on apprend de nouvelles ar-

restations arbitraires parmi les gülenistes, les nationalistes kurdes, dans les milieux de gauche et parmi tous ceux qui osent critiquer Erdoğan et le gouvernement. Celui-ci utilise aussi l'épidémie de Covid-19 pour renforcer son contrôle de la population. C'est ce que permet le passe sanitaire, appelé HES (Hayat Eve Siğar), qui comporte votre adresse et le numéro de votre carte d'identité, et avec lequel on peut surveiller tous vos déplacements : ainsi personne ne peut se déplacer, par exemple prendre un autobus, sans montrer le HES, qui peut vous obliger à vous confiner. Dans les grandes villes, il est enregistré sur l'équivalent de votre passe Navigo. Il faut le montrer pour prendre les

transports en ville ou pour se déplacer d'une ville à l'autre, et même pour entrer dans un centre commercial. Le contrôle se met en rapport avec l'ordinateur de la police et peut vous obliger à rester chez vous, quand ce n'est pas en prison.

Pour ce qui est de la situation de la classe ouvrière, il y a une dégradation nette des conditions de travail et du niveau de vie des travailleurs, surtout dans les petites entreprises. Aussi bien le gouvernement que le patronat ont peur qu'il y ait une explosion de mécontentement, notamment dans les grandes entreprises de la métallurgie. Ils font même un petit effort concernant les salaires de ce secteur.

La discussion des conventions collectives de la métallurgie est en cours et elle doit se terminer fin décembre. Il y a des réactions dans certaines entreprises sur le fait que les propositions des syndicats ne sont pas satisfaisantes en face des fortes augmentations des prix des produits de base, du pétrole et du gaz. Même si ce n'est pas à une grande échelle, on voit certaines luttes dans des entreprises de textile et dans des municipalités, concernant les salaires et les conditions de travail. Dans les semaines qui viennent, il pourrait y avoir une certaine agitation dans les grandes entreprises de la métallurgie.

Lutte ouvrière (Belgique)

En Belgique, nous avons le même virus et le même capitalisme, les mêmes prix qui montent, la même gestion calamiteuse de la pandémie et la même offensive patronale qui frappe dans toutes les entreprises.

La seule différence est peut-être que, grâce au virus, nous avons finalement eu un gouvernement fédéral, pour l'ensemble du pays. Car, au moment du premier confinement, la formation d'un nouveau gouvernement fédéral était une nouvelle fois en panne.

En Belgique, nous n'avons donc pas une figure qui personifie l'offensive patronale, comme Macron. À la place, nous avons une coalition de huit partis pour qui chaque décision est un accouchement difficile et qui débouche sur une cacophonie difficilement déchiffrable.

Non pas qu'ils ne soient pas d'accord sur le fond, mais ils jouent chacun leur existence de politiciens. Du côté wallon, le Parti socialiste francophone participe, tout en se donnant un air d'opposition. Car le PTB,

parti ex-maoïste qui se présente comme la « vraie gauche », continue à grimper dans les sondages et à piquer des voix au PS.

Du côté flamand, les partis traditionnels sont attendus au tournant par la montée de l'extrême droite flamande. Les voix réunies de la droite et de l'extrême droite nationaliste frôlent déjà la majorité absolue, qu'ils risquent d'atteindre en 2024. Et il n'est pas sûr que le cordon sanitaire qui écartait du gouvernement le parti d'extrême droite Vlaams Belang tiendra encore. La formation d'un gouvernement deviendrait alors encore plus un casse-tête.

Mais cela n'empêche pas l'offensive antiouvrière. Les patrons la mènent dans les entreprises. Et ils peuvent tout à fait compter sur ce gouvernement fédéral... comme sur les cinq autres gouvernements régionaux et communautaires. La cacophonie d'un gouvernement de coalition représente d'ailleurs aussi un avantage pour le patronat : c'est qu'elle couvre la vraie musique qui s'y joue.

OBLIGATION VACCINALE ET MANIFESTATION

Entre-temps, après « 13 heures de psychodrame », comme titrait le journal *Le Soir*, le gouvernement a décidé de l'obligation vaccinale pour le personnel soignant, sous peine de perte de salaire pour ceux qui ne veulent pas se faire vacciner.

Alors que les hôpitaux débordent à nouveau, par manque de personnel, et qu'on impose désormais le masque aux enfants de 6 ans, ils s'apprêtent à suspendre des milliers de travailleurs de la santé !

Le 21 novembre, 35 000 personnes ont manifesté à Bruxelles contre le passe sanitaire et l'obligation vaccinale. C'est beaucoup, pour une manifestation non organisée par les syndicats. Des travailleurs des entreprises où nous avons quelques contacts nous ont dit qu'ils ont participé à ce rassemblement organisé par des gilets jaunes et on ne sait pas qui. L'extrême droite était évidem-

ment présente, et des anti-vax, mais pas seulement, loin de là.

Nous avons des discussions pour dire que les intérêts des travailleurs doivent s'y exprimer, que pour les travailleurs la liberté n'existe pas, et que ce qui nous retient d'aller au restaurant c'est surtout le salaire qui est trop bas. Cela nous fait des bonnes discussions.

MANIFESTATION POUR LE POUVOIR D'ACHAT

L'augmentation des prix non plus ne s'arrête pas à la frontière. Officiellement, les salaires sont toujours indexés, mais depuis les années 1990 les produits pétroliers ont été sortis du calcul. Cette indexation ne résoudra donc rien pour les travailleurs.

Ce qui n'empêche pas le patronat de lancer une campagne contre l'indexation qui, à l'entendre, ferait sombrer la Belgique tout entière.

En juillet, les syndicats ont signé un accord qui fixe l'évolution des salaires pour les deux ans à venir. Il prévoit une augmentation maximum de 0,4 % des salaires, hors indexation.

La FGTB a dû torturer sa « démocratie syndicale » pour faire accepter la décision à une majorité de... 50,05 %.

Ça avait vraiment du mal

L'Internazionale (Italie)

En Italie, comme dans le reste du monde, la pandémie est toujours d'actualité et l'apparition de la nouvelle variante Omicron a fait chuter les actions en Bourse.

Il y a également eu des manifestations contre le passe sanitaire mais, quoi qu'il en soit, nous vivons dans un climat politique d'« unité nationale » depuis presque un an.

à passer. Et le 24 septembre, la FGTB a appelé à une manifestation... contre « la loi de 1996 sur la compétitivité des entreprises ». Cette loi limite les augmentations des salaires en fonction de l'évolution des salaires des pays voisins... et donc, disent les directions syndicales, les marges de négociation dans les secteurs où ces marges existent.

Entre-temps, ils doivent constater que, même dans ces secteurs, comme le secteur pharmaceutique, les patrons ne veulent rien céder. Au contraire, ils s'apprêtent à supprimer des primes et des congés d'ancienneté.

Parallèlement, on assiste à une criminalisation préoccupante du syndicalisme. Ces deux dernières années, un responsable syndical flamand et 17 militants et dirigeants wallons de la FGTB ont été condamnés pénalement pour « entrave méchante à la circulation », les 17 de Liège à une peine de prison avec sursis, pour un blocage d'autoroute à Liège. C'est une première.

Dans ce contexte, et poussées aussi par l'angoisse qui monte parmi les travailleurs face à l'envolée des prix, les directions syndicales appellent à une nouvelle manifestation nationale demain, pour défendre les droits syndicaux et le pou-

voir d'achat.

Il se gardent bien cependant de mettre en avant quoi que ce soit qui permettrait aux travailleurs de se préparer à une vraie lutte pour les salaires.

N'empêche, pour les travailleurs, la manifestation de lundi sera une occasion pour manifester ensemble, tous secteurs confondus. Et il faut espérer qu'il y aura du monde.

GRÈVES DANS LES ENTREPRISES

Les travailleurs sont loin d'avoir dit leur dernier mot. Au contraire. De plus en plus, ils sont devant des situations qui les font réagir. Pour ne citer qu'un exemple, une bonne partie des magasins Lidl ont été touchés par une grève de plusieurs jours contre la surcharge de travail inhumaine et une direction qui veut désormais pouvoir utiliser les GSM des travailleurs pour les géolocaliser et étudier leurs déplacements dans les magasins...

Pour une fois, on entendait les travailleuses dénoncer l'exploitation ! Et cela a beaucoup touché. D'ailleurs, d'autres débrayages et grèves s'organisent dans d'autres chaînes de supermarchés.

sés selon un plan appelé PNRR, c'est-à-dire un plan de « reprise et de résilience ».

Il s'agit d'une belle somme : environ 200 milliards d'euros. On comprend que, pour cette masse d'argent, on affine les dents et les couteaux entre les différentes composantes de la bourgeoisie, bien que tout se fasse sous le couvert de l'unité nationale.

La bourgeoisie dans son ensemble, par la voix de ses

RELANCE ÉTATIQUE ET REPRISE... DES PROFITS

En fait, en février dernier, l'ancien banquier de la BCE Mario Draghi a pris ses fonctions à la tête du gouvernement, ce que *Le Monde* a récemment décrit comme « la dernière chance de l'Italie ».

En bref, l'agenda politique est dominé par les fonds européens qui doivent être dépen-

principaux représentants, fait preuve d'optimisme. Tous les médias et tous les partis au pouvoir ont souligné la reprise de la production italienne et du PIB dans son ensemble.

Mais les prévisions, pour ce qu'elles valent, disent que ce n'est qu'en 2023 que l'économie retrouvera son niveau d'avant la pandémie. Et il faut souligner que l'État a joué le rôle principal dans ce redémarrage du moteur industriel. Tout cela ne fait qu'accroître la dette publique, qui s'élève désormais à 155% du PIB.

Cela n'enlève rien au fait que d'énormes bénéfices sont encore empochés, les bénéfices distribués atteignant 49,3 milliards et devant passer à 54,6 milliards l'année prochaine. La bourgeoisie a également augmenté sa richesse.

En termes absolus, il y a 400 000 personnes en Italie qui ont un patrimoine d'au moins un million de dollars et, parmi elles, 1 700 dépassent les cent millions.

Dans le classement mondial, l'Italie occupe la neuvième place pour la richesse financière. Cela signifie que la pandémie n'a pas la même signification pour tout le monde, et que les appels à rester unis face à « l'ennemi commun » représenté par le Covid sonnent comme une mauvaise farce.

Ce qui a amené Mario Draghi au gouvernement peut se résumer à la nécessité, pour la bourgeoisie, de disposer d'une personne accréditée dans les milieux financiers et non liée formellement à un quelconque parti.

Toutes les pressions qui ont précédé sa nomination avaient pour dénominateur commun les conditions imposées par les autorités de l'UE pour obtenir les fonds du plan de relance. Le plus important d'entre eux était la compétence financière.

Il a été dit que le gouverne-

ment actuel unit presque tous les partis. L'exception est le parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni. Mais même ce parti est lié à la Lega de Salvini et à Forza Italia de Berlusconi, avec lesquels il a présenté des listes communes.

LA SITUATION SOCIALE

Sur le plan social, le gouvernement a maintenu le décret sur le gel des licenciements collectifs jusqu'à l'été et, comme on pouvait s'y attendre, les licenciements et les fermetures d'entreprises ont commencé à son expiration.

Les dernières élections locales ont vu un taux d'abstention de près de 50%. Cet abstentionnisme de masse est à l'image d'un malaise social qui se traduit également par une défiance généralisée à l'égard des institutions.

Les manifestations de rue, d'abord contre les restrictions des activités commerciales ouvertes au public, puis contre le passe sanitaire, sont aussi révélatrices de ce malaise. Ces mouvements ont subi une certaine transformation dans leur composition sociale.

Au départ, il y avait une forte caractérisation petite-bourgeoise, notamment dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie.

Mais d'autre part, même pour les secteurs du prolétariat les plus durement touchés par la crise, il n'y avait pas d'autre possibilité d'exprimer leurs revendications, et les syndicats se sont bien gardés d'en organiser.

Peu à peu, avec l'augmentation du nombre de personnes vaccinées et l'assouplissement des mesures anti-Covid, de nombreuses activités ont repris, et aujourd'hui c'est le phénomène inverse qui se produit.

Les mêmes couches sociales qui envahissaient les places ré-

clament maintenant de l'ordre, car les défilés dans les centres-villes font fuir les touristes et même les clients normaux.

Pendant une courte période, ce sont les dockers du port de Trieste qui ont organisé des manifestations contre le passe sanitaire, mais tout cela a été absorbé assez rapidement.

Néanmoins, chaque samedi, les manifestations, bien que moins suivies, se poursuivent, prenant de plus en plus un caractère politique protestataire, vaguement subversif. Des groupes organisés d'extrême gauche et d'extrême droite y participent.

C'est au cours de l'une de ces manifestations, à Rome le 9 octobre, qu'un groupe de manifestants a pris d'assaut le siège du syndicat CGIL.

C'était la confirmation de la capacité des groupes d'extrême droite, acquise au cours des derniers mois, à prendre la tête et le contrôle de facto de grandes manifestations.

Pour les travailleurs, c'était le signe que l'activisme fasciste n'est pas seulement une affaire d'il y a un siècle, mais qu'il est toujours une carte dans le jeu politique.

Pas besoin de dire que la réaction des dirigeants de la CGIL, avec leurs appels pleurnichards à la démocratie, à la « République née de la Résistance » et ainsi de suite, avec la présence et la « solidarité » de Draghi lui-même, n'a pas été à la hauteur de la situation.

Bien plus, elle a alimenté la haine de ceux qui, même parmi les travailleurs, considèrent les syndicats comme des complices du système, comme faisant partie de l'establishment.

Les dégâts causés par la crise du Covid se sont ajoutés à ceux accumulés au cours des années et décennies précédentes. La tendance à la précarisation s'est poursuivie. Cette année, on a vu un véritable remplacement

massif des emplois permanents par des emplois précaires.

Les salaires, bien sûr, reflètent cette dégradation et donc cette faiblesse de la classe ouvrière face aux patrons. Il y a quelques jours, la grande presse a publié des comparaisons entre les salaires moyens italiens et ceux d'autres pays européens.

Il en ressort que, de 1990 à 2020, les travailleurs italiens non seulement n'ont pas vu leurs salaires augmenter, mais les ont vus baisser. Camarades, nous ne pensons pas que les entrepreneurs allemands et français sont particulièrement généreux. Mais cela confirme que le capitalisme italien, plus que d'autres, s'appuie sur la réduction des salaires pour soutenir la compétitivité de ses produits et préserver ses taux de profit.

La question des bas salaires, dans la mesure où elle ne devient pas un terrain de lutte généralisé pour la classe ouvrière, est utilisée par les forces politiques bourgeoises et les patrons eux-mêmes. Ainsi, il est à nouveau question de réduire, en même temps que les cotisations payées par les patrons, celles payées par les salariés. Un peu plus d'argent sur la feuille de paie, payé non pas par les patrons mais par la « fiscalité générale », voilà la recette!

Mais on parle également d'une loi sur le salaire minimum légal, qui n'existe pas en Italie. La loi est soutenue par le Parti démocrate, et paradoxalement combattue ou désapprouvée par les syndicats. Ces derniers, en accord avec la Confindustria patronale,

craignent qu'elle ne réduise la marge de négociation entre les « partenaires sociaux ».

Il est vraiment curieux que, alors qu'en trente ans ils n'ont pas réussi à « négocier » quoi que ce soit de décent, les syndicats aient l'audace d'opposer leurs capacités de négociation à la garantie d'un minimum légal.

La précarité, le chômage et les bas salaires sont le prix que les travailleurs paient pour la « reprise ». À cela s'ajoute le nombre élevé de morts et de blessés au travail. C'est un autre record italien : un décès toutes les huit heures.

OCCUPATION DE L'USINE GKN À FLORENCE

En général, les luttes des travailleurs ont été défensives et ont répondu à des licenciements collectifs. Une lutte a marqué une forte différence avec toutes les autres : celle des travailleurs de GKN à Florence, une usine comptant 420 salariés et environ 80 d'entreprises sous-traitantes.

Les travailleurs ont occupé l'usine en juillet dernier, suite à l'annonce de la fermeture par la direction, avec les licenciements qui en découlent. Cependant, contrairement à ce qui s'est passé dans des situations similaires, leur lutte a eu immédiatement un caractère très actif, organisé et ouvert sur l'extérieur.

Jusqu'à présent, les travailleurs du « collectif d'usine » ont fait preuve d'une détermination et d'un esprit d'initiative hors du commun et ont réussi

à attirer la sympathie des travailleurs d'autres entreprises.

Dans leurs appels, ils soulignent que la meilleure aide pour eux serait que les luttes s'étendent à d'autres entreprises et s'unissent en un seul front.

Si nous voulons tirer quelques premières leçons de cette lutte, sans en faire un mythe, il y en a au moins deux : la première est qu'un groupe de militants politisés, actifs depuis longtemps dans le syndicat local et dans l'usine, peut faire une grande différence.

Nous ne connaissons pas l'affiliation politique précise des promoteurs et des organisateurs du « collectif d'usine », mais il est clair qu'il s'agit, du moins pour certains d'entre eux, de militants d'extrême gauche, dont la motivation et le militantisme savent insuffler aux travailleurs cette confiance en leurs propres forces qui a presque toujours manqué ces dernières années.

La seconde leçon est que, lorsque la classe ouvrière résiste, elle bouleverse tous les jeux politiques qui tournent habituellement autour d'elle. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une grande usine, l'occupation des travailleurs a obligé tous les responsables politiques à faire au moins semblant d'être solidaires des travailleurs, mais surtout le syndicat des métallurgistes a dû s'impliquer.

Il s'agit maintenant de voir si la lutte de GKN, qui se poursuit, restera un événement isolé ou encouragera de nouvelles luttes plus déterminées contre les licenciements et pour les droits des travailleurs en général.

Les autres publications de Lutte ouvrière

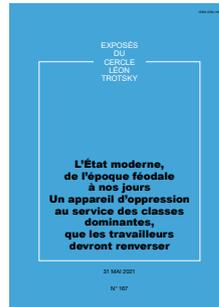
L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,20 €.

Les exposés du
Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours. Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser (n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871 (n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920 : l'occupation des usines (n° 165, L'Internazionale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste : du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme (n° 164, 22 janvier 2021)

États-Unis : après des élections en temps de crise (n° 163, 14 novembre 2020)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail : www.lutte-ouvriere.org

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



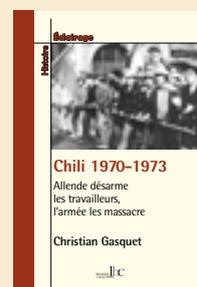
Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

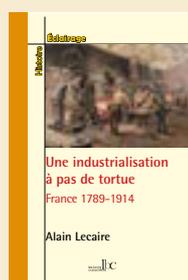
Toujours militante
Arlette Laguiller
13,50 €, e-book : 6,75 €



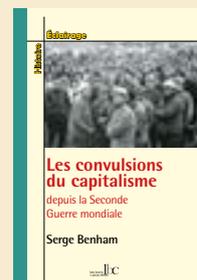
Chili 1970-1973
Allende désarme les travailleurs, l'armée les massacre
de Christian Gasquet
Collection Éclairage n° 20



Une industrialisation à pas de tortue
France 1789-1914
de Alain Lecaïre
Collection Éclairage n° 19
8,20 €, e-book : 4,10 €



8,20 €, e-book : 4,10 €
Les convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale
de Serge Benham
Collection Éclairage n° 21
8,20 €, e-book : 4,10 €



AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Correspondance: BP 54, rue de la Clef 7000 MONS - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE http://www.vozobrera.org



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA http://www.the-spark.net



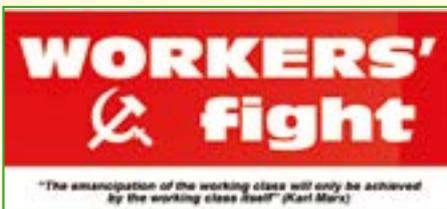
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE Abonnement 1 an: 12 € http://www.linternazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE http://www.sinifmucadelesi.net